



**Miguel Amorôs**

***DURRUTI***  
*dans*  
**LE LABYRINTHE**

*Traduit de l'espagnol par Jaime Semprun*

**PARIS**

2007

ÉDITIONS DE L'ENCYCLOPÉDIE DES NUISANCES

*80, rue de Ménilmontant, XX<sup>e</sup> arr.*

0

© Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2007  
ISBN 978-2-910386-25-2

0

## Note de l'éditeur

Ce livre suppose connue dans ses grandes lignes l'histoire de la révolution espagnole de 1936, et en particulier la part décisive qu'y prit le prolétariat libertaire organisé dans la CNT-FAI. Voilà qui est sans doute beaucoup présumer, surtout en France, où on en est longtemps resté, sur le sujet, à Malraux, sinon à Hemingway; et où la mensongère mythologie antifasciste forgée par la propagande du stalinisme de front populaire a encore aujourd'hui la vie dure. L'appellation conventionnelle de « guerre d'Espagne » constitue d'ailleurs en elle-même une remarquable adulation. Elle permet en effet de rejeter dans l'oubli la révolution sociale qui s'est dressée presque seule — en Catalogne spécialement — contre le soulèvement militaire, et qu'il fallut d'abord vaincre pour qu'il n'y ait plus face à face, après mai 1937, que deux formes de pouvoir d'Etat.

Plus que quiconque, Durruti incarne la tentative de faire triompher un antifascisme révolutionnaire : de mener ensemble, comme il le disait lui-même, la guerre et la révolution. Ce récit le suit donc pendant les derniers mois de sa vie — depuis sa participation à l'écrasement du soulèvement militaire, en juillet 1936 à Barcelone, jusqu'à sa mort devant Madrid le 20 novembre — dans le labyrinthe de trahisons et d'atermoissements où la révolution s'est perdue. Et il aborde en quelque sorte avec lui les immenses problèmes qu'eurent à affronter les travailleurs en armes, à commencer par celui d'organiser leurs milices pour lutter contre le fascisme. Il éclaire ainsi l'aspect le plus occulté de cette révolution elle-même si longtemps « camouflée » : la façon dont les dirigeants de la CNT-FAI, devenus « anarchistes de gouvernement », se sont faits les complices de la contre-révolution menée par les staliniens, jusqu'à aider à tendre à Durruti le piège dans lequel il devait tomber à Madrid.

Citant abondamment les protagonistes, à commencer bien sûr par Durruti lui-même, l'auteur expose les faits sans embarrasser leur relation de considérations dogmatiques ou de

théorisations arbitraires. S'il ne s'abstient certes pas de *juger*, sur la base des principes libertaires qui étaient précisément ceux des révolutionnaires de l'époque, il ne se livre pour autant à aucune réinterprétation ou «relecture» orientée, visant à illustrer une thèse historique préétablie ou à gloser savamment sur ce qu'il eût été préférable de faire : de même qu'il ne se soucie pas d'afficher une lucidité stratégique rétrospective, il abandonne à la vacuité de leurs tautologies toutes les « explications » de l'échec des prolétaires espagnols à faire vaincre leur révolution.

Un livre aussi dénué d'ambition spéculative ne manquera pas d'être blâmé pour la part trop belle qu'il fait au rôle joué par Durruti. Car tout le «monde est peu ou prou marxiste, aujourd'hui, quand il s'agit de justifier la soumission au déterminisme des « conditions » en dénigrant la liberté que certains ont, malgré tout, prise. C'est néanmoins parmi les tenants d'un radicalisme tout théorique qu'on sera sans doute le plus prompt à dénoncer une telle « héroïsation », où la révolution n'est plus un processus impersonnel, ayant pour agent « la Classe », ou « le Parti », mais l'activité d'individus devant lesquels, à chaque bifurcation du cours des événements, s'ouvre un nouveau carrefour de choix possibles, jusqu'à la fin. Le propre d'une révolution est pourtant bien de suspendre l'action des déterminations sociales massives qui réduisent les hommes à n'exister qu'en tant que membres d'une classe : les individus prennent alors d'autant plus de relief que s'allège, pour un temps, le poids de tout ce qui existe indépendamment d'eux. Et c'est en même temps, avec le rôle des décisions individuelles, la part indéterminée de l'histoire qui revient au premier plan : son côté contingent, imprévisible, sa confusion et son désordre, en bref tout ce qui fait qu'elle est l'histoire réelle et non l'histoire fantasmée des doctrinaires, où il suffirait de posséder le fil d'Ariane de la « théorie vraie » pour ne jamais s'égarer dans le dédale des événements. Les hommes font certes leur histoire « dans des conditions déterminées ». Mais ils la font.

Il reste pour finir à préciser que cette édition française diffère sensiblement du texte d'origine, paru en Espagne en 2006. L'auteur a, de son côté, procédé à certains ajouts ou remaniements, tandis qu'avec son accord le traducteur introduisait les éclaircissements qui paraissaient utiles au lecteur français, soit dans le corps du texte, soit sous forme de notes en bas de page. Dans le même but on a fait figurer en tête de l'ouvrage une liste des organisations politiques et syndicales, ainsi qu'une chronologie des principaux événements ayant marqué la période considérée.

## Organisations politiques et syndicales

- AIT - *Association internationale des travailleurs*, anarchiste.
- CNT — *Confederación Nacional del Trabajo* : Confédération nationale du travail, anarcho-syndicaliste.
- ERC - *Esquerra Republicana de Catalunya* : Gauche républicaine de Catalogne.
- FAI — *Federación Anarquista Ibérica* : Fédération anarchiste ibérique, «organisation spécifique» des groupes anarchistes.
- FIJL - *Federación Ibérica de Juventudes Libertarias* : Fédération ibérique des jeunesses libertaires.
- PCE - *Partido Comunista de España* : Parti communiste d'Espagne, stalinien.
- POUM - *Partido Obrero de Unificación Marxista* : Parti ouvrier d'unification marxiste, communiste anti-stalinien.
- PSOE — *Partido Socialista Obrero Español* : Parti socialiste ouvrier espagnol.
- PSUC - *Partit Socialista Unificat de Catalunya* : Parti socialiste unifié de Catalogne, dominé par les staliniens.
- UGT - *Unión General de Trabajadores* : Union générale des travailleurs, syndicat socialiste.

## CHRONOLOGIE

1936

- 25 JANVIER.** Conférence extraordinaire des syndicats de la Confédération régionale (CRT) de Catalogne de la CNT. La décision de voter ou non aux élections de février, auxquelles se présente une coalition de gauche dite de Front populaire, est déclarée une question purement tactique et non une affaire de principes. Il est également décidé de proposer à l'UGT un pacte d'action révolutionnaire.
- 26-31 JANVIER.** Plénum national des Confédérations régionales de la CNT. Il est décidé d'inviter les syndicats « trentistes » — qui avaient fait scission en adoptant la ligne modérée du Manifeste des Trente de 1931 — à réintégrer la CNT.
- 31 JANVIER-!> FÉVRIER.** Plénum péninsulaire de la FAI à Madrid. Réaffirmation de la consigne d'abstention aux élections et adoption d'un plan insurrectionnel.
- 16 FÉVRIER.** Élections législatives. Victoire du Front populaire.
- 18 FÉVRIER.** Azana forme le gouvernement.
- 22 FÉVRIER.** Loi d'amnistie entraînant la libération des prisonniers politiques. Rétablissement de la semaine de 44 heures.
- 26 AVRIL.** Azana est élu par les Cortès président de la République.
- 1<sup>er</sup>-11 MAI.** Congrès extraordinaire de la CNT à Saragosse. Les trentistes réintègrent la CNT. Le congrès admet l'échec de la tactique insurrectionnelle et décide de proposer une alliance à
- 19 MAI.** Le gouvernement Casares Quiroga se présente devant les Cortès.
- 1<sup>er</sup> JUIN.** Début de la grève des ouvriers du bâtiment de Madrid. A partir du 4 juillet, elle donnera lieu à un violent conflit entre la CNT et l'UGT, celle-ci ayant appelé à la reprise du travail.
- 12 JUILLET.** Assassinat par des phalangistes du lieutenant de la garde d'assaut José Castillo. En représailles, le leader parlementaire monarchiste Calvo Sotelo est à son tour assassiné.
- 14 JUILLET.** Les Comités de défense de quartier se réunissent avec le Comité de défense de la CNT (le groupe « Nosotros ») et

- commencent à organiser des patrouilles dans les rues de Barcelone.
- 17 JUILLET. Des membres du syndicat du transport maritime, de la CNT, et du Comité de défense de la Barcelonette prennent d'assaut quatre navires de guerre à l'ancre dans le port de Barcelone et s'emparent des armes qui s'y trouvent.
- 18 JUILLET. Soulèvement militaire. La CNT appelle à la grève générale dans tout le pays. Gouvernement José Giral.
- 19 JUILLET. Début de la bataille de Barcelone.
- 21 JUILLET. Prise de la caserne d'Atarazanas. Mort d'Ascaso. Constitution, avec l'appui de la CNT, du Comité central des milices antifascistes.
- 23 JUILLET. Un plénum régional de la CNT repousse l'idée de « s'emparer de tout » (*ir a por et todo*) et confirme la politique de collaboration avec les autres forces antifascistes au sein du Comité des milices.
- 25 JUILLET. La première colonne de miliciens, ayant à sa tête Durruti, part vers Saragosse. En dépit d'un traité de décembre 1935 prévoyant la livraison de matériel militaire, le gouvernement français rejette la demande d'armes du gouvernement espagnol. Les militaires factieux reçoivent le soutien militaire de l'Italie.
- 28 JUILLET. La Fédération locale des syndicats uniques (CNT) de Barcelone appelle à « la reprise du travail sans faire mention ni de collectivisation, ni de contrôle ouvrier, ni même de hausse des salaires ou d'amélioration des conditions de travail.
- 2 AOÛT. A Valence, reddition des casernes qui étaient aux mains des militaires factieux. Un plénum local des syndicats uniques de Barcelone envisage la socialisation des usines contrôlées par la CNT.
- 3 AOÛT. Expédition de Majorque, organisée par le président de la Généralité Companys et la direction de la CNT-FAI, à l'insu du Comité des milices.
- 8 AOÛT. La France ferme la frontière avec l'Espagne à tout passage de matériel de guerre. A Séville, où commence à arriver l'aide militaire allemande, Franco lance l'offensive en direction de Madrid.
- 10 AOÛT. Meeting de la CNT au théâtre Olympia de Barcelone, au cours duquel est annoncée la formation d'un Conseil de l'Économie chargé d'orienter la production et de procéder à la socialisation. Création des patrouilles de contrôle.
- 11 AOÛT. Création du Conseil de l'Économie de Catalogne. Constitution d'un comité de liaison entre la CNT-FAI et l'UGT-PSUC.
- 14 AOÛT. La colonne Durruti cesse d'avancer vers Saragosse et s'arrête à Osera. Le front se stabilise. Yagüe prend Badajoz et massacre ses habitants.
- 15 AOÛT. Accord de non-intervention entre la France et l'Angleterre. Au cours des jours suivants, vingt-sept pays, parmi lesquels l'Allemagne et l'Union soviétique, signent l'accord.



- 20 AOÛT. Plénum régional de la CNT catalane, au cours duquel la question du « commandement unique » est mise en avant pour éviter d'aborder celle du manque d'armes.
- 21 AOÛT. Plénum régional des groupes anarchistes de Barcelone. Les « Comités de la FAI » mettent les groupes au courant des décisions prises en faveur de la participation aux divers organismes de pouvoir.
- 28 AOÛT. Entrée en vigueur de l'accord de non-intervention.
- 29 AOÛT. Rosenberg, ambassadeur d'URSS en Espagne, présente ses lettres de créance au président Azana.
- 3 SEPTEMBRE. Plénum national de la CNT au cours duquel il est décidé de soutenir le futur gouvernement Caballero et envisagé de collaborer avec lui par le biais de commissions auxiliaires organisées dans les divers ministères. En revanche le porte-feuille ministériel proposé par Caballero est refusé. Progressant vers Madrid, les fascistes atteignent Talavera. Désastreux échec de l'expédition de Majorque : des centaines de miliciens sont abandonnés à leur sort, et de grandes quantités de matériel militaire perdues.
- 4 SEPTEMBRE. Annonce de la formation du gouvernement Largo Caballero.
- 5 SEPTEMBRE. Le premier Congrès régional des paysans de Catalogne, organisé par la CNT, se prononce en faveur de la collectivisation des terres. Prise d'Irun par les troupes de Mola.
- 9 SEPTEMBRE. Première réunion du Comité de Londres, chargé de surveiller l'application de l'accord de non-intervention par les gouvernements concernés. L'Allemagne, l'Italie et le Portugal, en violation de l'accord, viennent en aide aux militaires factieux.
- 13 SEPTEMBRE. Prise de Saint-Sébastien par les troupes de Mola.
- 15 SEPTEMBRE. Un plénum national de la CNT se réunit à Madrid pour décider de l'attitude à adopter vis-à-vis du gouvernement Caballero. Une commission préconise la constitution d'un « Conseil national de défense » auquel participeraient la CNT, TUGT et les républicains.
- 16 SEPTEMBRE. Arrivée en Espagne du chef du NKVD, Alexandre Orlov.
- 24-26 SEPTEMBRE. Plénum régional de la CNT catalane au cours duquel est secrètement décidée la dissolution du Comité central des milices antifascistes. L'ordre du jour du plénum était le contrôle et l'organisation des collectivisations au moyen du Conseil de l'Économie.
- 26 SEPTEMBRE. Dissolution du Comité des milices. Entrée de la CNT dans le gouvernement de la Généralité de Catalogne, avec trois postes de conseillers.
- SEPTEMBRE. Les troupes de Yagüe entrent à Tolède.
- SEPTEMBRE-20 OCTOBRE. Promulgation d'une série de décrets et d'ordres gouvernementaux sur la militarisation des milices. Ils

- sont complétés par d'autres qui, sur le papier, dissolvent les commandements des milices, les comités révolutionnaires locaux, les milices de Tanière et les conseils de soldats (organisation de type syndical créée dans l'année et les forces de police).
- 29 SEPTEMBRE. La marine fasciste prend le contrôle du détroit de Gibraltar.
- 30 SEPTEMBRE. Plénum national de fédérations régionales au cours duquel est discutée la proposition de constituer un « Conseil national de défense ». (La délégation catalane y est favorable, le Comité national opposé.) Mobilisation du contingent. Appel à l'enrôlement pour augmenter les effectifs du corps des carabiniers.
- 1<sup>er</sup> OCTOBRE. Arrivée à Barcelone du consul soviétique Antonov-Ovseenko.
- 4 OCTOBRE. Arrivée à Carthagène du *Campeche*, avec une première livraison d'armes russes.
- 6 OCTOBRE. A Bujaraloz, en présence de Durruti, se tient un plénum extraordinaire des syndicats d'Aragon et des colonnes confédérales. Il est décidé, contre l'avis du Comité national et du Comité régional de Catalogne de la CNT, de constituer un Conseil régional de défense.
- 7 OCTOBRE. Nouvelle mobilisation du contingent.
- 8 OCTOBRE. Début de l'offensive fasciste sur Madrid.
- 9 OCTOBRE. Décret de la Généralité ordonnant la dissolution des comités révolutionnaires locaux et leur remplacement par des conseils municipaux.
- 13 OCTOBRE. En Catalogne, création des Tribunaux populaires.
- 14 OCTOBRE. Les premiers volontaires des Brigades internationales arrivent à Albacete.
- 16 OCTOBRE. Création d'un commissariat à la Guerre, organisme gouvernemental chargé d'exercer un contrôle sur les forces armées par l'intermédiaire de commissaires politiques.
- 18 OCTOBRE. Nouveau plénum de la CNT à Madrid, au cours duquel est approuvée la collaboration avec le gouvernement. Arrivée à Barcelone du navire russe *Zirianin*, chargé de vivres mais sans armes.
- 22 OCTOBRE. Pacte d'unité entre la CNT, l'IJGT, la FAI et le PSUC.
- 23 OCTOBRE. Le Portugal rompt ses relations diplomatiques avec la République.
- 24 OCTOBRE. La Généralité promulgue le « Décret sur les collectivisations et le contrôle ouvrier des industries et des commerces ». Formation à Albacete des premières brigades mixtes de la future armée populaire.
- 25 OCTOBRE. L'or de la Banque d'Espagne est embarqué à Carthagène pour être transporté en Union soviétique. Le pacte d'unité entre la CNT, l'UGT, la FAI et le PSUC est rendu public lors d'un meeting à la « Monumental » (les arènes de Barcelone).

- 28 OCTOBRE. Démission de Liberto Cailejas, directeur de *Solidaridad Obrera*, suite aux pressions du comité régional pour imposer au quotidien la ligne collaborationniste de la direction de la CNT.
- 31 OCTOBRE. A Valence, massacre de la place de Tétouan : lors de l'enterrement d'un milicien de la Colonne de fer, le cortège est mitraillé par des unités staliniennes et des forces de police.
- 2 NOVEMBRE. Découverte d'un complot contre la CNT, « l'affaire Reverter » (commissaire général à l'Ordre public de la Généralité), dans lequel sont impliqués le président du parlement catalan, Joan Casanovas, et le secrétaire général du parti *Estât Català*, Torres Picart. Afin d'empêcher des révélations gênantes, Companys fait fusiller Reverter. La CNT étouffe l'affaire.
- 4 NOVEMBRE. Entrée de quatre ministres de la CNT dans le gouvernement central. Discours radiophonique incendiaire de Durruti. Les fascistes sont aux portes de Madrid.
- 5 NOVEMBRE. A Barcelone, plénum des fédérations locales et cantonales. Par rapport au problème de l'indépendance des comités et des syndicats, l'accent est mis sur la discipline organisationnelle et la nécessité d'une « ligne » unique fixée par les comités dirigeants de la CNT.
- 6 NOVEMBRE. Décision de transférer le gouvernement à Valence, acceptée par les ministres de la CNT. Création de la Légion Condor.
- 7 NOVEMBRE. Jacinto Toryho est nommé directeur de *Solidaridad Obrera*, avec pour mission d'en faire l'organe des comités dirigeants. Les premières unités des Brigades internationales arrivent à Madrid.
- 8 NOVEMBRE. A Barcelone, manifestation d'hommage à l'Union soviétique, avec la participation de la CNT.
- 10 NOVEMBRE. Arrivée à Leningrad de la délégation catalane, dont font partie des représentants de la CNT et de la colonne Durruti, venue pour assister aux cérémonies commémoratives de la révolution d'Octobre.
- 14- 15 NOVEMBRE. Arrivée à Madrid de la colonne Durruti.
- 15- 17 NOVEMBRE. Plénum de l'AIT à Paris. Les délégués de la CNT défendent leur ligne « collaborationniste » et rencontrent de la part des autres participants une attitude compréhensive.
- 18 NOVEMBRE. Au cours d'un plénum national, Horacio Martínez Prieto, accusé de lâcheté et qualifié de « liquidateur », démissionne de son poste de secrétaire du Comité national de la CNT. Il est remplacé par Mariano Rodríguez Vázquez (« Mariánet »), secrétaire du Comité régional de la CNT de Catalogne. Par ailleurs le plénum se prononce en faveur de la militarisation des milices. L'Italie et l'Allemagne reconnaissent le gouvernement de Franco.
- 20 NOVEMBRE. Mort de Durruti à Madrid.
- 23 NOVEMBRE. Enterrement de Durruti à Barcelone. La Via Layetana est rebaptisée Avenida Buenaventura-Durruti. Fin de l'offensive fasciste sur Madrid.

- 27 NOVEMBRE. Dans un discours au théâtre Apolo de Valence, Juan Peiró, dirigeant de la CNT et ministre de l'Industrie, s'en prend avec violence aux initiatives révolutionnaires des comités locaux.
- 30 NOVEMBRE. Fin de la huitième livraison d'armes russes, pour la plupart vieilles et hors d'usage.
- 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE. Première réunion des Cortès à Valence.
- 2 DÉCEMBRE. Les miliciens qui ont quitté la colonne Durruti après la mort de celui-ci tentent d'organiser à Barcelone une assemblée pour expliquer leur attitude. Les dirigeants de la CNT parviennent à les en empêcher.
- 4 DÉCEMBRE. Lors d'un meeting à Valence, Garcia Oliver et Federica Montseny, respectivement ministres de la Justice et de la Santé, appellent à obéir à l'État et critiquent l'activité des ouvriers collectivistes.
- 5 DÉCEMBRE. La France et l'Angleterre proposent aux deux camps en lutte de conclure un armistice. La Généralité crée par décret, sans le moindre effet, l'Armée de Catalogne.
- 12 DÉCEMBRE. Un plénum national de la CNT critique la conduite des milices et se prononce en faveur de la militarisation ; il préconise également que le Conseil de défense d'Aragon se conforme à la législation républicaine.
- 13 DÉCEMBRE. Crise du gouvernement de la Généralité.
- 18 DÉCEMBRE. Formation du nouveau gouvernement de la Généralité sans représentant du POUM. Le stalinien Eusebio Rodriguez Salas (« El Manco ») est nommé commissaire général à l'Ordre public (préfet de police).
- 22 DÉCEMBRE. Débarquement à Cadix d'un corps expéditionnaire italien. Réunion à Velilla de Ebro des miliciens de la colonne Durruti opposés à la militarisation, dans le but d'élaborer un contre-projet.
- 25 DÉCEMBRE. La *Gaceta de Madrid* (journal officiel) annonce la création du Conseil d'Aragon, doté des attributions d'un conseil provincial.
- 29 DÉCEMBRE. Le contre-projet adopté à Velilla est approuvé par un plénum local des groupes anarchistes de Barcelone (FAI).
- 30 DÉCEMBRE. Début d'une seconde série de livraisons d'armes russes.



## I

### *Saragosse*

A partir de la fin de l'année 1935, le groupe « Nosotros » \* joua un rôle de tout premier plan dans la réorganisation et la réorientation de la CNT en Catalogne. Dès qu'il fut à nouveau possible de tenir des réunions publiques, les membres du groupe participèrent à des meetings contre la peine de mort et pour l'amnistie des travailleurs emprisonnés. Par rapport aux élections de février 1936\*\*, le groupe adopta une position tactique consistant à ne pas faire campagne pour l'abstention, car selon lui l'essentiel n'était pas de voter ou non, mais d'être prêt à descendre dans la rue au cas où la droite tenterait un coup de force pour annuler sa prévisible défaite électorale. Au dire de Garcia Oliver, pour qui on ne bafouait aucune sorte de principe en allant voter, Durruti avait tout d'abord été partisan de faire campagne pour l'abstention, mais Ascaso avait réussi à le faire changer d'avis. Pour le convaincre, il eut cette formule : « Demain ce sera la révolution ou la guerre civile. L'ouvrier qui votera et restera tranquillement chez lui sera un contre-révolutionnaire. Et l'ouvrier qui ne votera pas mais restera lui aussi chez lui sera un autre contre-révolutionnaire. »<sup>1</sup> Après les élections, Durruti déclara même au cours d'un meeting au Gran Price, début mars, que la victoire du Front populaire avait été l'œuvre de la vigilance préventive de la CNT, ce qui ne fut pas du goût de certains anarchistes : « Les propos de Durruti

\* Groupe « affinitaire » de la FAI créé en 1933 par Ascaso, Durruti, Garcia Oliver, Ricardo Sanz, Ortiz, Aurelio Fernández et José Pérez Ibáñez (« El Valencia »). (N.d.T.)

\*\* Elections auxquelles se présentait une coalition de « Front populaire » qui promettait de libérer les quelque trente mille prisonniers politiques. (N.d.T.)

donnent à penser que l'Organisation\* de Catalogne se serait en cette occasion mise au service de *YEsquerra catalana*. »<sup>2</sup> La minorité orthodoxe se montrait moins préoccupée par les progrès du réformisme syndical que par la « tendance à la bolchevisation », c'est-à-dire l'influence croissante de « Nosotros » et en particulier de Garcia Oliver qui, au cours d'une réunion au siège du syndicat du bois, s'était prononcé pour la prise du pouvoir et l'exercice du gouvernement. De telles prises de position n'étaient à vrai dire pas nouvelles : à l'époque où le groupe avait ■ encore pour nom « Los Solidarios », Alfonso Miguel, qui en faisait alors partie, avait publié une brochure où il n'hésitait pas à prôner « la dictature de la CNT », une « organisation révolutionnaire spécifique » se substituant aux masses et une « armée révolutionnaire »<sup>3</sup>. Les anarchistes « puritains » (orthodoxes) tentèrent d'organiser dans les colonnes de *Mds Lejos* un débat sur ce problème et lancèrent une enquête sous forme de questionnaire ; les deux premières questions posées portaient sur l'abstentionnisme, tandis que la troisième était ainsi formulée : « Les anarchistes peuvent-ils, en fonction de telles ou telles circonstances, et passant par-dessus tous leurs scrupules, se montrer prêts à la prise et à l'exercice transitoire du pouvoir, sous l'une quelconque de ses formes, en y voyant le moyen d'accélérer le rythme de leur marche vers la réalisation de l'Anarchie ? »<sup>4</sup> A la veille du congrès de Saragosse \*\*, le débat était on ne peut plus opportun, d'autant que Garcia Oliver et Durruti venaient de se heurter à ce sujet lors d'une discussion organisée au siège du syndicat du textile sur la question de la « défense de la révolution ». Oliver avait plaidé pour la formation d'une organisation militaire, tandis que Durruti pour sa part proposait la création de groupes de guérilla. Selon lui, l'exemple de l'Armée rouge avait démontré avec quelle facilité une telle organisati@n pouvait devenir un pouvoir séparé de ceux qui l'avaient créée : sous prétexte de gagner la guerre, elle ■ en arriverait, comme le parti bolchevique, à liquider la révolution. La position défendue par Durruti resta mino-

\* Les militants libertaires parlaient de « l'Organisation confédérale et spécifique », ou plus brièvement de l'« Organisation », pour désigner à la fois la CNT et la FAI. (N.d.T.)

\*\* Le quatrième Congrès de la CNT se tint du 1<sup>er</sup> au 11 mai 1936 dans la capitale de l'Aragon. (N.d.T.)

ritaire et ses camarades présentèrent au congrès de Saragosse, au nom du syndicat du textile de Barcelone, une motion sur l'armée révolutionnaire qui en fit bondir plus d'un et qui provoqua cette sortie de Cipriano Mera : « Il ne reste plus au camarade Garcia Oliver qu'à nous dire de quelle couleur il souhaite son écharpe de général ! »

A l'exception de celle de Beneri, les rares réponses à l'enquête de *Mas Lejos* furent consternantes : au lieu de traiter des problèmes réels, elles ne firent, comme celles de Federica Montseny ou de Fontaura, qu'aligner les formules creuses de l'idéologie. Presque personne ne paraissait se soucier des problèmes pratiques de la révolution espagnole, et c'est pourquoi les membres du groupe « Nosotros », qui continuaient à se prodiguer dans des meetings d'« orientation idéologique », voyaient leur influence croître dans la CNT et dans la FAI, aux dépens du conglomerat réformiste d'anarchistes doctrinaires et de bureaucrates syndicaux qui tenait les rênes de l'« Organisation ». Alors que se précisait la menace d'un coup d'État organisé par les forces réactionnaires électoralement vaincues en février, c'était le groupe « Nosotros » qui mettait le plus d'ardeur à préparer une riposte révolutionnaire — et à se procurer des armes. Mais lorsqu'il s'agissait d'envisager les conséquences possibles d'une telle riposte, à savoir l'exercice du pouvoir, des désaccords apparaissaient parmi les membres du groupe. Cette question de l'exercice du pouvoir aurait pu amener Durruti à se séparer de Garcia Oliver et des autres, si Ascaso n'avait joué le rôle de médiateur et si le groupe n'avait, par son agitation, suscité parmi les ouvriers des espoirs qui lui créaient le devoir de ne rien faire à la légère.

Il y avait entre les deux principaux meneurs du groupe d'autres sujets de discorde, comme le fait que Garcia Oliver ait refusé de participer à l'insurrection de décembre 1933, ou encore le rôle de « pompier » qu'il avait adopté depuis. Garcia Oliver reprochait à Durruti d'être toujours en sympathie avec les masses ouvrières, d'être à l'unisson de leurs sentiments et de leur dire ce qu'elles souhaitaient entendre, plutôt que de les circonvier et de les amener à adopter ses idées. Selon Federica Montseny, « la prestance de Durruti, sa voix de stentor, sa manière de s'exprimer, simple et accessible à tous, exerçaient sur les masses une puissante attraction. Garcia Oliver était persuadé de lui être supérieur, mais les camarades et le peuple en général



préfèrent Durruti, devinant intuitivement la bonté de son cœur et la droiture de son caractère. »<sup>5</sup> Oliver pour sa part n'avait aucune confiance dans les masses : « J'ai toujours pensé qu'il appartenait aux minorités d'indiquer aux majorités la voie à suivre. »<sup>6</sup> Il avait négocié avec des politiciens chaque fois qu'il l'avait jugé nécessaire, que ce soit avec les catalanistes en plusieurs occasions ou même avec Lerro\* en 1934. Il parlait leur langage et se montrait parfaitement à l'aise en leur compagnie. Quand il se fit connaître dans les bureaux et les salles de réunion, il brilla surtout par son talent d'organisateur, son éloquence et son sens du commandement ; toutes qualités qui, s'il ne s'y joint le tempérament révolutionnaire, sont typiquement celles d'un bon bureaucrate.

Au cours de la bataille du 19 juillet, les membres de «Nosotros», à travers le Comité de défense confédéral, assurèrent la coordination de nombreux groupes de défense. D'autres, comme les groupes de la Barcelonette, ou du syndicat du transport maritime, agirent de façon indépendante, prenant d'assaut un bâtiment de la Marine mouillé dans le port pour se procurer des armes. La victoire des travailleurs sur le soulèvement militaire et la mort de Francisco Ascaso lors de l'assaut de la caserne Atarazanas devaient cependant mettre fin à l'existence du groupe. Le 20, Companys, président de la Généralité, proposait à la CNT la formation d'un organisme auquel participeraient toutes les organisations antifascistes et dont le rôle serait d'orienter la vie politique et d'organiser des milices « citoyennes ». Le lendemain un plénum de la CNT accepta la proposition de Companys. On ne disposait pas encore des informations nécessaires pour se faire une idée exacte de la situation dans le reste de l'Espagne, et personne ne parla de prendre le pouvoir. Un an plus tard, Garcia Oliver devait lui-même énoncer très clairement le sens de la décision prise alors : « La CNT et la FAI se prononcèrent en faveur de la collaboration et de la démocratie, renonçant au totalitarisme révolutionnaire qui ne pouvait que conduire à l'étranglement de la Révolution par la dictature confédérale et anarchiste. Se fiant à la parole

\* Chef du parti radical, prototype du politicien corrompu et démagogue, Premier ministre en 1934 avec l'appui de la CEDA (coalition de droite). (N.d.T.)

et à la personne d'un démocrate catalan, elles reconduisirent et soutinrent Companys à son poste de président de la Généralité ; elles se rallièrent au Comité des milices et adoptèrent un mode de représentation des forces qui y siégeaient qui, bien qu'il ne fût pas équitable — on attribuait à l'UGT et au parti socialiste, minoritaires en Catalogne, autant de postes qu'à la CNT et à l'anarchisme triomphants —, supposait un sacrifice visant à mener les partis dictatoriaux sur la voie d'une collaboration loyale qui ne risquât pas d'être perturbée par des rivalités suicidaires. »<sup>7</sup>

Ce même 21 juillet se constitua donc le Comité central des milices antifascistes. Y étaient délégués Garcia Oliver et Abad de Santillán au département de la Guerre, Durruti à celui des Transports et Aurelio Fernández, avec Asens, à celui de la Sûreté. Dès la première réunion du Comité, Durruti dut se résigner de mauvaise grâce à voir siéger à ses côtés Vidiella et Miravittles, deux politiciens professionnels qui avaient en d'autres occasions montré leur vrai visage en calomniant lâchement la FAI. Et pour comble Companys faisait sans arrêt irruption pour leur donner des conseils, comme s'ils étaient des incapables.

Tous trois conspirèrent d'emblée contre le pouvoir qu'avait conquis la CNT. Durruti chercha tout de suite à sortir de ce piège bureaucratique, et dès qu'Angel Estivill, socialiste et fondateur du PSUC, arriva avec la nouvelle qu'une offensive fasciste était à craindre à partir de l'Aragon, il se proposa pour prendre la tête de la première colonne. Pérez Farrás, un militaire de profession, officier des *Mossos d'Esquadra*\*, devait l'accompagner en tant que technicien militaire de la colonne.

Saragosse était la seconde capitale de l'anarchisme en Espagne, et sa chute aux mains des militaires handicapait lourdement les chances d'une révolution libertaire. Le gouverneur civil républicain avait refusé de distribuer des armes aux ouvriers, mais ceux-ci, au lieu de s'armer eux-mêmes par tous les moyens et de préparer l'attaque des casernes, comme à Barcelone, avaient continué à tout attendre des négociations en cours. Le 19 juillet, des effectifs réduits suffirent aux militaires pour occuper Saragosse

\* Corps spécial de défense du gouvernement de la Généralité.  
(N.d.T.)

et proclamer l'état de siège. Les ouvriers ripostèrent par la grève générale et se replièrent chez eux, dans les faubourgs. Assurés de la force que leur conférait leur nombre et faisant confiance aux tractations que Miguel Abòs menait avec les autorités \*, ils ne se préparèrent pas au combat, comme le proposait Miguel Chueca. Le 20 la garde civile et la garde d'assaut se joignirent au soulèvement, ce qui eut pour effet de faire basculer le rapport des forces. Désormais à la tête de 25000 hommes — auxquels s'ajoutèrent 2 000 *requetés* de Pampelune entraînés en Italie —, le général Cabanellas put avoir raison des 30 000 membres de la CNT. Le 22, dans un discours radiodiffusé, Garcia Oliver s'adressa aux ouvriers de Saragosse pour les sommer de se lancer dans la lutte sans attendre une minute de plus. Il annonçait l'envoi d'une escadrille pour bombarder les casernes et l'arrivée prochaine de Durruti et de lui-même à la tête des milices qui reprendraient la ville : « Les militants de la CNT et de la FAI doivent se montrer à la hauteur des circonstances. Ayez recours à tous les moyens possibles. N'attendez pas la fin de ce discours, quittez vos maisons, incendiez, détruisez, écrasez le fascisme. » <sup>8</sup>

Ce fut sans doute son meilleur discours, mais il ne servit pas à grand-chose : le fascisme assurait sa victoire à Saragosse par des exécutions en masse. Le lendemain, Durruti et Pérez Farràs se rendirent à Pedralbes, à la caserne du régiment d'infanterie d'Alcântara, qui était aux mains de la CNT. Durruti s'adressa aux soldats, leur donnant le choix de le suivre ou de rentrer chez eux. Les soldats répondirent qu'ils iraient là où il les enverrait et très vite furent mises en ordre de marche trois compagnies armées de fusils, deux de mitrailleuses, ainsi que deux sections équipées de canons et de mortiers ; la colonne disposait même de quelques véhicules blindés. Des centaines d'ouvriers affluèrent dans les locaux des syndicats ou dans les casernes pour se porter volontaires, mais on n'avait pas trouvé dans les casernes de San Andrés autant d'armes qu'espéré. Un grand nombre de ces armes restèrent à l'arrière entre les mains des syndicats, des groupes anarchistes et des « milices de vigilance » (patrouilles de

\* Syndicaliste modéré, Abòs était d'autant plus porté à se fier au gouverneur civil Vera Coronel et au général Cabanellas, qui commandait la garnison, qu'ils appartenaient tout comme lui à la franc-maçonnerie. (N.d.T.)

contrôle); d'autres furent envoyées à Valence et le reste fut partagé entre toutes les colonnes.

Afin de déterminer quelle serait l'orientation de l'« Organisation » dans ces moments décisifs, un plénum des fédérations locales et cantonales \* fut convoqué ce même jour, c'est-à-dire le 23 juillet, par le Comité régional de Catalogne. Il se tint Via Layetana, au siège de l'organisation patronale, devenu celui de la CNT-FAI. Les physionomies des participants n'étaient plus celles des combattants extérieurs qui avaient remporté la victoire dans les rues et sur les places de Barcelone ; l'euphorie était d'une nature différente. Si la gloire du combat revenait à l'évidence au groupe « Nosotros », tous allaient maintenant se partager les fruits de la victoire. Le groupe étant affaibli par le départ de Durruti et sa décision, prise sans consulter ses camarades, de se lancer à l'assaut de Saragosse, Garcia Oliver se retrouva à peu près seul pour défendre l'idée qu'il fallait « *ir a por el todo* » (s'emparer de tout), c'est-à-dire que la CNT prenne le pouvoir. Seul José Xena, délégué de la fédération cantonale du Bajo Llobregat, soutint sa proposition. C'est seulement plus d'un an après que la CNT rendit publique la position finalement adoptée lors de ce plénum : « En cette occasion la Révolution apparaissait soudain devant les révolutionnaires et les confrontait au problème de la diriger et de la canaliser, mais sans qu'ils puissent en voir ni la profondeur ni l'extension. En ces moments culminants de la Révolution, les circonstances nous inclinèrent à collaborer avec les autres secteurs antifascistes. »<sup>9</sup> Les circonstances en question étaient la situation encore indéfinie dans la plupart des régions, le peu d'influence de la CNT à Madrid et surtout la crainte d'une intervention étrangère. S'imposa donc la politique de collaboration défendue par le prudent Santulán, et l'on peut considérer ce renoncement à la révolution comme le premier acte de politique extérieure de la CNT. Garcia Oliver était tenu en suspicion par les anarchistes de toutes tendances, en particulier par les idéologues de « l'anarchisme raisonnable » — selon les termes de « Marianet » (Mariano

\* On ne peut guère traduire *federaci6n comarcal* autrement que par fédération cantonale, même si la *comarca* (la contrée, le pays) n'est évidemment pas le canton au sens administratif français. Une fédération cantonale coordonnait les diverses fédérations locales d'une contrée. (N.d.T.)

Rodriguez Vázquez) —, très influents dans l'« Organisation ». Il était donc logique que Federica Montseny, Herrera et Santillán ne le soutiennent pas, mais ses camarades eux-mêmes — Ortiz, Jover, Sanz ou Aurelio Fernandez — gardèrent le silence. Le plus étonnant étant encore la docilité avec laquelle il accepta son mandat de délégué au Comité des milices, lorsque le plénum le ratifia<sup>10</sup>. Ortiz prétendit que « l'allure générale de la réunion ne lui plaisait pas » et qu'il n'y avait pas assez d'armes pour « *ir a por el todo* »<sup>11</sup>, ce qui était faux, puisque après la prise des casernes de San Andrés, les anarcho-syndicalistes disposaient tout de même de 30000 fusils, ce qui faisait d'eux la première force armée de Catalogne. Pour sa part Peirats eut le sentiment que Garcia Oliver n'était pas convaincu lui-même de ce qu'il préconisait, et il alla jusqu'à dire, à moitié par plaisanterie, que celui-ci n'avait proposé la prise du pouvoir que parce qu'il savait que personne ne le suivrait. Peirats ne croyait pas à sa sincérité, il ne lui faisait pas confiance<sup>12</sup>. De tels soupçons sont largement justifiés, si besoin était, par l'activité ultérieure de Garcia Oliver, sa carrière de bureaucrate aux côtés de ceux-là mêmes qui s'étaient opposés à lui ce jour-là et sa défense acharnée de la militarisation des milices et du renforcement de l'État.

Dans la soirée le groupe « Nosotros » et ses partisans défilèrent sur les Ramblas et Via Layetana avec les volontaires qui partaient libérer Saragosse. On a dit que ceux-ci se comptaient par milliers mais ce soir-là il n'y eut, pour quitter Barcelone par la Diagonale, que les soldats du régiment d'infanterie d'Alcántara, l'équipe médicale et les premières centuries de miliciens à s'être organisées. Ce même soir du 23 eut lieu une dernière réunion du groupe, au cours de laquelle Durruti s'expliqua sur sa position. Selon lui il fallait tout d'abord prendre Saragosse si l'on voulait déchaîner la révolution avec quelques chances de succès ; celles-ci resteraient très faibles tant que la CNT ne contrôlerait que la Catalogne : « Quand nous aurons pris Saragosse nous instaurerons le communisme libertaire. » La réunion se termina dans une ambiance glaciale. Au sein du groupe, ce n'était pas une simple différence d'appréciations, ou une confrontation de stratégies distinctes, mais une rupture définitive. Il se peut que Durruti ait en effet jugé chimérique la proposition de Garcia Oliver, ou peut-être a-t-il craint qu'un état-major de la révolution

ayant à sa tête un tel chef ne mène à rien de bon. Le fait -est que ce désaccord final entre les deux hommes mit fin au groupe « Nosotros », en même temps qu'à la possibilité de faire prévaloir dans la CNT et dans la FAI une perspective stratégique cohérente. Désormais chacun d'eux allait mener la guerre à sa façon, Durruti au front, les armes à la main, Garda Oliver à l'arrière, tirant les ficelles. Le groupe ne devait plus jamais se trouver à nouveau réuni, pas même lors de l'enterrement d'Ascaso.

Le 24 à neuf heures et demie du matin Durruti prononça un discours où il appelait le prolétariat à reconnaître le Comité des milices, à organiser la défense des conquêtes ouvrières et à marcher sur Saragosse pour écraser le fascisme :

« En Aragon, les camarades, les travailleurs, sont victimes -des hordes fascistes qui s'acharnent sur l'ouvrier. Le prolétariat catalan, toujours vigilant, toujours à l'avant-garde de la liberté en Espagne, aujourd'hui plus que jamais doit nous écouter. Mais ne croyez pas que nous défendions des intérêts personnels, car ce dont il s'agit, travailleurs, c'est du prolétariat espagnol, qui ne peut vivre à nouveau ce que nous avons tous connu, qui nous a fait vivre la plus misérable des vies.

Pour l'heure votre devoir est de vous rassembler sur le Paseo de Gracia à dix heures du matin.

Ceci est une mise en garde à tous les travailleurs de Barcelone, et en particulier à ceux de la Confédération nationale du travail. Le terrain conquis à Barcelone ne doit pas être abandonné. La capitale ne doit pas être abandonnée. Vous devez rester vigilants, sur vos gardes à tout instant, prêts à faire face à tout événement éventuel. Travailleurs de la CNT : nous devons tous, comme un seul homme, nous porter au secours de nos camarades d'Aragon. »<sup>13</sup>

Durruti se rendit ensuite au siège du syndicat de la métallurgie. Là, il eut un long entretien avec le journaliste canadien Van Passen. Les propos qu'il tint alors sont remarquables par l'insistance mise à souligner que l'essor d'une révolution libertaire en Espagne ne pouvait que heurter les intérêts de tous les États, y compris l'État espagnol et la prétendue « patrie » du prolétariat, l'Union soviétique. Il résultait clairement de ses propos, comme Van Passen l'écrivit lui-même en publiant l'entretien, que Moscou n'avait ni influence ni autorité pour parler au nom des travailleurs espagnols.

«Nous luttons non pour le peuple, mais avec le peuple, c'est-à-dire pour la révolution dans la révolution. Nous avons conscience que dans cette lutte nous sommes seuls et que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Pour nous le fait qu'existe quelque part dans le monde une Union soviétique ne signifie rien, car nous savons par avance quelle sera son attitude vis-à-vis de notre révolution. Pour l'Union soviétique, la seule chose qui compte est sa tranquillité. Pour assurer cette tranquillité, Staline a sacrifié les travailleurs allemands à la barbarie fasciste. Auparavant, c'étaient les travailleurs chinois qui avaient été victimes du même abandon. Nous en avons tiré la leçon et nous voulons mener notre révolution à son terme, car nous la voyions pour aujourd'hui et non pour plus tard, après la prochaine guerre européenne. Hitler et Mussolini sont plus effrayés par nous que par l'Armée rouge, car ils craignent que notre exemple n'inspire leurs peuples et ne les incite à en finir avec le fascisme en Allemagne et en Italie. Mais Staline lui aussi est effrayé, parce que le triomphe de notre révolution aurait nécessairement des répercussions en Russie. »<sup>14</sup>

Des déclarations aussi dénuées d'ambiguïté suffisaient largement pour que les bureaucrates russes voient désormais en Durruti un homme à abattre.

Dans la matinée plus d'un millier de miliciens se mirent en marche vers Lérida avec Durruti. Chacun emportait en tout et pour tout une couverture, un fusil et une boîte de munitions. La plupart d'entre eux n'avaient jamais tenu une arme. Ceux qui avaient fait leur service militaire se bornèrent, en guise d'instruction, à expliquer aux autres le maniement du fusil. Parmi les miliciens qui l'accompagnaient il y avait Yoldi, Ruano, Ballano, Mira, Ros, Aris, Campón, le sergent Manzana, le capitaine Ramos, Libertad Rodenas, son frère Progreso, Carreno et Pablo Ruiz. Le lendemain Pérez Farràs devait suivre avec sept cents hommes environ. Santillán porte témoignage de la spontanéité créatrice des masses ouvrières révolutionnaires, puisque «personne n'aurait pu dire quelques heures auparavant d'où allaient sortir les miliciens, les armes et les moyens de transport ; mais le jour dit, à l'heure fixée par le Comité des milices, les armes, les miliciens et les moyens de transport étaient là, prêts à partir pour Saragosse. »<sup>15</sup> Toute chose à cependant son revers : dans leur impétuosité, les chauffeurs improvisés allaient laisser derrière eux, tout au long de la route, des véhicules endommagés.

Les jours suivants, les autres colonnes de miliciens partirent de Barcelone. Il était prévu que chacune atteigne ses propres objectifs, puis que toutes confluent pour rejoindre Durruti à Saragosse. Au cours des mêmes jours, premier symptôme de bureaucratisation, les dirigeants de la CNT commencèrent à manifester un sordide attachement aux postes dont ils venaient de s'emparer : « Déjà lors du départ pour l'Aragon de la seconde colonne [celle d'Ortiz], nous nous heurtâmes aux conceptions de certains militants éminents des organisations libertaires elles-mêmes. Alors que nous [le comité péninsulaire de la FAI] soutenions que les camarades les plus capables et les plus populaires devaient partir au front à la tête des centuries, bataillons et colonnes, l'idée s'imposa qu'il fallait préserver les militants les plus éminents pour l'après-guerre. [...] Nous constatons que l'on songeait avant tout à se partager la peau de l'ours, et non à lui donner la chasse. »<sup>16</sup> Cette accusation émanant de l'un de ceux qui participèrent au partage, il faut probablement voir là une manœuvre d'un groupe de dirigeants, celui de Santillán et Federica Montseny, contre un autre. Garcia Oliver devait mordre à l'hameçon et partir vers le front, le 25 août, avec la colonne « Los Aguiluchos » ; mais il omit de démissionner de ses fonctions au Comité des milices. A peine arrivé il laissa la colonne à Jover, Garcia Vivancos et « El Valencia », ayant reçu un message de « Marianet » le pressant de revenir à Barcelone où « avec Santillán, tout va de travers ». En réalité, si la CNT et la FAI s'efforcèrent de conserver les dirigeants à l'arrière, ce fut pour organiser la production et renforcer les structures organisationnelles dans le but d'une plus grande efficacité politique. Tel fut le principal argument mis en avant pour justifier tout d'abord le recours à la conscription, puis la militarisation.

Quand les premiers groupes de miliciens eurent atteint Lérida, Durruti s'adressa à eux depuis le balcon de la mairie : « Vous incarnez l'esprit de liberté qui doit triompher de la bestialité fasciste. » Après quoi il rencontra Manuel Grossi et Jordi Arquer, chefs de la colonne « Maurin », du POUM, pour discuter avec eux de l'unité d'action entre leurs colonnes respectives. Puis, sans plus attendre, il poursuivit sa route vers Fraga et Candaspós, où fut installé un hôpital de premiers secours<sup>17</sup>. Une partie des miliciens se dirigea alors vers Caspe, ayant appris que



cette ville était aux mains des fascistes et de la garde civile. Avec le soutien de l'artillerie et de divers véhicules blindés, les miliciens se lancèrent avec fougue à l'assaut du pont qui commandait la ville. Les fascistes, après de nombreuses pertes, se retirèrent à l'intérieur de Caspe. Le 25 arriva en renfort de Lérida la colonne mixte Hilario-Zamora, composée de soldats et d'ouvriers, tandis que l'aviation républicaine survolait Caspe. De leur côté les fascistes ne reçurent pas de renforts, ceux-ci n'ayant pas dépassé Escatrôn, et se rendirent au milieu de la matinée<sup>18</sup>.

Le 27, la colonne avança sans perdre plus de temps jusqu'à Bujaraloz, où Durruti établit son quartier général. Il prononça sur la place de la mairie un bref discours, plein de fougue et de sincérité : « Camarades, la lutte sera sévère et l'ennemi sera sans pitié. Notre devoir est de vaincre, voilà ma seule consigne. Si cependant l'un ou l'autre d'entre vous prenait peur, qu'il n'aille pas plus loin et qu'il retourne à l'arrière pour se rendre utile d'une autre façon. »<sup>19</sup> Personne ne bougea, et Durruti entreprit sur-le-champ de rassembler et d'organiser ses forces, en attendant qu'Ortiz ait poursuivi son avance sur l'autre rive de l'Ebre.

Durruti venait juste d'arriver en inspection à la caserne abandonnée par la garde civile quand le téléphone sonna. Il décrocha le combiné et répondit : « Ici Durruti ! » C'étaient les gardes civils de Monegrillo : en entendant sa voix, ils détalèrent d'une traite jusqu'à Saragosse. Des phalangistes qui, venant de Farlete, s'étaient imprudemment aventurés dans les parages, tombèrent pour leur malheur sur un détachement avancé de miliciens. Le 28, ce village fut à nouveau occupé par des troupes fascistes, pour être définitivement abandonné le lendemain suite à une nouvelle attaque de miliciens de la centurie de Tarrasa<sup>20</sup>. Au cours de ces journées, il fallut se soucier d'améliorer, avec l'aide des ouvriers du syndicat des transports, l'organisation du Train de la colonne ; cela n'empêcha pas les miliciens de se déployer dans les environs et d'occuper les villages de Castejón, Valfarta et La Almoda. Il y eut dans cette dernière localité un affrontement sérieux avec un groupe de vingt fascistes. La colonne prêta par ailleurs main-forte à Hilario Esteban, qui se battait à Sâstago. Ortiz ayant atteint La Puebla de Híjar, Durruti reprit sa progression sur la route de Saragosse. Mais dès lors il était trop tard : le général Gil Yuste, qui remplaçait

Cabanellas, était entré dans la ville à la tête d'importants renforts.

Le 3 août, la « Banda Negra », un groupe de jeunes ouvriers métallurgistes qui s'étaient avancés en éclaireurs, prit par surprise Pina de Ebro. Le gros de la colonne avança donc dans la plaine d'Osera, mais soudain quatre avions ennemis la survolèrent, lâchant des grenades sur les camions et les autocars. Les pertes furent relativement peu élevées, une trentaine d'hommes seulement furent tués ou blessés, mais la panique suscitée fut terrible<sup>21</sup>. La débâcle fut telle que la colonne se volatilisa, à l'exception de deux cents miliciens seulement qui restèrent à Bujaraloz. Quand ceux qui s'étaient enfuis revinrent, Durruti s'adressa à eux en termes très durs, les traitant de lâches : « A ceux qui ont fui aujourd'hui, empêchant la colonne de progresser, je demande qu'ils aient le courage de déposer le fusil afin qu'il soit empoigné par une main plus ferme. Nous qui restons, nous poursuivrons notre marche. Nous prendrons Saragosse, nous libérerons les travailleurs de Pampelune, et nous serrons la main de nos camarades mineurs des Asturies, et nous vaincrons, donnant à notre pays un nouveau monde. Et à ceux qui rentreront après ces combats, je demande de ne rien dire à personne de ce qui s'est passé aujourd'hui, parce que cela nous remplit de honte. »<sup>22</sup> Il n'y eut personne pour lâcher son arme.

Ce revers inattendu incita Durruti à plus de prudence. Il envoya les miliciens présents récupérer le matériel abandonné. Le 5 août dans la soirée se présentèrent des ouvriers et des paysans qui avaient fui les villages d'Aragon occupés par les fascistes. Le lendemain Durruti envoya deux centuries reprendre, avec l'aide de Pablo Ruiz, Pina abandonné dans la panique après le bombardement; ce qui fut fait sans tirer un coup de feu. Les fascistes passèrent sur l'autre rive du fleuve et, de là, tentèrent une contre-attaque qui se heurta au tir nourri des autres centuries arrivées entre-temps ; ils finirent par s'enfuir à pied à Fuentes de Ebro, abandonnant divers véhicules. Durruti s'adressa aux miliciens rassemblés sur la place du village, les exhortant à se montrer irréprochables : « Je ne tolérerai pas que quiconque pénètre dans une maison abandonnée. Le village de Pina est en notre pouvoir. C'est à nous maintenant d'en prendre soin. »<sup>23</sup> Pina resta occupé par (deux centuries, la douzième et la treizième. Gelsa fut libéré par une centurie et un groupe de carabinieri que menaient

Carreno et Manzana. Les fascistes se réfugièrent à Quinto. Osera et le village d'Aguilar furent pris par deux autres centuries. Sur le flanc droit de la colonne, les milices du POUM étaient parvenues à Lecinena et celles du PSUC à Tardienta. Sur son flanc gauche, les miliciens et soldats de la colonne Hilario-Zamora avaient libéré La Zaida, Azaila, Cinco Olivos et Alborge, établissant la liaison avec Velilla et Gelsa, mais s'étaient arrêtés devant Quinto, tandis que la colonne Ortiz restait bloquée devant Belchite.

Le Comité des milices donna l'ordre à Durruti d'interrompre son avance tant que Quinto et Belchite n'auraient pas été libérés, sans quoi la colonne risquait de se trouver prise en tenaille. Cela impliquait de renoncer à Saragosse, beaucoup mieux défendu et dont l'accès était commandé par des ponts. Heureusement Bujaraloz voyait affluer des villageois venus d'un peu partout en Catalogne, ce qui permettait de tenir un front qui ne cessait de s'étendre. Le 11 août, un détachement avancé de la colonne Durruti s'approcha de Lanaja, où se trouvaient encore des gardes civils factieux, et du Monte Oscuro, dans les environs de Perdiguera, qui avait été fortifié par les fascistes. Progressant depuis Monegrillo il prit Farlete et fit même une incursion derrière les lignes ennemies en entrant par surprise dans Alfajarin. Durruti parcourait de long en large ce secteur du front, veillant à la construction de parapets et à l'organisation de l'approvisionnement. Pour pourvoir à celui-ci, il publia un avis déclarant que la moisson, « chose sacrée », devait être faite au plus vite, et proclamant la réquisition des terres des fascistes locaux. Mais ce n'était pas tout. Balius, venu à Bujaraloz faire un reportage pour *Solidaridad Obrera*, put en témoigner : « Quand la colonne de Durruti entre dans un village, la première mesure qu'elle prend est de brûler les registres de propriété. Cela fait, le camarade Durruti harangue les habitants du village, rassemblés sur la place ou tout autre lieu approprié. Il prend soin de leur expliquer ce que signifie l'entrée des miliciens dans le village, et leur expose dans le détail les bases pratiques du communisme libertaire. » Dans la cabane d'ouvriers agricoles itinérants qui faisait office de quartier général, Balius serra avec émotion la main de Durruti et en fit ce portrait : « C'est un homme admirable. Il est toujours sur la brèche. Il se mêle de tout. Il parle, il gesticule. Chacun de ses mots se reflète dans son regard. C'est un combattant de la tête aux pieds. Un homme à la physio-

nomie farouche, mais noble et généreux. On est impressionné par son aspect, mais on éprouve tout de suite une sensation de bonté. Durruti est ferme comme le granit mais il possède une âme d'enfant. » Balius ne s'attarda pas, car rien ne devait détourner Durruti des nécessités de la lutte : « Durruti ne veut pas de touristes. Et les camarades qui font une petite visite pour se distraire, il les incorpore dans sa colonne. Nous sommes d'accord avec lui. Il faut venir sur le front pour se rendre utile d'une manière ou d'une autre, mais en aucun cas pour se promener. »<sup>24</sup>

Le 14 la colonne défendit Osera, où les fascistes avaient contre-attaqué. Le village fut bombardé et il fallut évacuer les habitants. Puis le calme revint sur le front et la colonne se structura en groupements de cinq centuries. C'est alors qu'elle se dota d'un journal, *El Frente*, ainsi que d'un émetteur radio. Un service de statistiques fut créé pour tenir le registre des miliciens et un dépôt de véhicules installé à Bujaraloz. Durruti se consacrait également à tout ce qui pouvait aider à régulariser la vie des villages libérés : organiser des comités, répartir les terres, assurer l'approvisionnement, fortifier les voies d'accès et promouvoir la collectivisation. Un journaliste argentin, José Gabriel, recueillit quelques propos de Carreno à ce sujet : « Ici, c'est tout pour tous : on moissonne le champ de l'un, on bat sur son aire, puis on passe au champ d'un autre, et le produit va à la communauté; nous leur donnons en échange les biens dont ils ont besoin; pas question d'argent ; c'est le communisme libertaire en marche. Ici, ça ne se passera pas comme en Russie. »<sup>25</sup>

Durruti faisait confiance à l'intelligence des travailleurs et ceux-ci le tenaient en haute estime. Cela facilitait grandement le règlement de tous les problèmes. On le vit par exemple lorsqu'il fallut développer le service de santé de la colonne. Dans l'improvisation des premiers jours, le Dr Marti Ibànez avait seulement mis sur pied un début d'équipe médicale. Ni l'hôpital de premiers secours de Bujaraloz ni l'hôpital de campagne de Pina n'existaient alors, ni même rien qui ressemblât à un dispensaire. Les blessés étaient évacués vers les hôpitaux de l'arrière. Le Comité des milices envoya à Bujaraloz le Dr Joaquin Nubiola, qui découvrit sur place qu'à l'exception de coton et d'eau oxygénée, il manquait de tout pour assurer les premiers soins. Durruti, rude et « peu enclin à tourner

autour du pot », mais aussi imperturbablement optimiste, l'invita à s'installer dans le village et à mettre par écrit la liste de tout ce qu'il lui fallait. Cela fait, il confia à sa compagne Emilienne le soin de taper la liste à la machine et de préparer des courriers réclamant le matériel nécessaire aux différents syndicats concernés : de la santé, du bois, du textile, des transports, de la distribution et de la métallurgie. Muni de ces demandes, il partit pour Barcelone en compagnie du Dr Nubiola :

«A Barcelone, avec l'imposante torpédo — saisie chez le marquis de Foronda' le grand ponton de la compagnie de tramways d'avant-guerre — portant sur les portières diverses inscriptions indiquant qu'elle appartenait désormais à la colonne Durruti, je passai [c'est le Dr Nubiola qui parle] presque une semaine à aller d'un syndicat à l'autre, partout traité en camarade comme les autres. Les responsables des divers syndicats considéraient les courriers signés par Durruti un peu comme l'aurait fait un chrétien recevant un écrit de son Dieu lui-même. Parfois, on entendait pourtant quelqu'un s'exclamer timidement : “ Si on écoutait le camarade Durruti, il nous faudrait travailler une année entière rien que pour sa colonne ! ” [...]

Les baraquements en préfabriqué, les lits, les armoires, les trousseaux à pharmacie, les matelas, les couvertures, le matériel chirurgical et le reste, tout cela commença à parvenir au front en moins de deux semaines. Avant l'arrivée des premiers froids de l'hiver aragonais, nous avons pu installer ces dispensaires de campagne tant attendus... »<sup>26</sup>

Au cours de ces mêmes journées, Garcia Oliver et le lieutenant-colonel Diaz Sandino, conseiller de Companys et d'Oliver lui-même, vinrent à Bujaraloz pour rencontrer Durruti, qui s'en prit à eux sans ménagements. Sandino a raconté cette entrevue :

<sup>9</sup> « Je ne le connaissais presque pas, mais notre entretien me permit de me faire une idée très précise de cette figure de la révolution. Cet homme du peuple était un combattant dans le style légendaire de la guerre d'indépendance, dont la rude noblesse et les sentiments élevés, alliés à une volonté de fer et à un courage héroïque, suscitaient une sympathie personnelle spontanée, et exerçaient sur la foule une emprise vraiment surprenante [...] Il s'indignait avec violence de ce que ne lui soient pas livrés le matériel et les vivres dont sa colonne avait besoin, mais son indignation s'apaisa peu à peu quand nous lui en exposâmes les raisons, et comme il était intelligent et

compréhensif, il sut mesurer les difficultés auxquelles nous étions en butte à l'arrière pour lui fournir les moyens qui, nous l'admettions, manquaient à ses hommes... »<sup>27</sup>

Durruti affirmait à qui voulait l'entendre qu'avec des munitions et des hommes il prendrait Saragosse sans l'aide de personne. Simone Weil, alors présente parmi les miliciens, notait le 16 août dans son « Journal d'Espagne » : « Conversation téléphonique] Durruti-Santillan. Prise Quinto coûterait 1200 h (?) sans canons. Avec canons on peut aller aux portes de Saragosse. Très énergique : On peut bombarder Saragosse. »<sup>28</sup> Comme dans la plupart des colonnes, les mitrailleuses manquaient souvent de munitions et les hommes n'étaient pas en nombre suffisant pour disposer de réserves. Tout cela interdisait de seulement songer à une offensive. De l'autre côté du fleuve, Quinto et Fuentes de Ebro bloquaient la progression de la colonne. Durruti rongait son frein : Saragosse avait à ses yeux une importance particulière, et il la voyait là, si proche. Que ce soit par ceux qui fuyaient la ville pour rejoindre la colonne ou par les groupes de guérilleros qui y pénétraient la nuit pour sauver de l'abattoir tous les camarades possible, Durruti était précisément informé de l'état des forces ennemies, il savait que les effectifs étaient parfois réduits et que l'armement n'était pas si abondant. Prendre la ville était certes plus difficile, mais pas impossible. Koltsov, correspondant de la *Pravda* qui fut le premier agent russe à l'approcher, rapporte une discussion qui eut lieu à la mi-août entre Durruti et Manuel Trueba, chef militaire de la colonne du PSUC qui portait son nom. Exaspéré par les attermoissements du stalinien, Durruti lui lança :

« Aidez-nous si vous voulez ; si vous ne le voulez pas, ne le faites pas ! L'attaque de Saragosse, c'est mon opération, tant du point de vue militaire que du point de vue politique et politico-militaire. J'en assume toute la responsabilité. Croyez-vous que parce que vous nous aurez donné mille hommes nous partagerons Saragosse avec vous? A Saragosse, ce sera le communisme libertaire, ou le fascisme. Prenez toute l'Espagne, mais laissez-moi tranquille avec Saragosse ! »

Peu auparavant<sup>^</sup> s'adressant devant ses miliciens à Koltsov et aux staliniens espagnols qui l'accompagnaient, il avait déclaré :

« Nous vous montrerons, à vous les bolcheviques russes et espagnols, comment on fait la révolution et comment on la mène à son terme. Chez vous, il y a une dictature, dans votre Armée rouge, il y a des colonels et des généraux, alors que dans ma colonne, il n'y a ni supérieur ni inférieur, nous avons tous les mêmes droits, nous sommes tous des soldats, moi aussi je suis un soldat. »<sup>29</sup>

Le 9 août, lors d'un meeting organisé par la Fédération locale des syndicats, Garcia Oliver avait déclaré qu'il n'était pas question de suivre l'exemple russe, mais le lendemain il affirma à Koltsov qu'il « n'était pas vrai que les anarchistes eussent des préventions à l'encontre de l'Union soviétique. Ils armaient et respectaient les travailleurs russes, et ne doutaient pas que ceux-ci aideraient l'Espagne. Et si le cas se présentait, les anarchistes espagnols voleraient au secours de l'Union soviétique. Que l'Union soviétique n'aille point, dans ses plans, sous-estimer une force ! comme celle des travailleurs anarchistes espagnols. »<sup>30</sup> Cette confusion intéressée entre dirigeants et dirigés, entre gouvernement et peuple russes, fut l'un des artifices qu'utilisa avec prédilection la CNT dans ses manoeuvres diplomatiques. (La même diplomatie confédérale se dotait par ailleurs à ce moment, le 11 exactement, d'un Comité de liaison avec les communistes auquel participaient José ! Pérez Rubio et Facundo Roca pour la CNT, Antonio Sesé ! et Emilio Garcia pour l'UGT, Comorera pour le PSUC et Herrera pour la FAI, comité qui avait pour « mission de rechercher les convergences qui existent entre ces organisations, en les soumettant à la discussion et à l'approbation de celles-ci, afin de lancer ensuite publiquement des directives et consignes commimes »<sup>31</sup>.) Garcia Oliver avait en outre aussi peu de goût que Koltsov pour l'organisation démocratique des milices, leurs assemblées de délégués et leurs Comités de guerre. Il pensait que dans le domaine militaire il fallait des chefs et rien d'autre, des chefs dont des ordres devaient être exécutés sans discussion aucune, et il fit en sorte que cette conception fût partagée par les dirigeants de la CNT, qui devaient l'appliquer au pied de la lettre.

Au début du mois de septembre, la situation n'avait pas évolué. José Gabriel rapporte une conversation qu'il eut avec des miliciens dans ces jours-là :

« — Et vous, à Osera, que faites-vous ?  
 — On reste derrière nos parapets. (*Car après l'offensive victorieuse des premiers jours on ne les laisse rien faire d'autre.*)  
 — Vous savez pourquoi ? (*Ils n'en savent rien.*)  
 — Vous ne pourriez pas attaquer Saragosse ?  
 — C'est ce que voudrait Durruti, mais il paraît qu'il faut d'abord qu'on avance dans d'autres secteurs. »<sup>32</sup>

Mais dans les autres secteurs on n'avancait pas. Cela était surtout dû au manque d'armes, de munitions et de matériel en général (moyens de transport, essence, canons, tanks, avions), et aussi, il faut le dire, au manque d'expérience des miliciens quand il s'agissait de se battre en rase campagne. Les comités de la colonne ne s'encombraient pas trop de science militaire et préparaient les opérations avec des guides 'Michelin en guise de cartes d'état-major. L'industrie de guerre mise sur pied par la CNT souffrait d'une pénurie chronique de matières premières, et plus encore de moyens d'en importer. A l'arrière, on parlait beaucoup pour faire diversion, de commandement unique et de discipline, mais le fait est que certains jours les miliciens n'avaient guère que trente cartouches chacun. Les fusils n'abondaient pas non plus, et les volontaires qui se présentaient au front devaient repartir faute d'armement. La poudre utilisée était de la poudre noire, qui encrassait les canons des armes. Les rares mitrailleuses manquaient de munitions, tout comme les pièces d'artillerie. Les véhicules de transport eux-mêmes étaient précaires.

Les plus jeunes supportaient mal l'inactivité, et Durruti dut les raisonner : « On ne peut rien faire sans matériel contre un ennemi mieux armé et qui nous attend de pied ferme. Nous manquons de munitions, et même les armes nous n'en avons pas assez. »<sup>33</sup> Le sort de la révolution était suspendu à la possibilité de libérer sans délai des villes importantes comme Huesca, Saragosse, Teruel, Cordoue ou Grenade, défendues par des effectifs relativement réduits. Si cela était fait, le front ennemi s'effondrerait. Mais il fallait des armes. Durruti n'avait de cesse d'en réclamer aux dirigeants de la CNT et de la FAI, en particulier à Santillán, le bureaucrate le moins apte qui soit à se charger de l'organisation des milices. Celui-ci devait plus tard évoquer comment « tous les chefs du front d'Aragon nous rendaient fous avec leurs demandes perpétuelles d'armes et de munitions. Le plus insistant et exigeant de tous était Durruti... Chaque jour il nous admo-



nestait en nous dressant la liste de tout ce dont il avait besoin pour combattre, et vaincre. » Santillàn, qui remplissait plus d'une douzaine de fonctions à la fois, obtint des libertaires de Barcelone et des environs qu'ils lui remettent un certain nombre de fusils, mais « cela resterait une goutte d'eau dans l'océan tant qu'on n'aurait pas procédé à un véritable désarmement de l'arrière, le problème qui se poserait ensuite très vite étant celui des munitions »<sup>34</sup>. L'incapacité manifeste et le manque d'initiative de Santillàn dans tout ce qui touchait à la guerre furent quelque peu compensés par Ricardo Sanz, organisateur des milices à la caserne, de Pedralbes, désormais caserne Bakounine. Chaque fois qu'ils le pouvaient, les responsables des colonnes s'adressaient à lui plutôt qu'à Santillàn. C'est lui qui raconte les coups de téléphone quotidiens de Durruti :

« Il m'appelait toujours le soir vers huit heures.

— C'est toi, Ricardo ?

— Oui. Qu'est-ce qui se passe ?

— Il se passe que les pièces de rechange pour les mitrailleuses que je t'ai demandées hier ne sont toujours pas arrivées.

— Je n'ai pas pu te les envoyer parce qu'il n'y en a plus au dépôt. J'en ai commandé chez Hispano-Suiza. Elles seront bientôt prêtes.

— Bien. Envoie-les-moi dès que tu les auras. J'en ai un besoin urgent. Combien as-tu de fusils sous la main ?

— Là, j'en ai environ deux cents.

— Envoie-les-moi tous.

— Et les autres colonnes ?

— Les autres se débrouilleront.

— Je t'en envoie, mais pas tous.

— Et des ambulances ?

— J'en ai six.

— Envoie-m'en quatre.

— Non, une seulement. En revanche je peux t'envoyer deux cents volontaires qui veulent rejoindre ta colonne.

— Pour le moment, je ne veux pas de miliciens. Il en arrive

o chaque jour des centaines des villages environnants et je ne

sais pas quoi en faire. Des fusils, des canons et beaucoup de munitions, voilà ce dont j'ai besoin.

— On va arranger ça. »<sup>35</sup>

Mais rien ne s'arrangeait jamais. Manuel Hernández, artisan de la socialisation de l'industrie du bois, a relaté à sa façon cette quête sans fin : « Quand on se décidait enfin à lui envoyer des mitrailleuses, il n'y avait plus de munitions. Quand les munitions arrivaient, les mitrailleuses

étaient hors d'usage. Alors Durruti téléphonait et retéléphoniait, puis il finissait par aller lui-même à Barcelone chercher ce dont il avait besoin, non seulement ce qui était aux mains du gouvernement, mais aussi de la CNT. »<sup>36</sup>

L'arrêt de l'offensive avait en outre pour effet désastreux qu'avec la lassitude due aux désagréments de la vie au front, menaçaient également la nostalgie, la démoralisation et le laisser-aller. Un mois après que la colonne eut quitté Barcelone, le Comité de guerre croulait sous les demandes de permissions. Les satisfaire toutes aurait réduit à rien le travail d'organisation effectué. Durruti dut rappeler quel était le sens de la guerre :

« Nous sommes ici pour faire la guerre, pas pour faire du sport, et dans une lutte aux objectifs aussi sublimes que la nôtre, celui qui quitte son poste trahit le devoir que nous imposent les circonstances. La liberté est en danger, et c'est grâce à l'effort de tous, à chaque instant, que se forgera l'avenir pour lequel nous luttons.

Le milicien qui rejoint le front est prêt à offrir sa vie, à sacrifier tout confort personnel, à engager tout son être pour le triomphe de notre camp. Celui qui n'est pas dans un tel état d'esprit n'a rien à faire au front.

Il faut se défaire de toute entrave, sauf du lien qui nous attache à notre lutte opiniâtre et énergique pour la victoire. •<sup>37</sup>

Pour Durruti, aux yeux duquel la victoire était à portée de main, c'était l'heure de se sacrifier, et il fallait choisir entre la famille et la lutte :

« Ceux qui ne sont pas prêts à oublier leurs obligations familiales pour se vouer entièrement à la passion révolutionnaire qui doit nous mener à la victoire, qu'ils remettent leurs armes à ceux qui restent à leur poste, et qu'ils retournent chez eux, dans leurs foyers où les attendent des familles sans convictions. »<sup>38</sup>

Mais de toute façon, quelle qu'ait été la dureté des propos de Durruti, dans sa colonne c'étaient les délégués de centurie qui avaient le dernier mot. Il dut donc autoriser les parents des miliciens à leur rendre visite au front, ce qui résolut le problème en en créant un autre. Finalement il lui fallut demander aux familles de cesser les visites, et de s'abstenir d'envoyer des télégrammes propres à alarmer les miliciens<sup>39</sup>.

## II

### *Huesca*

Aux alentours du 20 août, Durruti se rendit à Barcelone pour assister à un plénum. Sous la pression des syndicats, qui s'interrogeaient sur la durée de la guerre et l'absence de victoires importantes, le Comité régional avait décidé que la question serait débattue au cours d'un plénum des fédérations locales et cantonales auquel participeraient aussi bien Garcia Oliver, en tant que responsable du département de la Guerre au Comité des milices, que les chefs des différentes colonnes libertaires. La version des débats que Garcia Oliver donne dans ses Mémoires vise à discréditer Durruti et n'a pas le moindre rapport avec la vérité. Durruti exposa les raisons de la paralysie du front sans que personne ne l'incite à démissionner et sans que lui-même n'en manifeste aucunement l'intention. L'insistance sur la conduite et le moral des miliciens, sur le manque de coordination entre les colonnes et même sur les rivalités entre leurs chefs, permit d'amener le plénum à ce à quoi on voulait le voir aboutir, à savoir une prise de position en faveur de la discipline et d'un commandement unifié. Et là on put effectivement constater l'influence de Garcia Oliver, puisque c'est à lui qu'il revenait de nommer un chef des opérations pour l'ensemble du front. Il se vengea de Durruti en l'écartant sous prétexte qu'il était « très peu doué pour le commandement », c'est-à-dire en fait parce qu'il associait le Comité de guerre de sa colonne aux décisions; néanmoins Oliver présenta une version différente lors de la réunion des chefs de colonnes qui eut lieu en octobre, affirmant qu'il n'avait pas voulu se montrer partisan face aux communistes. Il loua l'aptitude au commandement d'Ortiz, alors qu'il ne pouvait ignorer que celui-ci était critiqué par les camarades qui se trouvaient à ses côtés à la tête de la colonne, Carod et Castàn entre

autres, et par diverses centurries, qui avaient exposé de graves accusations contre lui aux Comités\* ; au point que ceux-ci le menacèrent, lui effectivement, de le destituer. Finalement il désigna comme chef des opérations le colonel Villalba, un militaire que poussait Companys, et qui était soupçonné de sympathies pour l'ennemi, ayant un frère de l'autre côté. A force d'être obnubilé par l'efficacité militaire, Oliver avait perdu toute lucidité stratégique. Villalba se mit tout de suite à dos les miliciens, qui finirent par l'ignorer. Aucun choix n'aurait pu être plus malheureux.

A Barcelone, Durruti put constater à quel point on se souciait peu à l'arrière des besoins du front, et combien profond était le divorce entre l'un et l'autre. On estimait à cinquante mille fusils et à plusieurs douzaines de mitrailleuses les armes conservées à l'arrière, mais en dépit de tous les appels à les livrer pour le front personne ne faisait rien d'effectif, chacun craignant de se retrouver en position d'infériorité par rapport au voisin. Si réellement l'instauration du communisme libertaire dépendait de la prise de Saragosse, il était incompréhensible que la CNT ne jetât pas toutes ses forces dans cette bataille. Manuel Hemández a décrit comment se comportait Durruti à Barcelone :

« Il nous prenait dans nos poches nos pistolets, à nous, ses camarades, qui avons tout de même aussi besoin de nous défendre! Mais non! "Qu'as-tu besoin d'un pistolet ici, à l'arrière, criait-il ; donne-le-moi ou bien viens au front si tu ne veux pas me le donner !" C'est ainsi qu'il nous traitait, nous, les anarchistes, ses propres camarades. »<sup>40</sup>

Mais le principal souci des dirigeants anarchistes n'était pas le front, c'était le partage du pouvoir avec les dirigeants des autres partis, et la vie de l'arrière était ainsi de plus en plus occupée par les manœuvres de la plus sordide politique. Sous couvert de collaboration, tout le monde conspirait contre un *statu quo* qui ne satisfaisait personne : *Estât Català* \*\* contre Companys, Companys et

\* C'est ainsi que les militants désignaient les instances dirigeantes du mouvement libertaire, les « comités responsables » (de la CNT, de la FAI, des Jeunesses libertaires, etc.) qui se réunissaient chaque jour à la *Casa CNT-FAI*, Via Layetana. (N.d.T.)

\*\* Parti indépendantiste fondé en mai 1936 après une scission de l'*Esquerra republicana*, et qui avait repris le nom du parti catalaniste historique de Macià. (N.d.T.)

Comorera contre le Comité des milices, et, à l'intérieur de la CNT, Santillán, Federica Montseny et «Marianet» contre Garcia Oliver, Aurelio Fernandez, Asens et Alcôn. Il n'y avait pourtant personne pour parler clair, et dénoncer tout cet imbroglio de médiocres intrigues. C'est dans cette ambiance suffocante que fut conçu l'absurde projet de débarquement à Majorque, qui ne servit qu'à soustraire des armes et du matériel au front d'Aragon. Cette opération, qui se solda par un échec lamentable, était en fait dirigée contre le Comité des milices et fut organisée à l'instigation d'une étrange alliance entre la Généralité, *Estât Català*, le PSUC et certains anarchistes.

Depuis le Congrès de Saragosse, la CNT et la FAI étaient dirigées par une bureaucratie « possibiliste » (réformiste) dont les intérêts propres s'éloignaient toujours plus de ceux de la base. A cela n'était sans doute pas étrangère non plus l'influence souterraine de la franc-maçonnerie, à laquelle on disait ou soupçonnait qu'appartenaient Federica Montseny, « Marianet », Birlán, Vivancos, Oliver, Santillán tout comme bien d'autres. Et c'est un fait que leurs manières d'agir étaient toujours marquées par un certain style conspiratif bourgeois qui est typique des francs-maçons.

Les débats idéologiques, menés sans tenir compte des problèmes pratiques de la guerre, semblaient dans le byzantinisme. Durruti, il est vrai peu porté à théoriser, s'exprima sur ce sujet en affirmant la nécessité de tout rapporter aux réalités de la lutte : « Le moment actuel n'est pas le plus indiqué pour chercher une solution théorique au problème que nous pose l'existence du fascisme et de la réaction. Nous sommes confrontés à un état de guerre, sordide et cruel, et nous ne pouvons nous perdre dans les supputations idéologiques. La seule réalité que nous ayons à vivre, c'est la guerre et le courage de nos  
o miliciens. La victoire appartiendra donc au courage et à la justice que nous incarnons. Ne nous égarons pas en expérimentations ou en statistiques, et faisons la guerre, en assumant pleinement la responsabilité du moment historique. Nous aurons toujours le temps d'élaborer des plans et des méthodes pour le nouvel ordre social qui se met spontanément en place dans les villages reconquis. »<sup>41</sup> C'est le point de vue des miliciens qu'exprimait Durruti en réclamant que l'arrière se plie aux exigences de la guerre et en se démarquant de l'anarchisme doctrinaire — sans se

rapprocher pour autant de son camarade Garcia Oliver, qui considérait tous les problèmes sous le seul angle militaire. Défenseur des idées durrutistes dans les colonnes de *Solidaridad Obrera*, Balius disait qu'il fallait faire prévaloir à l'arrière un « nouvel état d'esprit ». Appliquée au front, cette exigence posait le problème de la discipline et de la coordination dans l'action, qui venait d'être discuté au cours du récent plénum :

«La discipline est l'instrument de la résolution [...] Si nous sommes unis dans la résolution qui nous a conduits à venir volontairement combattre au front, nous devons aussi l'être dans l'action qu'il nous faut mener pour atteindre nos objectifs.

Grâce à l'unité dans la résolution et à la discipline dans l'action, nous réaliserons toutes nos aspirations en réduisant au minimum les délais et les efforts.

Nous ne doutons pas un instant qu'avec ou sans discipline, nos milices, armée de la victoire finale du prolétariat, atteindront de toute façon tous leurs objectifs, et mèneront à bien leur tâche. Mon propos n'est certes pas de douter de la victoire, mais ce qu'il faut maintenant c'est la rendre moins coûteuse et plus rapide. Et cela, camarades miliciens, nous n'y parviendrons qu'en étant chacun à son poste, tous unis dans notre résolution et disciplinés dans l'action. »<sup>42</sup>

Pour Garcia Oliver, les miliciens devaient être de simples rouages de la machine militaire, sans autre rôle que de se plier au fonctionnement de ce mécanisme ; mais ceux qui avaient suivi Durruti étaient d'un avis tout contraire :

« Le milicien ne doit pas être seulement un combattant, il doit aussi être le semeur de l'idée nourricière et le miroir limpide qui sert à chacun de modèle pour corriger ses défauts. Ce ne sont pas les armes seules qui font la valeur du milicien, mais aussi ses convictions, et ce sont elles qui doivent le guider dans ses élans comme dans ses relations avec les autres.

Pour écraser le fascisme il ne suffit pas d'avoir un fusil et de tirer quand l'ennemi est en vue. Le fusil est une arme, non une conviction, et encore moins une raison. Et pour venir à bout du fascisme, il faut du plomb, mais aussi des idées. »<sup>41</sup>

C'est pourquoi la discipline des milices n'avait rien à voir avec la discipline militaire. « La discipline [...] ne consiste pas à obéir aveuglément, comme des automates, au son du clairon ou à la voix autoritaire de quelque fantoche décoré, mais à avoir le sens de nos responsabilités

et à raisonner chacun de nos actes. » Tout cela dans un but très concret, à savoir ne pas gaspiller de munitions en tirant à l'aveuglette et ne pas abandonner son poste pour se lancer de son propre chef dans des opérations hasardeuses. Pour un révolutionnaire, le pire châtiement était celui que ses propres camarades lui infligeaient, le déshonneur : « Celui qui aura commis un acte d'indiscipline susceptible de mettre en danger ses camarades et de compromettre le succès de notre lutte sera sanctionné par son désarmement et son renvoi à l'arrière, la honte étant pour lui et l'exemple pour les autres. »<sup>44</sup>

Durruti revint à Bujaraloz après le plénum de Barcelone. Le 26 août, il se rendit à une réunion avec Villalba et les chefs des autres colonnes qui se tenait à Sarinena ; là, il prononça à la radio, au nom des combattants du front d'Aragon, un discours adressé aux travailleurs d'Espagne. H fut convenu lors de la réunion que les appelés intégreraient les colonnes existantes ou se présenteraient aux casernes d'enrôlement, le problème de l'armement se trouvant par là même encore aggravé. On examina également comment prendre Saragosse. Le point le plus faible du front ennemi était Huesca qui, quoique bien fortifié et défendu par six mille soldats et phalangistes, se trouvait au milieu d'une plaine. C'est là qu'il fallait concentrer les forces et lancer l'offensive, sans pour autant relâcher la pression sur les autres fronts. Durruti, Medrano et Reyes réclamèrent formellement au Comité des milices, par une pétition signée, la présence à Barbastro de deux officiers d'artillerie qui se trouvaient à la disposition de l'« autorité militaire ». Il y avait un urgent besoin d'artilleurs pour attaquer Huesca. Durruti promettait de venir, s'il le fallait, se joindre à l'attaque avec sa colonne. Il obtint également que les avions de la base de Sarinena bombardent Quinto et Fuentes de Ebro, non sans avoir recours à des arguments extrêmes : Reyes, qui commandait la base, l'accusa ensuite de l'avoir menacé de lui envoyer une centurie si les avions ne décollaient pas<sup>45</sup>. Les fascistes ripostèrent en attaquant Pina et Gelsa. Les miliciens de la colonne défendirent Osera contre une nouvelle attaque et s'approchèrent de Perdiguera sans parvenir à pénétrer dans le village. Le 30, ayant franchi silencieusement l'Ebre, ils contournèrent le village se trouvant au-delà d'Osera, Villafranca, et, bénéficiant de l'effet de surprise, prirent à revers ses défenseurs.

Le lendemain cependant ils ne purent résister à la contre-attaque fasciste et ils revinrent à Osera, emmenant avec eux les habitants, car ceux-ci ne voulaient pas rester sur place.

Au cours de ces journées, la colonne reçut une importante livraison de matériel militaire et un renfort de miliciens : sept centuries, formant la colonne « Solidaridad Obrera », arrivèrent pour appuyer le front de Pina. Avec ces nouvelles recrues, la colonne Durruti devait compter quelque cinq mille hommes. Durruti était euphorique. *El trente* se risqua à annoncer que « d'ici très peu de jours nous démontrerons à la canaille réactionnaire [...] que nous, nous ne gaspillons pas nos cartouches à tirer des salves »<sup>46</sup> et Durruti écrivit, «à 18 kilomètres de Saragosse», une lettre pleine d'optimisme aux travailleurs argentins : « Quand vous recevrez cette missive fraternelle, le fascisme aura reçu son châtiment [...], notre position est favorable et le temps, qui est plus conséquent que tout ce que je pourrais vous dire, ne tardera pas à établir de façon décisive qui sont les plus forts et les plus nobles. »<sup>47</sup>

Le 30 août, avec l'arrivée de la colonne « Los Aguiluchos » et du bataillon Staline, les combats s'intensifièrent sur le front de Huesca. Durruti chargea deux groupes, commandés par Yoldi et Ruano, d'attaquer avec le groupe international le village de Siétamo. Dès le 31, les miliciens balayèrent les défenses ennemies et entrèrent dans le village, où ils se battirent pendant plusieurs jours, avançant maison par maison, jusqu'à ce que les derniers fascistes s'enfuient à Estrecho Quinto. Après une période où la colonne avait été condamnée à ne tenter que de petites escarmouches et de simples coups de main, la prise de Siétamo fut une revanche et une preuve que ce n'était en tout cas pas la bravoure qui faisait défaut. La colonne « Roja y Negra », composée de ceux qui avaient participé à la désastreuse expédition de Majorque et de quelques unités aragonaises, arriva également en renfort. Estrecho Quinto et Montearagôn tombèrent aux mains des miliciens, mais, quoique assiégé par près de treize mille hommes, Huesca, qui avait entre-temps reçu des renforts de Saragosse et de Jaca, continua à résister.

Santillán raconte que Durruti, qui «rugissait comme un lion» chaque fois qu'il se rendait à Barcelone et y



voyait des hommes en armes, ayant appris qu'il y avait à Sabadell un important stock d'armes inutilisées (la colonne locale à laquelle elles étaient destinées ne s'étant en fait jamais formée), envoya Carreno à la tête d'une centurie pour récupérer de force les armes qui étaient aux mains des staliniens locaux, majoritaires dans le Comité antifasciste de la ville. Santillán parvint à éviter un affrontement mais Carreno repartit avec les armes, qui servirent à équiper les derniers miliciens arrivés, la colonne « Malatesta », de Matarô, et la centurie de Graells. Au retour de Carreno, et alors que les combats duraient encore à Siétamo, Durruti et le Comité de guerre préparaient pour le 9 septembre une nouvelle attaque surprise, cette fois contre Fuentes de Ebro, sur l'autre rive du fleuve, en face de Pina. Deux déserteurs avaient en effet rejoint la colonne et fourni des renseignements précieux pour mettre au point l'opération. Le fleuve fut franchi en silence, puis l'artillerie se mit en action contre la maisonnette où se trouvait le quartier général du secteur. Avant que les fascistes se soient ressaisis, les miliciens leur tombaient dessus. L'opération fut un succès, mais il fut impossible de tenir la position en raison de son isolement et du manque de munitions. Les miliciens firent quelques prisonniers, récupérèrent des mitrailleuses et des chevaux, mirent hors d'usage ce qu'ils ne pouvaient emporter et revinrent à Pina avec les prisonniers et ceux des paysans qui voulurent les suivre. Durruti, à cette occasion, prononça un discours diffusé par la radio de la colonne et adressé à tous les travailleurs d'Espagne. Il y insistait sur le principal problème du front :

« [...] Nous ne sommes pas là pour les médailles ni pour les galons. Notre but n'est pas de devenir députés ou ministres. Quand nous aurons vaincu, nous retournerons dans les usines et les ateliers d'où nous venons, et nous nous y débarrasserons des coffres-forts, pour l'abolition desquels nous avons tant lutté. C'est à l'usine, dans les champs et au fond de la mine que se construira une véritable armée pour défendre l'Espagne [...]

Qu'il n'y ait personne pour se promener par les rues, personne pour s'asseoir à discuter aux tables des cafés. Le devoir de chacun est d'aller au front.

Catalans ! Ayez confiance en nous comme nous avons confiance en vous. Que toutes les armes gardées ou cachées soient livrées au front !

Tous les paysans d'Aragon se joignent à nous et tous, des enfants jusqu'aux vieillards, nous demandent des armes.

Il nous faut toutes les armes. Il faut que le front dispose sans attendre des armes qui sont cachées sous le carrelage de votre maison (je sais que vous en avez, parce que moi aussi j'en ai eu). Je suis persuadé que vous nous les remettrez. Je vous connais, nous avons vécu et lutté ensemble. Renforçons le front, et le plus tôt sera le mieux, car plus vite le fascisme sera détruit, moins il y aura de sang répandu et plus vite la vie reprendra son cours normal [...]

Aux camarades d'Aragon, à tous les travailleurs de Saragosse, je demande de ne pas déshonorer leurs outils en fabriquant des armes et des munitions pour les fascistes. Nous sommes à vos côtés. Venez ici ! D'ici peu de jours nos canons seront à Saragosse ! »

Durruti repoussait toute idée de négociation avec l'ennemi et annonçait aux travailleurs espagnols que la victoire était proche :

« Bientôt c'est depuis Saragosse que nous vous parlerons !

Travailleurs d'Espagne, courage! Jamais, en aucune occasion, il n'aura été aussi justifié qu'aujourd'hui de risquer nos vies. Ouvriers, restez optimistes! Un idéal nous anime! En avant contre le fascisme ! Le fascisme ne se discute pas, il se détruit !

Salut, camarades ! »<sup>48</sup>

Les miliciens tentèrent de parachever leur succès en jetant sur l'Ebre, à la hauteur de Pina, un pont constitué de barques ; ils voulaient prendre la station de chemin de fer qui se trouvait de l'autre côté du fleuve, mais le pont fut détruit par l'artillerie et l'aviation fascistes.

Le gouvernement de Madrid avait interdit à Durruti de passer à l'offensive, car selon les plans de l'état-major, c'étaient des forces venues de Guadalajara qui devaient prendre Saragosse. A Barcelone, Durruti exprima lors d'une réunion des Comités son indignation devant une telle décision. Selon Federica Montseny, il espérait que, passant par-dessus les ordres du gouvernement, la CNT et Garcia Oliver l'autoriseraient à agir, mais celui-ci « lui dit qu'il devait se plier aux décisions prises à Madrid, parce qu'il n'y avait pas de guerre possible sans cohésion et discipline [...] Ce jour-là je le vis pleurer lorsqu'il s'aperçut que ses projets étaient désavoués par l'organisation catalane et par ses amis. »<sup>49</sup> Le 22 septembre, s'étant rendu à nouveau à Barcelone, Durruti refusa, quoiqu'il ait été

convoqué par les Comités, de participer à toute réunion qui n'aurait pas pour objet le problème de l'armement. La seconde quinzaine du mois avait été funeste pour la cause libertaire. Aux problèmes des armes, puis des munitions et des pièces de rechange, s'était finalement ajouté, quand commencèrent la pluie et le froid, le manque de capotes et de vêtements chauds. Le cénétiste Eugenio Vallejo avait bien créé de toutes pièces une industrie de guerre, mais la production était très loin de suffire pour approvisionner un front de 170 kilomètres tenu par trente mille miliciens. Par ailleurs il était manifeste que le gouvernement faisait tout pour saboter l'action du Comité des milices et de la CNT : « Il a préféré bloquer [en France] deux wagons d'armes plutôt que ce soit nous qui en prenions livraison comme il eût été normal. On croit savoir que l'ordre émanait du ministère de l'Intérieur. »<sup>50</sup> Au boycott gouvernemental du front d'Aragon s'ajoutait la formation, à l'insu du Comité des milices, d'une colonne « Tierra y Libertad », constituée d'effectifs de l'expédition de Majorque commandés par un homme de Santillán, Germinal de Sousa, bureaucrate borné et incompetent.

Tant d'incurie dans son propre camp condamnait Duruti à ne jamais entrer à Saragosse. Pour mener à bien une offensive, il aurait fallu des avions, des tanks et soixante mille combattants bien équipés. Le gouvernement central, qui craignait plus une victoire de la CNT que celle de Franco, n'était pas plus prêt à les équiper qu'à fournir l'argent pour cela. Santillán fit pourtant le voyage à Madrid dans ce but.

Dans la capitale, il n'obtint de Giral que de bonnes paroles. Largo Caballero, quand il succéda à Giral, proposa immédiatement un ministère à la CNT. Le climat des relations entre les dirigeants anarchistes et l'État commença à changer : la CNT et la FAI voulaient se montrer « responsables », et leurs dirigeants donnèrent des gages de bonne Volonté collaboratrice. En Catalogne, ils acceptèrent de dissoudre le Comité central des milices afin de redonner crédit et légitimité à la Généralité, mais bien évidemment cela n'incita pour autant aucun gouvernement européen à fournir des armes. Tous s'en tenaient au pacte de non-intervention. Tous sauf l'Allemagne et l'Italie, qui livraient des armes à Franco.

Tel fut le second acte de politique extérieure de la CNT. Nous laissons de côté les négociations avec le Comité

d'action marocain\* : celles-ci furent plutôt l'affaire du Comité des milices, même si ce fut Garcia Oliver qui les mena, et les conduisit à l'échec. Le plénum régional qui décida en secret la dissolution du Comité des milices commença le 25 septembre et prit fin le lendemain. Il revint à Garcia Oliver, pourtant tenu à l'écart, d'annoncer la participation à la Généralité : «Aujourd'hui la Généralité nous représente tous », déclara-t-il à cette occasion. Le choix des conseillers participant au nom de la CNT à ce gouvernement « qui nous représente tous » constituait une victoire de la bureaucratie libertaire sur Garcia Oliver et son camarade Aurelio Fernandez, relégués au second plan quoique conservant leurs postes aux côtés des conseillers à la Défense et à l'Ordre public. Le conseiller Garcia Birlân (Santé publique et Affaires sociales) était l'homme de Santillán, Fábregas (Economie) celui de Federica Montseny, et J. J. Doménech (Ravitaillement) celui de « Marianet ».

**\* Tentative avortée d'organiser un soulèvement nationaliste au Maroc espagnol. (N.d.T.)**

### III

#### *Madrid*

Fondateur et secrétaire de l'Internationale anarcho-sindicaliste (AIT) constituée en 1922 par les organisations ouvrières de divers pays — la CNT étant de loin la plus puissante —, très connu pour ses écrits dans les milieux libertaires espagnols, Pierre Besnard avait pris contact avec un consortium de marchands d'armes d'Europe centrale qui se disait prêt à livrer du matériel de guerre à la République. Peu avant la dissolution du Comité des milices, Besnard exposa les faits à Santillán et aux nouveaux conseillers de la Généralité; Garcia Oliver n'était pas présent lors de ces entretiens, étant à ce moment malade pour cause de surmenage, à moins qu'il ne se soit trouvé à Madrid, comme le dit dans certains comptes rendus de réunions un membre du Comité régional (peut-être Trabal)<sup>51</sup>. Le problème était que le consortium de marchands exigeait comme préalable le versement d'une avance et l'engagement formel d'acheter une quantité d'armes déterminée : «Aucun vendeur éventuel ne signe de contrat sans que soit préalablement versée en dépôt la somme correspondant au prix de la marchandise. De deux choses l'une : ou l'on renonce à l'opération, ou l'on fait le versement exigé. »<sup>52</sup> Ne disposant pas des fonds nécessaires, la Généralité décida d'envoyer à Madrid une délégation composée du capitaine José Guamer, membre de l'état-major délégué par le département de la Défense sur le front d'Aragon, d'Ortiz, délégué de la colonne Sur-Ebro, du lieutenant Valeriano Gordo, conseiller militaire d'Ortiz, et du capitaine Matilla, diplômé de l'état-major. A Madrid, les membres de la délégation s'entretenrent avec Largo Caballero, sans le moindre résultat. Largo ne voulait pas « armer la FAI » car il craignait que celle-ci ne tente un

coup de force ; c'est du moins l'argument que lui avaient soufflé les conseillers russes. Au retour, Ortiz raconta à Durruti comment s'était passée l'entrevue, et tous deux s'exclamèrent : « Nous n'avons pas fini de manier le pic et la pioche pour creuser des tranchées ! »<sup>53</sup>

Santillán pensait que c'était désormais à Durruti de faire une nouvelle tentative. Les conditions étaient devenues plus propices ; la dissolution du Comité des milices avait eu entre autres pour but d'apaiser les craintes du gouvernement central quant au « pouvoir de la FAI » et d'augmenter ainsi les chances d'obtenir une aide militaire de l'étranger. Le 28 septembre, Garcia Oliver demanda à Durruti de venir de toute urgence participer à une réunion avec lui, Santillán, « Marianet », Besnard et Tarradellas. Besnard était accompagné de deux représentants du consortium de marchands d'armes. Durruti arriva dans la soirée et, après avoir pris la parole, convint avec les autres qu'il irait à Madrid accompagné de Besnard et des deux représentants du consortium. Ils firent le voyage par avion le 2 octobre et allèrent immédiatement voir Largo Caballero. Un fonctionnaire leur dit d'attendre, ce qui lui valut, d'après le récit d'un agent du service secret anglais (SIS), cette sortie de Durruti : « “ Dites au président que s'il ne me reçoit pas d'ici trois minutes, je ferai un scandale comme on n'en a jamais vu ici. ” Ayant, après cela, été reçu sans délai, Durruti s'adressa sans mâcher ses mots à Caballero, l'accusant de ne pas faire son devoir et de n'être qu'un obstacle de plus. Durruti obtint que les autres personnes présentes quittent la pièce, et il fut décidé de dépenser mille millions de francs de plus pour acheter du matériel militaire. »<sup>54</sup> Se fondant sur un oui-dire, José Mira donne de l'épisode une version différente, mais qui se termine également par de sévères admonestations de Durruti aux ministres : « Je n'aime pas perdre mon temps, et moins encore vous faire perdre le vôtre ; dites-moi donc si vous êtes prêts à accepter ma proposition. Et si tel n'est pas le cas, détrompez-moi également. Avant que vous en délibériez entre vous, je vous prie de prêter attention au problème prioritaire que je vous ai exposé ; je vous préviens que si vous vous refusez à le faire, j'entreprendrai de vous y obliger par la force, en employant s'il le faut toute celle que j'aurai sur mes ordres. »<sup>55</sup>

L'après-midi même le Conseil des ministres décida d'effectuer un important achat de matériel de guerre, un

tiers de celui-ci devant être destiné au front d'Aragon. La presse se fit l'écho de l'entrevue : « On apprend qu'au cours de l'entrevue qu'ont eue à Madrid monsieur Largo Caballero et le militant de la CNT Durruti s'est manifesté un accord total et absolu sur toutes les questions examinées. »<sup>56</sup> Durruti affirma alors le caractère révolutionnaire de la lutte :

« Nous faisons la guerre et la révolution en même temps. Ce n'est pas seulement à Barcelone que l'on prend des mesures révolutionnaires, mais partout jusqu'au front. Chaque village que nous conquérons commence à adopter une ligne de conduite révolutionnaire. Une défaite de ma colonne aurait des conséquences effroyables, car notre retraite ne ressemblerait à celle d'aucune armée. Il nous faudrait emmener avec nous tous les combattants des villages, par lesquels nous sommes passés. Et depuis le front jusqu'à Barcelone, tout au long de la route que nous avons suivie, il n'y a plus que des combattants. Tout le monde travaille à la fois pour la guerre et pour la révolution : c'est ce qui fait notre force. »<sup>57</sup>

Mais finalement l'achat d'armes n'eut pas lieu. Les fonctionnaires chargés de conclure l'affaire ne parvinrent pas ou ne cherchèrent pas à s'entendre avec les membres du consortium. Selon Besnard, c'est l'intervention de l'ambassadeur russe Rosenberg qui fit capoter l'opération.

Inquiet des projets belliqueux d'Hitler, le gouvernement soviétique cherchait à parer la menace en s'alliant aux démocraties bourgeoises ; c'est pourquoi il avait adhéré le 25 août au Comité de non-intervention, et Staline signa le 28, le lendemain de l'arrivée de Rosenberg à Madrid, un décret interdisant l'exportation d'armes en Espagne. Cependant, quand il s'avéra que l'Allemagne et l'Italie ne respectaient pas leurs engagements et aidaient les insurgés, Staline révisa sa position : l'Espagne devenait un banc d'essai pour promouvoir, contre les Etats fascistes, une alliance entre les démocraties et l'Union soviétique. A cette fin, il fallait intervenir dans le conflit espagnol, certes pas pour venir en aide à la révolution, ce qui n'aurait pas été du goût des gouvernements français et anglais, mais pour consolider l'Etat « démocratique » bourgeois. Par le moyen du chantage aux armes, Staline tenait la République à sa merci. C'est sur son ordre direct que le 16 septembre le chef du service de contre-espionnage de l'Armée rouge,

Uritsky, déclencha «l'opération "X"» pour envoyer en Espagne des hommes et du matériel. A partir de ce moment, l'ambassadeur à Madrid, le consul russe à Barcelone et les conseillers militaires au ministère de la Guerre se mirent à fréquenter les différents protagonistes du camp républicain dans le but de les rallier aux objectifs de la politique russe. C'est ainsi que Rosenberg proposa à Durruti et Besnard de les rencontrer pour un échange de points de vue, mais ceux-ci, considérant qu'ils n'avaient rien à dire à un ambassadeur, refusèrent. On peut supposer que Rosenberg s'entretint avec Horacio M. Prieto, secrétaire du Comité national de la CNT, afin de le persuader des avantages d'une participation des anarchistes au gouvernement. En l'occurrence, il prêchait un convaincu. Il entreprit ensuite de circonvenir Largo Caballero en lui assurant que les livraisons d'armes russes étaient imminentes. De fait, les armes commencèrent à arriver le 4 octobre sur le *Campeche*, mais en petite quantité et, pour plus de la moitié, vieilles et hors d'usage<sup>58</sup>. Aucune de ces armes ne s'égarra du côté des unités anarchistes. Telle fut la première intervention de l'Union soviétique dans les affaires espagnoles. Quant à la seconde, ce fut l'envoi en Russie de l'or de la Banque d'Espagne, sous prétexte de le mettre hors d'atteinte des nationalistes — et des anarchistes !

Besnard et Durruti revinrent de Madrid les mains vides. «Marianet», qui restait optimiste, informait alors les Comités de l'« Organisation » du fait que par le truchement de Durruti était « sur le point de se réaliser une opération pour le compte de la Généralité et que [une fois] obtenu l'argent pour cette vente il pourrait servir à compléter la somme nécessaire »<sup>59</sup>. Les jours passèrent et les promesses ne furent pas suivies d'effets. Us firent alors une nouvelle tentative auprès de la Généralité, mais Garcia Oliver se démarqua, persuadé que toute l'affaire n'était qu'une manœuvre de SantiHân à son encontre. Ni lui ni Tarradellas ne voulurent débloquer les fonds, en conséquence de quoi le marché fut rompu. Dans ses Mémoires, Garcia Oliver se débarrasse de l'épisode en prétendant que les contacts de Besnard n'étaient pas dignes de confiance.

C'est dans ce contexte que naquit le projet de recourir à l'or de la Banque d'Espagne. Santillán avait auparavant suggéré au précédent chef du gouvernement, Giral, de mettre cet or en lieu sûr dans un pays étranger<sup>60</sup>. Devant



le risque d'échec de l'opération montée par Besnard, Santillán avait envisagé un moyen d'agir parallèlement pour disposer des fonds nécessaires, à savoir de s'en emparer à la Banque d'Espagne. Pour ce faire il arma la colonne « Tierra y Libertad », chargée de mener à bien l'opération. Mais au moment d'agir il flancha et dévoila son projet au Comité national et à divers dirigeants régionaux, qui le repoussèrent avec épouvante<sup>61</sup>. Antonov-Ovseenko fut informé de l'affaire par l'agent « X », infiltré dans les milieux anarcho-syndicalistes ; il s'empressa de répandre la nouvelle, les Russes trouvant là le meilleur des arguments en faveur du transfert de l'or. Quelques semaines plus tard, Cabalfero et Negrín le firent transporter à Carthagène avec un grand luxe de précautions — pour qu'il échappe aux anarchistes ! — et là il fut embarqué pour Odessa, en paiement des armes que Staline voudrait bien consentir à livrer. Quelqu'un proposa un nouveau plan, peut-être un autre infiltré, car l'attaché commercial de l'ambassade russe, Stachevski, fit courir le bruit que la CNT préparait un coup de main pour s'emparer de l'or au moment de l'embarquement. Quant à la colonne « Tierra y Libertad », elle fut comme prévu envoyée en Castille, où l'état-major, c'est-à-dire les Russes, lui assigna une position pilonnée par l'artillerie. Les miliciens finirent par se lasser de supporter le feu ennemi et d'accumuler les pertes ; ils se replièrent en désordre vers la capitale, ce qui fit d'eux l'objet de moqueries intéressées.

Quand, presque un an plus tard, Besnard présenta devant les organisations membres de l'AIT son « Rapport moral » dénonçant le rôle joué par l'ambassadeur Rosenberg, il contraignit les représentants de la CNT à se solidariser avec le gouvernement : « Il est certain que le gouvernement de Largo Caballero avait accepté d'allouer des fonds très importants ; mais il est non moins certain qu'il o avait confié l'examen de cette transaction et la responsabilité de la mener à bien à la Commission pour l'achat de matériel de guerre qu'il avait mise en place à Paris, et à laquelle participaient des délégués de la CNT. Il apparut que Besnard avait été victime d'un abus de confiance de la part de personnes de son entourage, et les diverses auditions des représentants du consortium par la Commission d'achats n'aboutirent à rien, ceux-ci s'avérant incapables de prouver l'existence des stocks de matériel qu'ils propo-

saient, ni même la solvabilité légale de cette entité fantôme. »<sup>62</sup> La Commission d'achats ne se constitua en réalité qu'à la mi-octobre et ne commença pas à fonctionner avant novembre, et c'est probablement alors que s'y intégra la CNT, mais seulement au titre d'observatrice sans aucun pouvoir. A ce moment déjà Besnard se faisait éconduire partout, y compris à la CNT. En outre la Commission d'achats se révéla un repaire d'incapables et d'escrocs ; la CNT elle-même dénonça à plusieurs reprises l'incurie et la malhonnêteté de son président Alejandro Otero, médecin et député socialiste de Grenade, et de son compère Manuel Escudero, secrétaire de la légation du Mexique à Paris. Un de leurs procédés favoris était celui-ci : quand se présentait une offre de vente, leurs émissaires menaient leur enquête pour localiser le matériel, afin de pouvoir remplacer le négociant par des intermédiaires complices. Si le négociant avait la prudence de garder par-devers lui les renseignements, « ils mettaient toutes sortes d'obstacles à la réalisation de la transaction, jusqu'au moment où l'option venant à terme, ils se trouvaient libres, une fois informés des détails nécessaires, de faire traiter l'affaire par des personnes de leur entourage »<sup>63</sup>. Cela étant, un rapport défavorable de cette Commission d'achats, eût-il existé, n'aurait eu aucune valeur pour expliquer quoi que ce soit, quoique la CNT l'ait invoqué devant le congrès de l'AIT pour discréditer Besnard. Une telle preuve établit plutôt que la vérité est à chercher ailleurs.

L'approvisionnement en armes était le principal levier politique entre les mains des Russes. En octobre, alors que les nationalistes avançaient sur Madrid, les « conseillers » soviétiques étaient déjà assez puissants pour faire échouer toute opération susceptible de contrecarrer leur influence, et c'est pourquoi la version des faits donnée par Besnard est parfaitement plausible. U y avait eu des précédents : Alvarez del Vayo et Negrin, ministres dans le gouvernement Largo Caballero, étaient ainsi intervenus à l'initiative des Russes pour faire échouer un projet d'achat d'armes aux Etats-Unis qu'avait préparé l'ambassadeur d'Espagne au Mexique<sup>64</sup>, et ils pouvaient bien continuer à agir de même. Besnard devait accuser Santillán, Garcia Oliver et le Comité national de la CNT de s'être laissé influencer par les Russes et de ne pas avoir cherché à vérifier les renseignements fournis par le consortium. A

l'instar de Largo Caballero, les dirigeants anarchistes changèrent brusquement de comportement dans cette affaire ; lors de son second voyage à Barcelone, Besnard trouva partout porte close, et quand il voulut se rendre à Bujaraloz pour rencontrer Durruti, ce fut Santillân lui-même qui refusa de lui fournir un véhicule<sup>65</sup>. A Barcelone, le consul Antonov-Ovseenko avait circonvenu Santillân et Garcia Oliver, qui — selon Besnard — «ne voyaient plus que par ses yeux». Telle était sa mission et il s'en acquittait avec zèle, les recevant fréquemment pour des entretiens privés à l'hôtel Majestic du Paseo de Gracia, où il séjournait. Santillân devait confirmer les propositions faites par Antonov et le refus auquel il se heurta quand il voulut les rendre effectives : « Il nous disait qu'il nous considérait comme de bons camarades mais qu'un jour nous pouvions devenir dangereux. »<sup>66</sup>

Si les Russes ne souhaitaient pas que Durruti prenne Saragosse, c'est qu'une victoire d'une telle ampleur aurait définitivement assuré la suprématie de 'la CNT, et c'est précisément ce qu'ils voulaient éviter par-dessus tout. La consigne était donc de saboter le front d'Aragon. Krivitsky, chef du NKVD pour l'Europe occidentale, qui devait désertier au cours de la guerre civile, raconte qu'en plus d'une occasion il reçut de Moscou l'ordre d'empêcher que les livraisons d'armes soient débarquées à Barcelone, de crainte qu'elles ne tombent entre les mains des anarchistes<sup>67</sup>. Il fallut peu de temps à l'influence russe pour gagner du terrain et les dirigeants anarchistes eux-mêmes, désireux de collaborer avec le gouvernement, se mirent à entonner les louanges de l'unité, de la discipline, du commandement unique et de la mobilisation. Le dénigrement des milices eut bientôt l'aval de la CNT et de la FAI, dont les dirigeants — surtout à partir de novembre — se joignirent au chœur des contre-révolutionnaires qui réclamaient leur remplacement par une armée étatique.

<sup>9</sup> Cipriano Mera, Garcia Oliver et Federica Montseny en arrivèrent à proférer de véritables insanités contre les colonnes et les miliciens, sans même songer un instant qu'ils faisaient ainsi le jeu des intérêts politiques de la réaction. Très vite l'ensemble de la hiérarchie de l'« Organisation » devint un bastion du militarisme. Un militaire comme Vicenç Guamer, que ses fonctions au Comité des milices et à la Généralité — aux côtés de Garcia Oliver, Diaz Sandino et Francisco Isgleas — avaient amené à voir de

près ce qu'il en était des milices, se montra plus objectif : « Quoi qu'il en soit, ce qui pesait le plus dans la balance en ce qui concerne les miliciens conscients, malgré l'ignorance des méthodes militaires en usage, c'était la bonne volonté et le courage avec lesquels ils s'étaient montrés prêts à combattre sans préparation dans une guerre dont ils ignoraient tout. »<sup>68</sup>

Le 4 octobre, avec la protection de l'aviation, 400 tirs d'artillerie furent effectués sur Quinto, Fuentes de Ebro et La Ermita. Puis, ayant reçu d'importants renforts à Saragosse, l'ennemi lança une attaque de flanc, entre La Punta et Los Calabazares, pour tenter de couper la route entre Osera et Monegrillo, et d'occuper ces villages ; quatre mille hommes au total, appuyés par l'aviation, furent engagés dans cette opération. Les centuries 26 et 27, avec deux mitrailleuses et cent cinquante balles par homme, défendirent le secteur pendant plusieurs heures, jusqu'à épuisement des munitions. Alors qu'elles avaient reculé d'un kilomètre et s'apprétaient à abandonner la position, le bataillon international arriva avec une batterie de mortiers et un tank, puis d'autres renforts, et finalement les tranchées furent reprises. Quoiqu'il n'ait pas été possible de poursuivre l'ennemi jusqu'à Saragosse, l'optimisme s'empara du Comité de guerre. *El Frente* réclamait, avec de bons arguments, une offensive sur tous les fronts :

« Le temps presse. La guerre ne doit pas s'éterniser. Il faut tirer profit de chaque occasion favorable pour balayer tout ce ramassis de généraux félons et de répugnantes troupes mercenaires. [...]

Organisons l'offensive. Attaquons avec énergie, sans hésitations, sur tous les fronts. Qu'il y ait unité d'action, très bien. Mais que le front reste inactif, jamais. [...]

A l'offensive des factieux sur Madrid, il faut répliquer par une autre offensive, là où nous avons le plus de chances d'enfoncer les lignes ennemies. La guerre doit être brève. Notre économie l'exige, et aussi notre intérêt vital à ce que la révolution sociale en marche ne tourne pas court... »<sup>69</sup>

Durruti était à Madrid, en train de négocier avec Largo Caballero. Le 6 il se présenta à Alcaniz, où se tenait un plénum extraordinaire des syndicats d'Aragon et des colonnes présentes sur ce secteur du front. Il plaida pour la constitution d'un Conseil régional de défense destiné à

être l'équivalent régional du Conseil national de défense, organisme par lequel la CNT proposait de remplacer le gouvernement. Un « commandement unique » de la région, comme l'avait été le Comité des milices :

« Je viens de Madrid, où j'ai parlé au ministre de la Guerre et lui ai exposé sans ambages ni détours la réalité. Il a bien dû l'admettre, et il a promis d'y porter remède, mais cela ne suffit pas, car pour que le cours des choses aille dans la bonne direction, il faut impérativement mettre en pratique les accords du plénum des fédérations régionales de la CNT ; si le Conseil national de défense ne se constitue pas, nous courons le risque de tout perdre. C'est pourquoi, pour vaincre le fascisme, et aussi pour faire pression sur le pouvoir central et l'amener à accepter nos propositions, nous devons construire en Aragon un Conseil qui coordonne l'ensemble de nos activités. »<sup>70</sup>

Cependant les anarchistes aragonais cherchaient au moyen du Conseil à « *ir a por el todo* », ce à quoi ne s'étaient pas risqués les Catalans. Le Comité national de la CNT ne vit pas d'un bon œil une initiative propre à gêner ses négociations avec le gouvernement, et le Comité régional de Catalogne exigea qu'il n'y ait pas dans le Conseil de délégué à la Guerre et que les opérations sur le front continuent à dépendre de la Généralité. Celle-ci était nettement hostile au Conseil, l'Aragon étant à ses yeux une zone d'opérations, qui ne devait en conséquence être soumise qu'à la seule autorité militaire. C'est ce que pensait également le colonel Villalba, commandant en titre de l'ensemble du front, tout comme les autres forces hostiles à la révolution, en particulier la colonne « Carlos Marx », qui avait déjà manifesté à plusieurs reprises des velléités de combattre les comités révolutionnaires formés à l'arrière partout en Aragon.

Le 8, les fascistes se concentrèrent à Perdiguera et attaquèrent à nouveau Farlete, avec la cavalerie, par la sien a d'Alcubierre, tandis que d'autres troupes progressaient par la route de Villamayor; ils avaient mobilisé des forces considérables, qui avancèrent après une préparation d'artillerie et avec le soutien de l'aviation. Durruti les avait laissés se rapprocher, plaçant ses hommes stratégiquement, en arrière des lignes avancées. Quand l'ennemi fut à portée de fusil les miliciens ouvrirent le feu; un grand nombre de militaires furent tués ou faits prisonniers, sans

que l'aviation fasciste puisse éviter le désastre. Au milieu de la matinée une nouvelle attaque surprit les miliciens alors qu'ils n'avaient presque plus de munitions. Ils résistèrent ainsi une heure, jusqu'à ce qu'apparaisse l'aviation républicaine, qui décida de l'issue. Un contingent ennemi qui s'enfuyait tomba dans une embuscade et fut fait prisonnier. La victoire était complète, mais il s'en était fallu de peu : les fascistes avaient abandonné la partie au moment précis où les défenseurs se trouvaient à court de cartouches. Cette action eut un témoin d'exception en la personne de l'ancien ministre Francisco Barnés, qui était venu à Bujara-loz pour rencontrer Durruti, et dont le récit fut rapporté par Santillán : « Il avait vu Durruti se multiplier pour être partout où il y avait du danger et encourager les miliciens. U était bouleversé. Il avait vu le héros pleurer de rage lorsque, leurs munitions épuisées, tous les miliciens se préparèrent, chacun à son poste, à se défendre en dernier recours à la grenade. Si l'ennemi avait su que la colonne était à court de munitions, il aurait pu la vaincre, la faire prisonnière ou l'exterminer. »<sup>71</sup>

Dans de telles circonstances, seul un strict respect des instructions données pouvait pallier la pénurie de matériel de guerre ; c'est pourquoi la question de la discipline revint sur le tapis. Durruti avait déclaré à Madrid être opposé à la discipline de caserne mais également «à la liberté mal comprise qu'ont coutume d'invoquer les lâches pour se défilier »<sup>72</sup>. L'organe de la colonne publia le règlement des milices confédérales qu'avaient élaboré les miliciens de la région Centre, bref document en six points qui résumait les devoirs du milicien, mais *El Frente* n'en crut pas moins devoir revenir sur la question :

«.Nombreux sont les camarades qui confondent de façon déplorable la discipline et l'autorité [...]

Pour l'heure nous sommes en guerre. Notre objectif est clair : gagner la guerre. Toute guerre implique une organisation militaire, qui à son tour implique une discipline. Il s'agit que tous les efforts individuels soient subordonnés avec cohérence à la fin poursuivie, c'est-à-dire VAINCRE.

Ici nous sommes tous égaux. Il n'y a pas, en effet, de supérieurs à l'ancienne mode. Mais il y a, en revanche, des camarades qui assument la direction des opérations, il y a un commandement militaire, qui a pour mission de décider de l'emploi tactique et stratégique des forces disponibles, et il est bien évident que sans discipline, c'est-à-dire obéissance aux consignes, respect des engagements, etc., nous ne ferions que

gaspiller stupidement nos efforts. Tout camarade conscient est discipliné... »<sup>73</sup>

Après la bataille de Farlete des pluies torrentielles paralysèrent le front. Le 12, les factieux concentrèrent des forces à Perdiguera et montèrent sur les hauteurs de la sierra d'Alcubierre pour, de là, fondre sur Lecinena, village tenu par les miliciens du POUM (la colonne « Maurin »). La déroute fut totale chez les miliciens, qui se replièrent sur le village voisin, Alcubierre. Durruti partit à la tête de ses hommes au Monte Oscuro pour lancer une contre-attaque vers Perdiguera et îa sierra. Le 16, ayant été repoussé au col d'Alcubierre, il donna l'ordre de battre en retraite, mais une centaine de miliciens du Groupe international, qui n'avaient pas reçu l'ordre, entrèrent à Perdiguera, où ils se retrouvèrent encerclés par des renforts venus de Saragosse. Certains purent s'échapper mais une soixantaine furent pris au piège et préférèrent mourir plutôt que de se rendre<sup>74</sup>. Ce massacre ne mit pourtant pas fin à l'opération en cours. Tandis que dans la sierra d'Alcubierre les miliciens maintenaient la pression sur Lecinena, à l'autre extrémité du secteur du front tenu par la colonne, à Pina et Gelsa, ils bombardaient Quinto dans le but d'empêcher les mouvements de troupes entre cette localité et Fuentes de Ebro. Durruti envoya dans le secteur de Tardienta une centurie qui prit Puig Ladrôn — où la ligne de front devait rester inchangée jusqu'en 1938 —, mais qui ne put tenir l'ermitage de Santa Quiteria, faute de munitions. Les miliciens du POUM s'étaient trouvés dans la même situation à Lecinena. A ce moment Durruti recrutait des hommes pour renforcer la ligne de front dans le secteur de Pina. Tous les miliciens étaient aux avant-postes et creusaient des tranchées à cent cinquante mètres de l'ennemi. Il n'y avait plus personne à Bujaraloz ni ailleurs.

©Durruti prit des mesures pour qu'on ne laisse plus se présenter au quartier général les délégations qui venaient par dizaines pour le rencontrer. Il refusa également une invitation à Paris émanant du « Comité pour l'Espagne libre » et rédigea un appel à tous les révolutionnaires français les invitant à former un « front antifasciste », prolongement du pacte politique et syndical existant en Espagne. Il faut préciser à ce sujet que pour les anarchistes espagnols, y compris les plus réformistes, l'antifascisme n'était pas une alliance visant à sauver la démocratie bourgeoise

par la collaboration de classe, mais un front principalement syndical luttant pour une démocratie ouvrière révolutionnaire et traduisant déjà politiquement et idéologiquement une situation de double pouvoir : « Si vous haïssez le fascisme aussi profondément que nous, oubliez toutes les petites divergences entre partis et donnez-vous un seul objectif : -la lutte contre le fascisme. La révolution espagnole doit être pour tous les révolutionnaires un appel à l'unité de toutes les forces prolétariennes de France. [...] Vive l'union ouvrière ! Vive la révolution sociale ! »<sup>75</sup>

La tentative de créer un commandement unique, comme il avait été décidé à Sarinena le 26 août, s'était soldée par un échec complet. Les miliciens de Durruti et d'Ortiz détestaient Villalba, qui de son côté, d'accord en ceci avec les communistes, était hostile au travail révolutionnaire dans les villages et à l'organisation démocratique des colonnes. Villalba, soutenu par le communiste Del Barrio, créa à Barbastro un autre « commandement unique » et se contenta de s'occuper du front de Huesca, où ses méthodes autoritaires rencontrèrent l'hostilité des colonnes de la CNT et du POUM qui opéraient dans ce secteur. Villalba ne comprenait rien à la psychologie du milicien, homme libre luttant pour un idéal, non plus qu'à sa manière bien particulière de combattre en prenant l'initiative, en s'accrochant au terrain, et en étant plus porté au combat au corps à corps qu'aux attaques à découvert. Mais le pire était la façon dont il prétendait imposer son autorité dans les villages, s'opposant aux comités révolutionnaires, que ce soit en raison des mesures de collectivisation ou pour défendre les éléments réactionnaires. Le Conseil de défense d'Aragon lança un appel dénonçant les agissements des chefs de colonne communistes :

« On persiste [...] à traiter notre région en terrain conquis, à y combattre un ennemi extérieur et intérieur ; et cette ligne de conduite inappropriée amène les chefs cités à imposer des règles politiques et sociales totalement contraires aux sentiments de notre peuple, qui s'est donné avec l'assentiment de tous des règles de vie supérieures, règles en accord, nous l'affirmerons, avec la transformation sociale à laquelle la lutte antifasciste est en train de procéder en Espagne.

On destitue des comités créés par la volonté populaire ; on menace de fusiller, d'emprisonner, de torturer ; à la suite de quoi on impose de nouveaux comités, dont la composition



correspond au credo politique de ceux qui commettent ces abus, et dont il est bien clair qu'ils utiliseront la force armée dont ils disposent contre quiconque contreviendra à leurs ordres. »<sup>76</sup>

Après l'échec des opérations menées contre Huesca en septembre, le conflit avec les miliciens se fit plus aigu et Durruti dut intervenir pour éviter des affrontements entre les comités, les carabiniers et les troupes communistes. Vülalba se trouva dans l'impossibilité d'exercer son commandement. Garcia Oliver voulut alors corriger son erreur par une autre en nommant chef d'état-major du front, avec des pouvoirs élargis, un militaire bien pire encore, à tous égards, que Villalba, le commandant Reyes. A la mi-octobre — sans doute le 13 — Diaz Sandino, conseiller à la Défense de la Généralité, et Garcia Oliver, secrétaire à la Défense, convoquèrent à Barcelone les délégués des colonnes. Durruti se rendait compte qu'aussi bien l'impatience révolutionnaire que le prétendu « commandement unique » s'avéraient, par leur façon de provoquer des incidents, ne pas prendre réellement la guerre au sérieux :

« Je ne veux plus qu'on me téléphone à une ou deux heures du matin pour me dire que tel village s'est soulevé, que tel autre aussi [...] Les rares fois où je quitte le front, où je pars pour Lérida, je m'étonne d'entendre des gens me dire : Durruti, ça ne peut plus continuer comme ça. Nous sommes prêts à sortir les fusils. Qu'est-ce que c'est que ça ? Comment se fait-il qu'on en arrive à l'arrière à vouloir sortir les fusils ? Qu'il nous faille laisser dans les villages des camarades de confiance pour qu'ils veillent aux intérêts [de tous] ?

[...] Cette nuit même, alors que nous étions occupés à examiner comment venir en aide aux camarades [...] de Perdiguera et Lecinena, on nous appelle à une heure du matin :

— Durruti, ici la ville de Barbastro.

Qu'est-ce qu'il y a ?

— Rien. Deux cents "Aguiluchos" [de la FAI] sont arrivés et nous sommes tous, ici, prêts à faire du foin.

— Que se passe-t-il ?

— Eh bien la garde civile et les carabiniers sont sortis [de leurs casernes] de Barbastro et ici il va y avoir du grabuge.

Je leur dis : Vous êtes des imbéciles ; nous sommes en train d'envisager d'envoyer trois cents hommes risquer leur vie dans la montagne, et vous me créez des problèmes à l'arrière.

Je les ai insultés mais c'est moi qui ai dû régler la question par téléphone. Ce genre de chose doit cesser; sinon, rien ne

sera possible malgré tous nos efforts, si nous ne pouvons pas être sûrs de l'arrière [...] »<sup>77</sup>

La nomination d'un autocrate au petit pied comme Reyes avait pour but de plaire aux communistes tout en préparant sans le dire la militarisation du front, alors que le Conseil de la Généralité élaborait en secret un décret dans ce sens. Le même jour, « Marianet », secrétaire du Comité régional, tenta de s'opposer à cette nomination, «l'Organisation n'ayant pas été consultée au préalable, comme il était du devoir de Garcia Oliver de le faire, étant donné ce qui se doit à l'Organisation ». Celui-ci répondit qu'en nommant Reyes il s'agissait « d'évincer Villalba »<sup>78</sup>, qu'il avait lui-même désigné à ce poste. Au cours de la réunion, Sandino et Oliver, répondant à Del Barrio, exposèrent comment résoudre le problème du commandement unique. Durruti réclama avec insistance la destitution de Villalba, qui n'était qu'une source de troubles :

« Sur le front d'Aragon, le pire endroit, là où il y a le plus de dissensions, c'est Barbastro. Barbastro est un foyer de troubles. Il ne se passe pas un jour sans qu'ils m'envoient de là-bas une délégation. Je leur dis : Ecoutez les gars, l'affaire est entre vos mains, à vous de la résoudre sur place. Il faut trouver une solution sans braquer personne. Il faut se rendre compte de la situation. L'ennemi a déjà fait venir des renforts du Nord, et il transfère maintenant des troupes d'autres secteurs sur le front d'Aragon. Je peux les voir à cent mètres à peine devant nous. Nous avons en face de nous un nombre d'hommes considérable, et nous attendons qu'ils nous tombent dessus. Si vous me demandez comment nous avons défendu l'autre jour Farlete et Monegrillo, je vous répondrai que nous avons fait ce que nous avons pu, et qu'il s'en est fallu de peu que nous partions en courant jusqu'à Fraga et que nous perdions ces deux positions. Cela ne peut plus durer. Il faut en finir avec le problème de Barbastro pour que la confiance se rétablisse sur le front. »<sup>79</sup>

Selon Durruti, les militaires ne devaient pas se mêler des affaires des villages, y prendre un parti quelconque ; ils devaient laisser ce soin aux délégués politiques des colonnes. Le problème de Barbastro serait résolu par un comité politique chargé d'arbitrer et de régler les querelles internes. Mais encore fallait-il éviter la présence d'embusqués et de droitiers affiliés à l'UGT et ainsi protégés par la colonne « Carlos Marx », ce qui créait un conflit entre les

miliciens communistes et les nouvelles autorités locales révolutionnaires. Del Barrio, ennemi du processus révolutionnaire, prétendait supprimer purement et simplement le Comité provincial de Barbastro. Il était également partisan d'un commandement unique, mais pas de celui qui lui était proposé ; en effet, les milices du PSUC étant en minorité, cela revenait à se soumettre à une direction •contrôlée par les anarchistes et appuyée par le POUM. Pourtant Reyes était philocommuniste et beaucoup plus proche de lui, Del Barrio, que de ceux qui le nommaient. Apparemment Durruti et Ortiz acceptèrent sa nomination, contrairement au Conseil de défense d'Aragon, qui la refusa<sup>80</sup>. L'activité de Reyes fut désastreuse et il se fit rapidement détester de tous. Il souleva l'indignation en promulguant une ordonnance menaçant de traiter en factieux et de fusiller les miliciens qui agiraient pour leur •compte sans attendre les ordres ou qui se rendraient à l'arrière en emportant leurs armes<sup>81</sup>.

## IV

### *Madrid sans gouvernement*

Le 14 octobre, l'arrivée du navire *Zirianin* chargé de vivres causa une vive émotion à Barcelone. Les délégués du syndicat des transports et de la fédération locale rapportèrent aux Comités de la CNT que « l'accueil [avait] été très chaleureux. Partout dans le port et sur les quais on ne voyait flotter que des drapeaux aux couleurs de la FAI, ce qui surprit énormément les Russes. »<sup>82</sup> Ce fut une manifestation bien orchestrée : au « Vive la FAI ! » d'Antonov-Ovseenko, les masses libertaires répondirent en criant « Vive l'URSS ! », spectacle propre à remplir de honte des anarchistes. Lors d'une réunion des Comités, un délégué, plein de dépit et de colère, remit à Garcia Oliver « une liste des malheureux camarades jetés en prison par le despotisme russe qui s'affuble du nom de "Dictature du prolétariat" [...] afin qu'il réclame leur libération » dès qu'il aurait l'occasion de parler au capitaine du bateau<sup>83</sup>. Oliver promit d'intervenir le soir même, mais s'il fit quoi que ce soit, on n'en sut jamais rien. Il faisait partie de ces « responsables » qui, cherchant à gagner la confiance des Russes pour obtenir au moins une partie du matériel de guerre livré par ceux-ci, se croyaient obligés de ménager le PCE et le PSUC, et de se plier jusqu'à un certain point aux impératifs de la politique de front populaire adoptée à Moscou.

Le même Garcia Oliver exigea des rédacteurs de *Solidaridad Obrera*, c'est-à-dire de l'équipe réunie autour de Liberto Callejas et de Badius, qu'ils s'abstiennent d'attaquer l'URSS ou les communistes dans leurs colonnes. Il n'y avait que Camillo Berneri pour oser écrire — en italien — qu'une « grande et décisive confirmation de l'exactitude de nos thèses sur l'Etat générateur du capitalisme est

fournie par l'URSS, où le socialisme d'État entraîne l'apparition de nouvelles classes »<sup>84</sup>. Bemeri analysait en détail le caractère spoliateur et corrompu de la bureaucratie russe, ainsi que sa nature de classe. Il affirmait nettement : « Le dépérissement de l'État est en URSS plus éloigné que jamais, l'interventionnisme étatique y est toujours plus étendu et oppressif, et les classes n'y ont pas disparu. »<sup>85</sup>

Mais l'honnêteté intellectuelle était moins priseée que l'opportunisme dans les rangs des anarchistes. Un article symptomatique de Federica Montseny, « L'Espagne et la Russie », paru début octobre dans l'organe de la FAI *Tierra y Libertad*, fit écrire à Antonov-Ovseenko dans un de ses rapports que « les relations entre les anarcho-syndicalistes et l'Union soviétique [étaient] en train de changer de façon radicale »<sup>86</sup>. L'article en question allait jusqu'à relever comme une faiblesse de l'anarchisme russe le fait de ne pas avoir participé au nouvel État, sous prétexte que c'est cet anti-étatisme qui aurait permis aux bolcheviques d'instaurer leur dictature et d'écraser les anarchistes. Montseny poursuivait : « C'est pourquoi en Catalogne nous avons travaillé à nous introduire partout [...] Ainsi c'est jusque dans le domaine politique que nous avons accompli une révolution en Espagne. Il ne s'agit pas là de renier nos principes, mais simplement d'admettre quelque peu les leçons de l'Histoire. » Mais si les anarchistes modéraient leurs aspirations pour préserver l'unité, les communistes devaient de leur côté faire des concessions. « Ce qui a pu se montrer efficace en Russie [la dictature d'un parti] serait ici catastrophique et contre-productif. »<sup>87</sup> Telle fut dès lors la ligne officielle : le communisme autoritaire pour les Russes, libertaire pour les Espagnols, ce à quoi personne ne trouva rien à objecter, pas même dans les rangs de la Colonne de fer : « Nous, ouvriers anarchistes, saluons la Russie de 1936 et apprécions à sa juste valeur l'aide qu'elle nous apporte. Là-bas, ils ont leur communisme d'État. Ici, la seule révolution possible est celle que prônent les anarchistes. »<sup>88</sup>

La situation militaire était pire que jamais. Santillán la décrivait aux Comités sans dissimuler son pessimisme : « Nous sommes épuisés, nous n'avons pas de cartouches, il nous en faudrait un demi-million par jour et nous avons à peine une balle par homme. Nous sommes des fusiliers sans munitions [...], toutes les promesses qu'on nous fait sont des bobards, personne ne se gêne pour nous mener

en bateau... »<sup>89</sup> La CNT s'était toujours opposée aux méthodes bolcheviques et avait condamné la dictature exercée au nom du prolétariat, mais la plupart des dirigeants libertaires considéraient que les circonstances étaient exceptionnelles et que le salut de la révolution espagnole, et même de la révolution mondiale, valait bien une messe stalinienne. Dans un manifeste du 2 ou 3 novembre, la CNT-FAI formula la raison principale pour laquelle les libertaires prenaient le chemin que leurs ennemis voulaient leur voir prendre. Le manifeste posait la question :

« Pourquoi la guerre dure-t-elle si longtemps ? » La réponse tombait sous le sens : parce que la République était soumise au blocus des puissances européennes, parce que de son côté le fascisme recevait de l'aide, et « parce que la solidarité internationale des travailleurs, avec qui nous luttons contre le fascisme impitoyable et sanguinaire, quoiqu'elle soit appréciable, n'est pas une solidarité combattante. Car ici ce n'est pas du beurre qu'il nous faut pour lutter, mais des fusils, et ce n'est pas avec des sardines en boîte que nous gagnerons la guerre, mais avec des avions et des canons. »<sup>90</sup> De fait le manque de soutien du prolétariat européen isolait la révolution espagnole et donnait aux tendances bureaucratiques dans la CNT-FAI l'occasion de s'imposer et le prétexte pour le faire.

A la mi-octobre, le Comité régional de Catalogne — dont le secrétaire Mariano R. Vázquez était l'objet d'incessantes démarches du consul russe Antonov-Ovseenko — décida que des représentants de la CNT se joindraient à la délégation catalane qui, dans le cadre d'une visite officielle organisée par l'association des Amis de l'URSS, partait assister sur place à la célébration de l'anniversaire de la révolution d'Octobre. La décision d'envoyer cette délégation obéissait à un calcul stratégique, comme devait le dire Mariano R. Vázquez lui-même lors de la réunion qui se tint au retour des délégués : « C'est la lutte qui se déroule actuellement en Espagne qui explique que la CNT ait décidé de se rendre en URSS. »<sup>91</sup> Pour ce voyage qui était une première dans la politique extérieure de l'anarcho-syndicalisme espagnol, l'« Organisation » avait d'abord désigné Francisco Carreno, en tant que membre de la colonne Durruti, Marcos Alcón et Eusebio Carbó<sup>92</sup>. Il semble que Durruti n'ait pas cru à l'utilité d'un tel voyage : comme nous l'avons vu, il ne se faisait aucune illusion sur l'URSS.

Il avait pris à partie le correspondant de guerre russe Ilya Ehrenbourg, qui lui avait rendu visite sur le front en août : « Il criait que l'Union soviétique n'était pas une commune libre, mais un État comme tous les autres, un État avec une foule de bureaucrates, et que ce n'était pas un hasard si on l'avait interdit de séjour à Moscou. »<sup>93</sup> Le Comité de guerre de la colonne, réuni à Osera peu après les combats d'Alcubierre, se déclara pourtant favorable à l'envoi d'une délégation et choisit Carreno pour représenter la colonne. Les miliciens n'avaient toujours pas reçu les armes promises et on pouvait penser que la visite de cette délégation aiderait à débloquer les choses. Durruti rédigea alors — le 23 octobre — une lettre aux travailleurs russes qu'il remit au représentant de la colonne. Le message s'adressait exclusivement aux ouvriers, sans mentionner aucunement leurs dirigeants, et malgré les précautions diplomatiques obligées, il se terminait par une affirmation catégorique de l'idéal anarchiste :

« Camarades,

Je saisis cette occasion pour vous envoyer un salut fraternel du front d'Aragon, où des milliers de vos frères combattent, comme vous il y a vingt ans, pour l'émancipation d'une classe opprimée et humiliée depuis des siècles. Il y a vingt ans, les travailleurs de Russie ont levé en Orient le drapeau rouge, symbole de la fraternité du prolétariat international, en lequel vous mettiez tous vos espoirs, confiant qu'il vous viendrait en aide pour mener à bien la grande œuvre que vous aviez entreprise ; de cette confiance les travailleurs du monde ont su se montrer dignes, ils ont répondu à votre appel en luttant avec abnégation, par tous les moyens dont le prolétariat dispose.

C'est maintenant en Occident que naît une nouvelle révolution, et que flotte à nouveau un drapeau qui incarne un idéal dont le triomphe verra s'unir par des liens fraternels nos deux peuples, l'un si longtemps opprimé par le tsarisme, l'autre par une monarchie despotique. Aujourd'hui, travailleurs russes, c'est à nous de remettre entre vos mains la défense de notre révolution; nous n'accordons pas la moindre confiance à quelque politicien prétendument démocrate ou antifasciste que ce soit ; nous ne nous fions qu'à nos frères de classe, les travailleurs, auxquels il appartient de défendre la révolution espagnole, comme nous avons nous-mêmes défendu la révolution russe il y a vingt ans.

Vous pouvez nous faire confiance, nous sommes d'authentiques travailleurs et rien ne nous fera renier nos principes ni moins encore déshonorer les outils qui symbolisent la classe ouvrière.

Salut de tous les travailleurs qui, les armes à la main, luttent contre le fascisme sur le front d'Aragon. »<sup>94</sup>

Mais l'idéal anarchiste que proclamait ainsi Durruti subissait au même moment une profonde métamorphose. Au nom du Comité péninsulaire de la FAI, Jacinto Torयोho déclarait lors d'un meeting à l'Olympia qu'avec les communistes « nous devons être sincères, droits, nobles et surtout loyaux »<sup>95</sup>. Le 22 octobre Vidiella, Sesé et Felipe Garcia au nom de l'UGT-PSUC, et Escorza, Eroles et Herrera au nom de la CNT-FAI, signaient un « pacte d'unité d'action » par lequel ils s'engageaient « à renforcer le pouvoir du Conseil de la Généralité, à reconvertir les milices en armée populaire soumise à une discipline formelle et à un commandement unique, à liquider les groupes incontrôlés et à agir en étroite liaison avec le gouvernement de Madrid »<sup>96</sup>. Le dimanche 25 octobre se tint dans les arènes de Barcelone — la Plaza Monumental — un meeting unitaire de masse au cours duquel prirent la parole Comorera, Sesé, «Marianet », Federica Montseny et le consul Antonov-Ovseenko. On pouvait lire sur une énorme pancarte «FAI, PSU\*, Vive l'unité du prolétariat ! », et au-dessus du toril, où se tenait la présidence, une grande banderole rouge portait pour toute inscription cette ribambelle de sigles : « FAI — UHP \*\* - UGT - CNT - PSU ». Dans son discours, Federica Montseny commença par célébrer le «lien indissoluble» qui, à partir de « cette date mémorable », unissait les organisations ayant appelé au meeting. Elle proclama *également* avoir la « certitude absolue » que rien ne pourrait provoquer des « luttes fratricides ». Une affirmation aussi péremptoire avait de quoi surprendre, d'autant que sept jours plus tard Durruti, dans un discours radiodiffusé qui fit blémir les dirigeants libertaires, s'adressa en termes très durs aux « organisations », leur demandant de cesser leurs « intrigues et leurs coups bas », faute de quoi il lui faudrait venir avec les milices remettre de l'ordre. Seul l'organe de la CNT d'Aragon, *Cultura y Acciòn*, publia le discours dans son intégralité. Effectivement Durruti n'y mâchait pas ses mots :

° Comme on peut le voir sur certaines photos de meetings, les staliniens catalans écourtaient ainsi le sigle de leur parti. (N.d.T.)

\*\* Unios, Hermanos Proletarios (Union, frères prolétaires), mût d'ordre de l'insurrection des Asturies en octobre 1934. (N.d.T.)



« Les miliciens rougissent de honte quand ils lisent certains tracts de propagande destinés au front. Et savez-vous pourquoi ils rougissent de honte ? Parce que les journaux que l'aviation fasciste largue sur nos lignes utilisent exactement les mêmes procédés, et jusqu'à la même propagande, que les journaux de l'arrière et que les partis politiques dans leurs tracts. Jetez ces tracts, travailleurs ! Ils sont une insulte au sacrifice des miliciens. Ne permettez pas qu'on nous oblige à vous dire que nous, les hommes qui combattons dans les tranchées, nous ne sommes pas des clochards, des mendiants. Les miliciens ont les yeux fixés sur la Catalogne, sur Barcelone, et Barcelone ne se montre pas à la hauteur des circonstances, ne fait pas son devoir. Elle ne le fait pas, car il est inadmissible que l'on fixe un prix de dix pesetas pour la vie d'un milicien, que l'on rationne la nourriture de sa femme et de son enfant. Et tandis que cela a lieu, les conseillers [de la Généralité], dont certains viennent de la CNT et même de la FAI, ne souffrent quant à eux d'aucun rationnement, qu'il s'agisse de vêtements ou de nourriture. Si vous prétendez faire de cette guerre une guerre comme les autres, avec son cortège d'immoralités et de corruptions, nous vous disons que nous ne sommes pas prêts à combattre dans une telle guerre. Si vous nous croyez capables d'accepter que l'essence soit gaspillée, que tout le monde roule en voiture, que toutes les nuits on assiste à Barcelone au même spectacle lamentable, vous vous trompez. Car si certains ne voient le fascisme que chez Mola, Franco ou Queipo, pour notre part nous appelons fasciste tout ce qui gaspille ou corrompt l'œuvre de la Révolution. Comment croyez-vous que nous pourrions donner l'assaut à Saragosse, comme nous en avons l'obligation morale, si l'arrière ne donne pas l'exemple. Vous allez dire que mon langage est brutal, hostile. Oui, il est brutal, c'est la voix de la bombe, du fusil, du cri d'horreur des miliciens mis en pièces. »<sup>97</sup>

*Solidaridad Obrera* publia de ce discours une version énormément tronquée. Le passage auquel il a été fait allusion plus haut y figurait sous cette forme :

« Nous demandons au peuple de Catalogne qu'il mette fin aux intrigues, aux luttes intestines ; qu'il sache être à la hauteur des circonstances ; qu'il oublie les rivalités partisans et la politique pour ne penser qu'à la guerre. Le peuple de Catalogne a pour devoir d'égaliser les efforts de ceux qui combattent sur le front. »

Durruti s'adressait ainsi aux travailleurs de Catalogne pour qu'ils imposent à l'arrière, par la force si nécessaire, l'état d'esprit combatif que réclamait la guerre. Puis il s'en

prenait directement à la militarisation concoctée par toutes les organisations à l'insu des miliciens :

« Si le décret de militarisation a pour but de nous faire peur et de nous imposer une discipline de fer, ceux qui l'ont confectionné se trompent lourdement, et nous les invitons à venir constater au front notre moral et notre discipline ; puis nous irons à notre tour les comparer avec le moral et la discipline de l'arrière. »<sup>98</sup>

Le discours de Durruti, même édulcoré, démentait les propos de Federica Montseny selon lesquels, les anarchistes ayant fait leurs les positions des staliniens sur la question du pouvoir, il existait désormais une « unité idéologique » entre CNT-FAI et UGT-PSUC. C'est ce qu'elle avait affirmé lors du meeting de la Plaza Monumental : « Nous, anarchistes, avons appris par expérience qu'une transformation n'était possible que si nous participions aux organes du pouvoir ; cela, tout le monde a dû l'admettre. Nous l'avons admis et soutenu depuis toujours. Aujourd'hui, en réalité, les différences idéologiques qui nous séparaient ont disparu, dans la mesure où nous avons tenu compte des faits accomplis qui nous imposaient de prendre part à la direction du pays... »<sup>99</sup>

Cette même idée, selon laquelle la participation au gouvernement et la priorité accordée à la guerre sur la révolution avaient mis fin à tout antagonisme avec les staliniens, fut reprise par Seraffn Aliaga lors d'un meeting à Alicante. Le représentant du PCE présent à la tribune répondit qu'Aliaga interprétait si fidèlement la ligne du parti communiste qu'on pouvait dire que celui-ci s'exprimait par sa bouche<sup>100</sup>.

L'antagonisme entre les ouvriers révolutionnaires et leurs ennemis républicains et staliniens n'avait certes pas disparu, il s'était au contraire avivé avec le renforcement de l'Etat ; en revanche, comme le démontre le langage de Montseny et d'Aliaga, il y avait de moins en moins de différence entre les « responsables » du mouvement libertaire et ceux du PCE. Profitant de ce climat de collaborationnisme, la Généralité de Catalogne promulgua le 29 octobre le décret de militarisation des milices, auquel n'était pas étranger Garcia Oliver, et dont la CNT bloquait la publication depuis un mois. A nouveau Durruti fit entendre une note discordante parmi les figures de l'anarchisme: Le Comité de guerre de sa colonne, réuni à Osera, fit une

déclaration en faveur de l'autodiscipline, mais réclamant la « liberté d'organisation » :

« Les miliciens de cette colonne ont confiance en eux ainsi qu'en nous qui les dirigeons, par leur délégation expresse, sans aucune réserve. C'est pourquoi ils pensent, et nous partageons cette opinion, que le décret de militarisation ne peut améliorer nos moyens de lutte mais risque bien au contraire d'alimenter des soupçons, des réticences et des répulsions qui ont déjà commencé à poindre et dont le développement entraînerait une véritable désorganisation.

Le motif invoqué est que l'ennemi est "équipé de grandes quantités de matériel", mais il est évident que ce n'est pas la militarisation des milices qui va résoudre, ce problème.

En conséquence, le Comité, se faisant l'écho des clameurs de protestation suscitées dans la colonne par le décret en question, se voit contraint de le refuser. »<sup>101</sup>

Le document, daté du 1<sup>er</sup> novembre, était signé au nom du Comité de guerre par Durruti, et celui-ci commença le lendemain le discours radiodiffusé mentionné plus haut par une lecture intégrale de cette déclaration, qu'il assortit d'un conseil spécialement destiné aux staliniens :

« Qui à l'heure actuelle pense à mener une activité partisane, à profiter des circonstances pour gagner des hommes ou des forces à sa politique, à son parti ou à son idéologie, aux dépens de l'unité et de la révolution elle-même, fait fausse route ; j'affirme qu'agir ainsi est un suicide. »<sup>102</sup>

Au cas où aurait subsisté le moindre doute, Durruti, lors d'un entretien qu'il accorda au cours de ces journées à André Prudhommeaux pour *L'Espagne nouvelle*, exprima clairement son hostilité au décret, déclarant qu'il existait un antagonisme absolu entre son esprit militariste et celui des milices. Devant le risque que le militarisme mette en danger la révolution, il affirmait que c'était justement pourquoi il fallait gagner la guerre au plus tôt<sup>103</sup>.

Deux semaines plus tard, une poignée d'anarcho-syndicalistes allemands combattant dans la colonne — le groupe de mitrailleurs « Erich Mühsam » — lancèrent un appel au peuple russe pour qu'il intervienne auprès de son gouvernement en faveur d'une libertaire emprisonnée :

« Qu'est-il arrivé à Zenzel Mühsam, la compagne de celui dont le nom figure sur notre drapeau ? Il n'est guère difficile de répondre à cette question. La camarade Zenzel n'est pas la

seule à se trouver dans les griffes policières de la Russie soviétique. Innombrables sont nos camarades qui endurent la même souffrance d'être prisonniers dans la patrie du prolétariat. Notre groupe, au nom de la cause de la liberté du peuple espagnol, qui en ces jours est si étroitement liée au nom du camarade Erich, demande aux travailleurs russes d'obtenir que Zenzel Mühsam prenne place sur l'un des prochains bateaux à destination de l'Espagne. »<sup>104</sup>

Les dirigeants de la CNT-FAI, parfaitement au courant de cette affaire, se gardèrent bien de donner quelque publicité que ce soit à cette demande. Seule y fit écho la Colonne de fer, en conflit avec l'« Organisation » depuis septembre.

Les agents russes faisaient la différence entre les « bons » anarchistes, comme Mariano R. Vázquez, Federica Montseny et Santillán, et les « mauvais », c'est-à-dire les radicaux comme Durruti. Les « bons » étaient les dirigeants désireux de collaborer avec les communistes, ceux qui défendaient la militarisation, la discipline et le front uni, et ceux-là étaient de plus en plus nombreux. Les « mauvais », c'étaient ceux qui n'avaient pas perdu le contact avec les masses libertaires engagées dans leur œuvre révolutionnaire, et pour lesquelles les communistes étaient des agents de la bourgeoisie ; c'étaient ceux qui étaient capables de recourir à la force pour redresser la situation révolutionnaire. Garcia Oliver, informé par le communiste Almendros des craintes d'Antonov-Ovseenko, se flatte dans ses Mémoires d'avoir été classé parmi les « mauvais », « parce que nous [c'est-à-dire lui et ceux qui le suivaient] étions capables d'occuper les rues de Barcelone avec la moitié des forces anarcho-syndicalistes d'Aragon, tout en conservant là-bas assez d'hommes pour avoir raison des quelques centaines de combattants qu'y avaient l'Esquerra et le PSUC »<sup>105</sup>. Il va même jusqu'à dire que sa nomination comme ministre avait pour but, selon le souhait du consul, de l'éloigner de Barcelone. Mais dans ce cas, pourquoi a-t-il accepté ce poste ? Par vanité ? Parce qu'il n'avait pas de meilleur projet ? Ou plutôt pour donner aux Russes un gage de bonne volonté collaborationniste ? Un observateur aussi perspicace que Pierre Besnard ne créditerait à ce moment aucun dirigeant libertaire de la moindre lucidité, à la seule exception de Durruti. U écrivait le 18 septembre dans son journal :

« La révolution fait marche arrière et ce n'est pas la faute ! du peuple, qui se bat avec un enthousiasme sans égal, -mais de j ses dirigeants, qui vont à la traîne des événements, prouvant ainsi qu'ils ont perdu l'initiative révolutionnaire [...] Je me demande si les dirigeants de la CNT, aujourd'hui, sont les mêmes hommes que ceux du 19 juillet. Le seul qui me semble échapper à cette règle, c'est Durruti, un type original de révo- j lutionnaire, qui, par divers aspects, me rappelle le partisan Nestor Makhno. Comme lui, Durruti agit toujours avec le peuple, sans se séparer de lui, et c'est en cela qu'il se distingue des autres dirigeants anarchistes. »<sup>106</sup>

En Catalogne, Antonov-Ovseenko cherchait à circonvenir un petit nombre de «bons» dirigeants de la CNT-FAI, comme Mas, Eroles, Herrera, Toryho ou Doménech (outre ceux déjà mentionnés précédemment), pour les amener à ; se ranger sur les positions des stalinien ; c'est dans ce j but qu'il avait fait réactiver le Comité de liaison entre la j CNT-FAI et l'UGT-PSUC. En dépit du fait que les agents désinformateurs Ilya Ehrenbourg et Mikhaïl Koltsov aient j cherché à faire passer Durruti pour un militariste prêt à , renoncer à ses principes pour gagner la guerre, Antonov le pensait incorruptible et jugeait vital de l'éloigner du front d'Aragon. Le discours radiodiffusé de Durruti ne pouvait <sup>1</sup> que le renforcer dans cette conviction. Selon un de ses rapports confidentiels, ce fut le commandant de la colonne , « Carlos Marx » (Trueba) qui suggéra d'envoyer Durruti à Madrid dans le but d'ainsi « désactiver » les forces qu'il commandait. Les dirigeants anarchistes, en lutte pour le pouvoir à l'intérieur de l'« Organisation », se chargèrent eux-mêmes de mener à bien ce projet. Ils espéraient faire de l'arrivée de Durruti à Madrid le couronnement de leur entrée au gouvernement. Aussi le secrétaire du Comité national de la CNT, Horacio M. Prieto, qui était le principal instigateur de la manœuvre, fit-il le voyage jusqu'à o Bujaraloz pour convaincre Durruti, mais en vain : il se heurta à un refus brutal<sup>107</sup>. Prieto en appela à la discipline organisationnelle mais Durruti n'était pas Garcia Oliver : « Je ne connais qu'une seule discipline, la Révolution ! », répondit-il. Puis ce fut au tour de Federica Montseny d'essayer de le convaincre. Selon certains dirigeants comme Ricardo Sanz, l'ensemble du gouvernement fut impliqué dans la manœuvre visant à attirer Durruti à Madrid :

« Le gouvernement de Valence \* fit valoir à la Généralité de Catalogne la nécessité que des troupes qui se trouvaient en Aragon, où le front était alors calme, soient immédiatement transférées à Madrid. Ceci se passait les 7 et 8 novembre 1936. Le Conseil de défense de la Généralité tient alors une réunion à laquelle assistent Federica Montseny, ministre du gouvernement de la République, ainsi que des représentants de tous les partis et syndicats, et ceux des colonnes qui se battent en Aragon. Le problème est posé dans toute sa brutalité : “D’ici quelques heures, quelques jours au mieux, Madrid tombera — dit Federica Montseny — si on ne va pas immédiatement à son secours. ”

Tous se mettent d’accord pour porter secours à Madrid. De nombreux chefs de colonnes se portent volontaires pour participer, avec leurs hommes, à la défense de la capitale. Mais cela n’est pas envisageable, il est impossible de dégarnir complètement le front d’Aragon. Il est donc convenu que quelques milliers de miliciens partiront pour Madrid sous le commandement d’un homme jouissant d’un grand prestige. Et il est alors précisé que cet homme devra être Durruti. »<sup>108</sup>

Selon le consul Antonov-Ovseenko la réunion de tous les chefs de colonnes eut lieu avant, le 6 novembre :

« Durruti était farouchement opposé à l’envoi de renforts à Madrid, il s’en prit avec violence au gouvernement de Madrid, ‘ qui se prépare pour la défaite ’, qualifia la situation à Madrid de désespérée et conclut en affirmant que Madrid n’avait qu’une importance purement politique, et non stratégique. La position défendue par Durruti, qui exerce une énorme influence sur tous les anarcho-syndicalistes catalans présents sur le front, devait à tout prix être balayée. Il fallait intervenir avec fermeté. Et Durruti céda, déclarant qu’il pouvait envoyer à Madrid un millier de combattants triés sur le volet. Après un discours passionné de l’anarchiste Abad de Santülén, il accepta d’en envoyer deux mille et dicta sur-le-champ un ordre afin que son voisin sur le front Ortiz en envoie aussi deux mille, [la colonne] Ascaso mille autres, et la division K. Marx encore mille. »<sup>109</sup>

Le rapport d’Antonov-Ovseenko n’est pas tout à fait véridique. Ce n’est pas lors de cette réunion que Durruti céda, mais seulement ensuite, lors d’un plénum confédéral spécialement convoqué pour le convaincre. Sa position de départ était d’une parfaite logique :

**\* Fuyant devant l’offensive nationaliste sur Madrid, le gouvernement s’était depuis le 6 novembre replié à Valence. (N.d.T.)**

«Je ne suis pas d'accord. La manière la plus efficace de contribuer à la défense de Madrid, c'est d'attaquer Saragosse. Qu'on me donne les armes et les renforts prévus pour aller à Madrid et j'attaquerai la ville de l'Ebre. Et dans ce cas, soit nous prenons la ville, ce qui serait un succès, soit, au moins, nous obligeons l'ennemi à dégarnir le front de Madrid. »<sup>110</sup>

Une telle logique était imparable du point de vue militaire, mais sans effet face à une manœuvre politique. Tous les arguments furent utilisés pour le convaincre, on eut recours à la flatterie, on fit appel à la discipline organisationnelle, on fit tant et si bien que Durruti finit par capituler. Mais pas complètement tout de même : il ne retira du front que mille quatre cents miliciens, auxquels ne vinrent jamais se joindre les mille que devait envoyer la colonne Trueba-Del Barrio (alors dénommée « Carlos Marx »).

Le 9 novembre, deux journalistes, Fernando Pintado et Manuel Nogareda, l'abordèrent dans la soirée sur la place de Catalogne et lui demandèrent où il allait si vite. U répondit qu'il allait

« à Madrid, où on a besoin de nous. L'heure impose à chacun **d'immenses** responsabilités. Je fais face à mes obligations révolutionnaires en allant quand il le faut là où il y a du danger, tout comme en parlant haut et clair quand je le juge nécessaire. De sorte que vous voilà au courant : je pars à l'instant même, avec mes fidèles, tout droit et d'une traite jusqu'à Madrid. Notre équipement est au complet, si bien que nous combattons conformément aux règles que nous impose l'ennemi. Mais en voilà assez, il se fait tard... »<sup>111</sup>

Selon les dires de Federica Montseny, le gouvernement avait l'intention de nommer Durruti « général en chef de l'armée du Centre ». Comme nous le verrons plus loin, cette affirmation n'est pas tout à fait sans fondement. L'yrigo Caballero venait de confier le commandement du secteur madrilène à Miaja, qui présidait en même temps la Junte de défense de Madrid, constituée le jour même où le gouvernement s'enfuit de la capitale, pris de panique devant l'assaut imminent des légionnaires et des Maures. Miaja était soutenu par les communistes, mais Caballero lui était hostile ainsi que les anarchistes, qui le jugeaient « un homme sans caractère ». Depuis la chute de Tolède fin septembre, les cénétistes madrilènes s'inquiétaient de l'arrivée à Madrid d'un grand nombre de communistes et

de socialistes venus se mettre aux ordres de Largo Caballero. Ils craignaient en outre que la présence des Brigades internationales, venues à Madrid participer à la bataille imminente, ne leur fasse perdre leur influence et qu'ils se retrouvent pris entre deux feux, avec d'un côté les fascistes et de l'autre les communistes et le «Lénine espagnol», comme la propagande stalinienne appelait Caballero. Eederica Montseny se fit l'écho de ces craintes auprès de la CNT-FAI à Barcelone<sup>112</sup>.

Ayant ensuite changé d'avis au sujet de Largo Caballero, et la CNT ayant désormais quatre ministres au gouvernement, les cénétistes madrilènes cherchèrent à renforcer leur position face aux communistes en prenant la tête de la défense de la capitale. Avec la concentration à Madrid de plusieurs colonnes anarchistes (Mera, Del Rosal, «Tierra y Libertad», Villanueva-Benito et Durruti), ils pensaient pouvoir réunir dix mille combattants libertaires, qui seraient coordonnés par le Comité de défense dont le secrétaire était le très habile Eduardo Val. Comptant apparemment sur la complicité de Largo Caballero, ils voulaient remplacer Miaja par Casado et faire de Durruti le leader de la bataille pour la capitale. Au nom du Comité national, David Antona et Miguel González Inestal partirent vers Bujaraloz «pour le voir et le convaincre de la nécessité de sa présence ici [à Madrid]. Quant à la rivalité entre Casado et Durruti que pourrait créer la venue de celui-ci, tous considèrent [qu']il n'y aura aucun problème étant donné que l'un est un technicien militaire et peut être placé sous les ordres de l'autre, auquel il appartient de redresser par sa présence le moral de tous les combattants de ce secteur »<sup>113</sup>. En arrivant à Valence ils rencontrèrent Federica Montseny, qui leur assura qu'elle transmettrait leur demande, si bien qu'ils rebroussèrent chemin. Sur ces entrefaites la tentative de remplacer Miaja fit long feu et la CNT se vit dans l'obligation de participer à la Junte de défense aux côtés des communistes. La manœuvre pour conquérir l'hégémonie à Madrid ayant échoué, le commandement envisagé pour Durruti n'était plus d'actualité, mais cela n'empêcha pas les cénétistes de continuer à tout mettre en œuvre pour le faire venir à Madrid. Il finit, on l'a vu, par céder aux pressions de ses camarades, qui faisaient ainsi, sans doute sans le savoir, le jeu des Russes.

Durruti arriva seul à Madrid et se présenta au ministère de la Justice. Il déclara à Garcia Oliver :



« On m'a convoqué, je me suis retrouvé dans un plénum, tout le monde a décidé que j'irais sauver Madrid. Et me voilà [...] Il semble que Federica se soit mise dans tous ses états au téléphone, sonnante l'alarme et laissant entendre que ma présence à Madrid pouvait changer le cours de la guerre. »<sup>114</sup>

A Madrid Durruti dut affronter la dure réalité. Largo Caballero lui promit le commandement d'une division, mais celle-ci restait encore à organiser. Si l'on en croit cependant Garcia Oliver, lors du Conseil des ministres du lendemain, Caballero accepta de nommer Durruti chef d'état-major en remplacement de Miaja, sous réserve que la décision, reste secrète pendant huit jours, délai permettant à Durruti de se faire connaître à Madrid. Ce projet aurait eu l'accord d'Indalecio Prieto, ce qui rend toute l'histoire encore plus invraisemblable. A moins que la manœuvre russe contre Durruti ait eu des soutiens dans le gouvernement lui-même, puisque son envoi à Madrid, il ne faut pas l'oublier, avait pour but d'éliminer un obstacle à la militarisation du front d'Aragon : on l'éloignait de Pina et de Bujaraloz, où il était le symbole de la lutte contre cet ordre bourgeois qu'on cherchait à restaurer en Catalogne, et le sale travail incombait à ses soi-disant camarades Santillán, Montseny et Mariano R. Vázquez, auxquels il semble que Garcia Oliver se soit rallié. Le trio complotait contre celui-ci et ses collaborateurs, se servant de Durruti comme d'un paravent pour imposer une « politique du moindre mal » dans le mouvement libertaire, mais Garcia Oliver n'avait lui-même aucune autre politique à proposer.

Sans rien voir de ce qui se tramait autour de lui, Durruti revint à Barcelone pour rendre compte de ses démarches. Les trois artisans de la conspiration ne voulaient pas que Durruti attende des semaines ou des mois le commandement promis par Largo Caballero : ils insistèrent pour qu'il reparte sans attendre à Madrid, ne serait-ce qu'avec une poignée d'hommes. Il ne restait plus à Durruti qu'à prélever des forces sur le front d'Aragon pour les emmener dans une ville inconnue et les mettre en première ligne à peine arrivées. Tenir un secteur si limité d'un front de trente mille combattants soumis à un feu intense de l'ennemi, cela revenait à faire office d'emplâtre, ou pire à se jeter dans une souricière.

Parmi les miliciens de la colonne, on prit pour argent comptant les promesses faites à Durruti, et le quartier

général de Bujaraloz publia une note annonçant carrément que Durruti allait à Madrid « pour commander toutes les forces de la région du Centre », en conséquence de quoi Yoldi était nommé délégué des forces d'Aragon<sup>115</sup>. Mais Yoldi s'étant également rendu à Madrid, la colonne resta finalement sous les ordres de Ruano et de Campôn.

Les charpentiers et les ouvriers métallurgistes de Barcelone avaient fabriqué à l'intention de Durruti un véhicule avec remorque et double commande tel qu'aucun chef militaire n'en possédait, mais il n'eut pas le temps de l'étréner. Le 12 il téléphona à Bujaraloz pour demander à deux groupements (ceux de José Mira et Liberto Ros) et trois centuries de partir pour Madrid. En fait se portèrent volontaires pour y aller des miliciens de diverses centuries<sup>116</sup>. Durruti les harangua à la caserne Bakounine de Pedralbes. Il fit à son habitude un discours simple, direct et émouvant. Selon un témoin, il déclara « qu'il irait là où il y avait du danger, où que ce soit et quoi qu'il arrive, même si c'était au sacrifice de sa vie, et il demanda à ses camarades, à ses frères miliciens, s'ils étaient prêts à le suivre dans tous les périls au nom de l'idéal qui nous est cher à tous. Il conclut sa harangue ainsi : " N'aurait-il plus qu'un poumon, qu'un bras, qu'une jambe, aucun homme, qu'il soit anarchiste ou simplement antifasciste, ne saurait cesser de combattre tant que le fascisme n'aura pas été exterminé sur tous les fronts et dans tous les pays." »<sup>117</sup> Durruti profita de l'occasion pour s'emparer d'une cargaison de winchesters qui devait être livrée à Barcelone. Au lieu d'envoyer ses miliciens directement à Madrid, il les fit d'abord passer, désarmés, par Barcelone, où ils firent main basse sur deux mille cinq cents fusils destinés à la garde d'assaut et à la garde civile. Ce joli coup mettait la Généralité à leur merci. Le journaliste belge Corman raconte avoir vu sur le port de Barcelone Durruti à la tête de ses hommes, qui déchargeaient à la lumière des phares un bateau américain rempli d'armes et les entassaient dans des wagons à destination de Madrid<sup>118</sup>. Selon Antonov-Ovseenko, les armes n'étant pas encore arrivées à Barcelone, les miliciens ne purent s'en emparer. Mais Ricardo Sanz affirme que la colonne se présenta à Madrid équipée « de fusils winchester, ayant une grande puissance de feu mais dépourvus de chargeur et d'un maniement très dangereux, au point que ceux qui les utilisaient sans faire preuve d'une vigilance particulière risquaient d'être leurs

premières victimes »<sup>119</sup>. Santillân trouva encore l'occasion de s'illustrer par son ineptie, Durruti lui ayant proposé d'échanger un certain nombre de fusils contre cinq mitrailleuses. Selon Severino Campos, « après les demandes répétées à Santillân, [celui-ci fournit] les mitrailleuses. Mais il nous donna seulement huit mille balles par mitrailleuse, alors que selon le camarade Ysgleas (*sic*) il recevait pour chacune dix mille cartouches »<sup>120</sup>.

L'opération « transfert de Durruti à Madrid » fut menée à l'insu des autres secteurs de la bureaucratie confédérale. Ainsi la fédération régionale du Levant, fief des anciens trentistes \*, ignorait tout, au point que lorsque la colonne passa par Valence, les miliciens, faute d'hébergement, durent dormir dans la rue. La question fut abordée lors du congrès régional qui se tint dans les jours suivants, un milicien de la colonne, présent par hasard, s'étant plaint devant les délégués « de l'absence d'hébergement convenable, alors que dans les plus petits villages que nous avons repris au fascisme nous avons toujours été accueillis avec toutes sortes d'attentions... » Devant les protestations indignées, le responsable de la Défense de la fédération locale s'excusa en disant que la colonne s'était présentée à l'improviste, et qu'en outre on croyait qu'elle partirait pour Madrid sans faire de halte<sup>121</sup>.

Durruti avait fini par se convaincre que la bataille en cours à Madrid serait décisive. Il voulait y participer, misant sur la « reconquête » qui suivrait, c'est-à-dire sur une nouvelle offensive prolétarienne. Il écrivit à Liberto Callejas, directeur démissionnaire de *Solidaridad Obrera* :

« Je suis venu des terres d'Aragon pour remporter la victoire dans un combat qui est une question de vie ou de mort, non seulement pour le prolétariat d'Espagne, mais du monde entier. Tout se joue à Madrid et je ne te cache pas que cela me plaît de me trouver face à face avec l'ennemi, peut-être parce que la lutte en est ennoblée. Avant de quitter la Catalogne, j'ai réclamé à ceux qui ont les mêmes intérêts de faire preuve de conscience. Je ne pensais pas aux âmes faibles et sans énergie, mais à ceux qui comme nous brûlent de porter un coup décisif. Les fusils ne servent à rien sans une volonté et une réflexion chez celui qui tire. Il est hors de doute que les fascistes

\* Partisans d'un syndicalisme réformiste, ainsi dénommés d'après le Manifeste des Trente de 1931. (N.d.T.)

n'entreront pas à Madrid, mais il :  
que c'est ensuite l'Espagne qu'il va falloir reconquérir.

Je suis content à Madrid et aussi, je ne te le cache pas, de Madrid, qu'il me plaît de voir maintenant avec le sérieux de l'homme grave conscient de sa responsabilité, et non plus avec la frivolité et la crainte de celui qui voit la tempête s'annoncer. »<sup>122</sup>

Dès son arrivée dans la capitale, le 14, il se présenta au quartier général, où Miaja et Rojo\* le reçurent froidement. Rojo lui proposa de défendre la Casa de Campo en face de la Cité universitaire, et Durruti accepta. Cette position était la plus exposée, et les miliciens s'y trouveraient juste à côté de la brigade stalinienne de Kléber. Durruti alla tout de suite trouver des « généraux » russes, Gorev, Stein et Walter, qui lui firent prendre avec lui un conseiller, le colonel « Xanti », de son vrai nom Mamsurov Jazhi-Umar. Jusque-là Durruti avait toujours refusé la présence de conseillers russes dans sa colonne, mais Xanti était surtout censé lui servir de guide. C'était un expert en infiltration et en guérilla (un « fils de la nuit » auraient dit les anarchistes) qui participait à l'organisation de l'espionnage et du contre-espionnage républicain, mais c'était aussi un agent du NKVD, proche de Pedro Checa, second secrétaire du PCE, et à ce titre admis sans difficultés aux réunions du Bureau politique<sup>123</sup>. Accompagné de Xanti, Durruti visita le lendemain le front et les positions du « Cinquième régiment » \*\*, où il put vérifier à qui était destiné le matériel russe de première qualité débarqué à Carthagène. Puis il se rendit au pont des Français, défendu par la seule colonne catalane présente — composée des mille hommes de la « Division Carlos Marx » et du bataillon « Libertad » — dont les responsables, membres du PSUC, refusèrent de se placer sous son commandement. Il eut également, au siège du Comité de défense de la CNT, une entrevue avec Val et Mera, mais ceux-ci, se trouvant liés par les décisions de la Junte de défense, n'avaient rien non plus à lui proposer. Mera ne put joindre aux siennes ses propres forces, celles-ci étant sur ordre de Miaja affectées au secteur d'Aravaca, et il se borna à lui promettre une centurie<sup>124</sup>. En l'absence de tout contact

\* Chef d'état-major de Miaja. (N.d.T.)

\*\* Unité mise sur pied par les staliniens, dès juillet, sur le modèle de l'armée régulière. (N.d.T.)

avec les milices libertaires madrilènes, l'effet moral escompté de la venue de Durruti n'avait guère de chance de se produire. Et de fait, dans ces conditions, Durruti n'avait pas sa place dans la défense de Madrid. Ceux qui lui avaient fait croire qu'il allait sauver la capitale et que sa présence allait changer le cours de la guerre l'avaient misérablement trompé.

A peine arrivés, ses miliciens avaient été envoyés en première ligne. A l'aube du 15, ils se déployèrent pour prendre d'assaut l'objectif qu'on leur avait fixé, à savoir la colline Garabitas. Durruti ne put remplir sa mission, et ce, entre autres raisons, parce que le général Kléber attendit pour entrer en action que les miliciens de la colonne aient tenté plusieurs fois sans succès de prendre la colline. Le but de la manœuvre était, par un tel échec, d'en finir sinon avec Durruti, du moins avec son prestige. Rojo demanda la destitution de Kléber mais, évidemment, ne l'obtint pas. Le 17, alors qu'ils se battaient sans arrêt depuis deux jours, les miliciens furent contraints au repli, la colonne catalane du PSUC ayant reculé en désordre devant une attaque de Maures et de légionnaires, qui parvinrent à franchir le Manzanares et à occuper quelques bâtiments de la Cité universitaire. L'état-major central (Miaja, Rojo et les Russes) décida de dissoudre cette colonne catalane en tant qu'unité autonome et menaça de faire de même avec les forces durrutistes. Durruti s'efforça sans succès d'obtenir des troupes fraîches pour relever ses hommes et des renforts pour compenser les pertes importantes : il se heurta à un refus systématique de l'état-major. Quand les Maures attaquèrent l'hôpital Clinico, cela faisait une semaine que les miliciens étaient en première ligne, sans avoir dormi ni quasiment mangé.

## *Moscou*

Pour Moscou partirent Francisco Carreno, José Berruezo, un des dirigeants du syndicat de la métallurgie de Barcelone, et Martin Gudell, un Lituanien qui dirigeait avec Souchy le Bureau de propagande extérieure de la CNT. Alcôn et Carbô restèrent à Barcelone. La presse libertaire fit état du voyage et de la lettre de Durruti au prolétariat russe, « toute pleine d'émotion et de sincérité révolutionnaire »<sup>125</sup>. La délégation catalane arriva à Leningrad le 10 novembre. Il y avait foule à la gare pour les accueillir et on leur offrit des fleurs à leur descente du train. Lors du meeting organisé en leur honneur, les représentants de divers syndicats prirent la parole pour leur prodiguer des encouragements à continuer le combat contre le fascisme. Ce furent Carreno, pour la CNT, et José Gonzalez, pour l'UGT, qui répondirent au nom de la délégation<sup>126</sup>. Le *Moscow Daily News*, journal de propagande en anglais publié à Moscou, relata laconiquement : « Francisco Carreno, combattant de la fameuse colonne Durruti, instituteur à Barcelone, a déclaré : " Le peuple espagnol est prêt à tous les sacrifices. Nous savons que la victoire sur l'ennemi fera de nombreuses victimes, mais quoi qu'il en soit nous vaincrons. " »<sup>127</sup> Tout en ménageant la susceptibilité des membres de la délégation appartenant à d'autres organisations, Carreno avait à plusieurs reprises, au cours de son discours, mentionné son anarchisme et rappelé le rôle joué par les libertaires le 19 juillet à Barcelone, puis sur le front d'Aragon. Dans la traduction de son discours, Carreno fut présenté comme républicain, de même que les ouvriers qui avaient victorieusement livré bataille au fascisme. Les communistes, qui pour leur part n'avaient joué aucun rôle, se virent attribuer le principal mérite de

la victoire à Barcelone. Et comme de bien entendu, l'assistance applaudit le traducteur en poussant des vivats en l'honneur de Staline. Mais une fois qu'ils furent à leur hôtel, Gudell, qui comprenait le russe, révéla l'imposture à Carreno. Tous deux décidèrent cependant de ne pas protester pour ne pas compromettre les chances de succès de leur mission.

La délégation catalane ne formait qu'une partie de la délégation espagnole, qui comptait en tout quarante personnes. Le secrétaire du groupe parlementaire communiste, Antonio Muriel, porte-parole de la délégation, avait reçu en Espagne des instructions des agents du Komintem Stepanov et Togliatti afin que les délégués se montrent en toute occasion très reconnaissants de l'aide « désintéressée » de l'URSS et des attentions de Staline, mais se gardent bien de dire un mot concernant les armes. L'Union soviétique ayant signé l'accord de non-intervention, il ne fallait surtout pas mentionner en public une quelconque aide militaire. La délégation de la CNT ne se joignit pas aux autres délégués pour chanter les louanges de l'URSS, mais elle ne fut bien sûr pas en reste quand il s'agissait de réclamer des armes. A son retour, Muriel, raconta à Jesús Hernandez, ministre communiste de l'Éducation, quels moments pénibles il avait vécus : « [...] toute la délégation n'avait qu'une idée en tête, une obsession : demander des armes au gouvernement soviétique. Partout où nous nous trouvions ils posaient la question, sans s'attarder à réfléchir s'il était prudent ou non de créer des histoires à nos camarades russes. »<sup>128</sup>

A Leningrad ils visitèrent les usines métallurgiques, le palais des tsars, deux écoles, le syndicat des acteurs de cinéma et la forteresse Pierre-et-Paul, où Bakounine et Kropotkine avaient été enfermés. Lors de cette visite, des commentaires offensant la mémoire de ces derniers amenèrent Carreno à protester pour la première fois. Dans un foyer de l'Armée rouge, il eut avec de vieux officiers une conversation au cours de laquelle ils se racontèrent les uns aux autres des épisodes de leurs combats révolutionnaires. Le 13 ils arrivèrent à Moscou, où ils durent supporter un discours de trois heures de Kalinine, président de l'Union soviétique. Les considérations sur la discipline déplurent tout particulièrement aux cénétistes, si bien que « la délégation de la CNT, considérant qu'elle n'était pas venue en URSS pour faire des politesses aux dignitaires de

l'État, prit soin de ne pas se présenter à Kalinine »<sup>129</sup>. Au cours des jours suivants, les visites continuèrent. Dans une école modèle, les Espagnols furent émus par les questions, des enfants. Carreno leur raconta l'histoire du petit Pedro :

« Les parents de Pedro ne voulaient pas laisser un enfant de 13 ans partir au front, mais Pedro prit une bicyclette et, sans rien dire à personne, se présenta au quartier général des forces. d'Aragon.

Nous, les délégués du Comité de guerre — racontait Carreno —, nous l'invitions à rentrer chez lui, mais il nous dit qu'il ne voulait pas retourner auprès de ses parents, que ceux-ci ne lui feraient pas bon accueil et que de toute façon il voulait combattre le fascisme. Les miliciens se prirent d'affection pour le garçon et ils acceptèrent qu'il reste au quartier général. Pedro servait de messenger, il portait le courrier destiné à l'arrière. Jamais on ne le laissa s'approcher des avant-postes.

Mais voilà qu'un jour Pedro disparut du quartier général. Tout le monde le cherchait, il restait introuvable. Quelques jours plus tard, visitant un hôpital, quelle ne fut pas ma surprise d'y découvrir Pedro, couché dans un des lits. Il me raconta alors son odyssee. Un jour, alors qu'il tournait en rond au quartier général, il entendit des miliciens parler d'une attaque qui se préparait. Toujours aussi désireux de prendre part aux combats, il partit pour le front sans avertir personne et se joignit aux miliciens qui attaquaient un village. Il pénétra dans le village avec les autres miliciens, mais quand, il fallut battre en retraite il fut blessé en s'enfuyant et c'est ainsi qu'il se retrouva à l'hôpital.

Au moment où je le quittai, Pedro me dit :

— Quand je serai guéri vous ne me traiterez plus comme un enfant, car maintenant je suis grand. J'ai participé à une bataille et j'ai été blessé : maintenant je suis un milicien pour de vrai. »<sup>130</sup>

L'histoire plut beaucoup aux'écoliers, et plus encore à la presse soviétique, qui la reproduisit le lendemain. Le 20 les délégués furent reçus au siège du Komintem. Le délégué Ercoli (Togliatti) fit un discours qui était une critique voilée de la CNT. Carreno lui répondit

« qu'il n'était pas venu en URSS en simple visiteur, mais pour établir des relations avec les syndicats. Il dit aussi qu'il était porteur d'un salut au peuple, aux travailleurs russes qui ont apporté leur aide au peuple espagnol dans ces moments si difficiles [...]. La CNT à sa propre discipline, elle y a toujours été fidèle. Notre discipline s'est montrée à la hauteur des



nécessités et en accord avec celles-ci. Au moment où il nous faut une discipline de guerre, nos colonnes sont les premières à la mettre en vigueur. Le peuple espagnol a en outre ses méthodes de lutte, il sait se sacrifier et à la façon qui est la sienne il a su et pu s'opposer au fascisme. Internationalement on connaît très mal le peuple espagnol, et la CNT plus mal encore. Les Français eux-mêmes nous connaissent fort mal. Ils se sont toujours moqués de notre mouvement et maintenant ils s'étonnent de nos réalisations révolutionnaires. »<sup>131</sup>

Ce fut ensuite au tour de Manouïlsky, délégué pour les affaires espagnoles, de prendre la parole. Tout en montrant plus de tact, son propos fut essentiellement le même. Il mentionna l'activité syndicaliste et anarchiste de Carreno en Amérique. Celui-ci lui répliqua

« que l'alliance révolutionnaire, ou si l'on préfère le front unique, est certes une bonne chose, mais qu'elle ne se réalisera pas en subordonnant un courant à un autre. Chacun doit faire des concessions. Il est également hors de question que les consignes soient données d'en haut : c'est le peuple qui doit les donner. Le peuple espagnol est majeur et nous, de la CNT, nous sommes la majorité. Vous [...] devez laisser le peuple décider de son destin, vous devez en rabattre un peu et [lui] reconnaître le droit à se déterminer. »<sup>132</sup>

Le 20 dans la soirée la nouvelle de la mort de Durruti arriva à Moscou.

« Cette nouvelle — raconte Martïn Gudell — nous ôta à tous l'envie de continuer à faire des visites, car nous étions unanimement convaincus qu'avec lui nous avions perdu ce que nous avions de plus précieux en Espagne. [...] Le lendemain les journaux russes et ukrainiens confirmèrent la mort de notre camarade et reproduisirent la lettre de Durruti au peuple russe qu'avait apportée à Moscou le délégué de la colonne Durruti, le camarade Carreno. Ils publièrent également une photo de Durruti vêtu du *mono*, la combinaison de travail que portaient les miliciens. »<sup>133</sup>

Le 22 la délégation était à Kiev :

« A Kiev, les autorités civiles et militaires, et les représentants des universités et des écoles, avaient organisé une réception dans le grand salon du meilleur hôtel de la ville. Toute l'Ukraine officielle était là. Le commandant de la garnison de Kiev, un vieux bolchevique, fit un discours de bienvenue. Après avoir salué les visiteurs, il annonça la mort de Durruti et

demanda aux assistants de se lever et de respecter une minute de silence en l'honneur du glorieux combattant espagnol. »

Le 23 avait lieu à Barcelone l'énorme rassemblement pour l'enterrement de Durruti. En tête du cortège on pouvait voir Garcia Oliver, flanqué de Companys et d'Antonov-Ovseenko, le responsable indirect de sa mort, ainsi que du sergent Manzana, suspect d'en être l'auteur. Au même moment la délégation catalane revenait à Moscou et obtenait enfin de rendre visite à quelques ouvriers anarchistes. Dans la cabane où il vivait avec sa nombreuse famille, un ouvrier métallurgiste leur montra une coupure de la *Pravda* avec la photo de Durruti, ainsi qu'une autre avec celle de Makhno : « Makhno était un révolutionnaire parmi les plus grands, et maintenant on veut le faire passer pour un bandit. Prenez garde qu'à présent que [Durruti] est mort, ils ne salissent pas aussi sa mémoire. »<sup>134</sup> L'avertissement était plein de sens ; les *Izvestia* venaient en effet de publier des propos que Durruti était censé avoir tenus au moment de son départ pour Madrid : « Oui, je me sens bolchevique. Je suis tout disposé à accrocher le portrait de Staline dans mon Q.G. »<sup>135</sup>

Le 27 les délégués eurent une conversation avec le secrétaire des syndicats soviétiques, Abolin, au cours de laquelle ils dénoncèrent le rôle subalterne dévolu dans le pays aux syndicats, ainsi que l'immoralité du stakhanovisme. Carreno remit à Abolin une liste de 154 anarchistes prisonniers en Russie ou déportés, afin que celui-ci intervienne auprès du gouvernement pour obtenir leur libération et l'autorisation de se rendre en Espagne<sup>136</sup>. Le bureaucrate leur fit la réponse habituelle, selon laquelle « en Russie on n'exerce aucune poursuite contre l'anarchisme ou les anarchistes. Seuls les délinquants sont poursuivis, et pour être emprisonné ou déporté il faut avoir commis un délit quelconque »<sup>137</sup> ; il promit pourtant de transmettre le dossier au gouvernement, mais personne ne sut jamais rien de ses démarches. Quand les délégués eurent l'occasion de parler avec certains de ces anarchistes « délinquants », ceux-ci leur firent part de leur triste situation, tout travail leur étant interdit et la plupart d'entre eux étant déportés en Sibérie. Le 29 la délégation était de retour à Leningrad, et Carreno reçut à nouveau la visite d'un journaliste de la *Pravda* venu l'interviewer. A ce stade du voyage, Carreno ne se faisait plus aucune illusion sur la diplomatie russe et

pensait le plus grand mal du régime soviétique. Exaspéré par la façon dont la presse avait constamment déformé ses propos, il jeta dehors le journaliste. Ce n'est pas pour rien que Martin Gudell, donnant à son retour ses premières impressions de voyage, dit que le pire avait été de ne pas être quitté d'une semelle par les accompagnateurs, les *perevochi*, mot russe qui ne signifie pas exactement interprète étant donné que « la tâche du perevochik n'est pas seulement de faire l'interprète, mais d'interpréter à sa manière »<sup>138</sup>. Les trois cénétistes ne signèrent aucun document au cours de leur visite. Ils s'adressèrent, ou du moins tentèrent de s'adresser exclusivement aux travailleurs, et refusèrent d'avoir les hommes d'État pour interlocuteurs. Le rapport qu'ils rédigèrent à leur retour se terminait par cet avertissement prémonitoire : « Les bolcheviques envoient en Espagne tous les communistes d'Europe. Il n'en arrive pas seulement de France, d'Angleterre et d'autres pays, mais aussi d'URSS. Nous avons eu l'occasion de parler avec certains de ceux qui viennent de ce dernier pays. Tous s'arment une fois en Espagne et nous devons être vigilants, car il se pourrait bien qu'ils retournent ces armes contre nous. »<sup>139</sup>

Carreno diffusa le rapport parmi les militants de base de la CNT. Lors d'un plénum régional de groupes anarchistes, le représentant du groupe « Los Irreductibles » fit explicitement la relation entre le sabotage stalinien de la révolution espagnole et ce qu'avaient vu en Russie les délégués : « Quant à nous, nous savons que d'après la délégation qui est allée en Russie, dont entre autres camarades faisait partie le camarade Carreno, ce qui est appliqué là-bas est tout le contraire de nos idées anarchistes. »<sup>140</sup> Et en juin 1937 le journal clandestin *Anarquía FAI* publiait le passage du rapport concernant les prisonniers anarchistes. De son côté en revanche la CNT ne fit pas connaître les critiques formulées par ses délégués, ni ne publia la liste des prisonniers anarchistes russes mentionnée plus haut ; le Comité régional se contenta de réclamer discrètement leur libération à Antonov-Ovseenko, lequel, au nom de la politique de rapprochement mutuel, promit de transmettre la demande aux autorités russes<sup>141</sup>. Il n'en fit sans doute rien et la CNT oublia l'affaire.

La délégation au complet assista à une réception donnée en son honneur au consulat russe de Barcelone. Étaient

présents le président Companys et son entourage, les stali-  
niens Comorera et Sesé, et quelques militaires. Les repré-  
sentants de la CNT étaient les plus nombreux : Valerio  
Mas, Dionisio Eroles, Aurelio Femández, Félix Martí Ibâ-  
nez, Puig Elias, Fàbregas, Toryho, Galipienzo et Munoz<sup>142</sup>.  
Le lendemain, au Gran Price de Barcelone, eut lieu un  
meeting organisé par l'association des Amis de l'URSS, au  
cours duquel Carreno exposa les motifs du voyage. Prisent  
également la parole Antonov-Ovseenko, très acclamé par la  
foule, et le ministre libertaire de l'Industrie Juan Peirô,  
qui, selon Arthur Stachevski — officiellement attaché  
commercial et en réalité chargé d'organiser l'étatisation de  
l'économie républicaine —, «attaqua assez durement les  
comités de contrôle dans les usines et réclama la discipline  
sans aucune restriction. Son discours aurait presque pu  
être celui d'un communiste. Cette évolution idéologique  
vers nôtre ligne est celle de la meilleure partie des anar-  
chistes »<sup>143</sup>. Peirô était le principal défenseur de la poli-  
tique économique prostalinienne dans la CNT. Il affirmait  
tout aussi péremptoirement qu'un stalinien que la guerre  
primait sur la révolution : « Si nous convenons tous que la  
guerre passe avant la Révolution, alors ne parlons plus de  
Révolution mais seulement de guerre. [...] Déclarer main-  
tenant que nous allons socialiser dans un sens communiste  
libertaire serait aussi préjudiciable que d'affirmer comme  
certains que la socialisation doit être soumise aux impé-  
ratifs de sa mise en œuvre par l'État. »

Peirô était convaincu qu'il suffisait de quatre porte-  
feuilles ministériels, quels qu'ils soient, et d'un ou deux  
sièges dans un organisme fantôme comme le Conseil supé-  
rieur de la Guerre, pour être en mesure de participer « de  
façon directe » à la conduite de la guerre. Mais évidem-  
ment, pour garder sa place dans l'appareil d'État, il fallait  
aussi mettre au rancart les projets révolutionnaires et  
faire toutes sortes de concessions : « Le problème fonda-  
mental à l'heure actuelle est de savoir comprendre que  
transiger c'est vaincre, non seulement dans la guerre, mais  
aussi dans la révolution. »<sup>144</sup> Les agents russes qui disaient  
de Peirô qu'il « parlait comme un **communiste** » savaient  
cependant fort bien que tel n'était pas le langage des tra-  
vailleurs anarcho-sindicalistes. Us étaient parfaitement  
conscients du divorce entre les dirigeants et les masses  
libertaires qu'ils qualifiaient, en fonction des circonstances,  
tantôt de « travailleurs honnêtes qui s'abusaient en croyant

qu'ils étaient en train de faire une révolution », tantôt de « lumpen », d'incontrôlés et de bandits.

La délégation — sans Carreno, resté à Barcelone — poursuivit son chemin jusqu'à Valence, où, le 13, un meeting fut organisé en son honneur au Théâtre principal. Les voyageurs ne tarirent pas d'éloges : tout était admirable dans ce paradis prolétarien, la discipline qui y régnait, les écoles, le métro de Moscou, les qualités des femmes, les usines, les fermes, les jardins d'enfants... Quand le représentant de la CNT, Emiliano Pascual (du bataillon motorisé de mitrailleuses du front du Tage), parla à son tour, ce fut pour s'extasier sur le défilé de l'Armée rouge et sur l'armement exhibé à cette occasion. Il ne s'étendit pas trop sur les dirigeants russes mais souligna en revanche l'intérêt manifesté par les vieux révolutionnaires : « Ils nous ont dit : votre lutte est la nôtre, nous sommes avec vous sans restriction. » Le dernier à prendre la parole fut encore une fois Peirô, qui, comme il l'avait déjà fait lors du meeting du Gran Price, attaqua les comités ouvriers et donna l'Union soviétique en exemple : « On nous a dit qu'en Russie on prenait plus à cœur qu'en Espagne la guerre et la révolution. Franchement, nous devons en tirer la leçon. »<sup>145</sup>

Une nouvelle délégation fut envoyée en Russie, cette fois par le Conseil de défense d'Aragon, quand celui-ci se réorganisa en écartant les radicaux comme Alberola et Mavilla et en faisant place à toutes les forces politiques (les communistes obtinrent deux postes de conseillers). Le Conseil était majoritairement favorable à l'entente avec le gouvernement central et avec son principal défenseur, le PCE. En bons réalistes politiques, Evelio Martinez « Servet » et Adolfo Amal, respectivement conseillers, au nom de la CNT, à l'Approvisionnement et à l'Agriculture, s'étaient déclarés très intéressés par les réalisations économiques et sociales du régime dit révolutionnaire au pouvoir en Russie, et en particulier par les progrès techniques accomplis dans l'agriculture. C'était faire preuve d'une grande naïveté, et quand, lors d'une réunion du Conseil, quelqu'un suggéra d'aller voir sur place ce qu'il en était, personne n'émit d'objections. La délégation fut composée du stalinien Pedro Duque et de deux autres responsables politiques. Le voyage fut évidemment fort décevant, ce que les délégués dissimulèrent à leur retour en tenant pour la galerie des discours enthousiastes. Us avaient eu droit à

l'habituel programme de visites guidées, et n'avaient pu parler à aucun paysan, ouvrier ou technicien, ni rien voir de ce qu'ils souhaitaient voir. Ce qui ne les empêcha pas une fois rentrés de vanter le caractère « désintéressé » de l'aide russe et de décrire avec émerveillement les usines, les laboratoires, les instituts scientifiques, les musées, bref tout ce qu'on avait bien voulu leur montrer<sup>146</sup>.

Adoptant une ligne de conduite favorable à la politique bourgeoise et à la collaboration de classe, la bureaucratie libertaire en formation se retrouvait par là sur le même terrain que les staliniens. Déjà portée par sa propre pusillanimité à toutes les concessions et à tous les silences, elle y était en outre poussée par le chantage à l'aide russe. En tant que responsable des Services de propagande de la CNT-FAI à Barcelone, Toryho avait envoyé à tous les orateurs de l'« Organisation » une circulaire leur interdisant de mentionner dans leurs discours le communisme libertaire<sup>147</sup>. La bureaucratie ne se gênait pas, en revanche, pour reprendre à son compte ces lieux communs de la propagande communiste qu'étaient les dénonciations de l'indiscipline, du désordre des comités de contrôle ou des collectivisations forcées. On trouve d'ailleurs, dans un rapport secret de l'agent du Komintern André Marty, cette appréciation : « *Anarchistes*. Un énorme changement. Toute une aile du mouvement anarchiste, celle dont je viens de parler, avec toutes ses nuances, marche aux côtés du parti avec les mêmes consignes. L'élément le plus important qui détermine l'amélioration des relations avec les anarchistes, y compris avec les Catalans, est l'aide efficace de l'URSS, la présence de bateaux chargés de vivres à Barcelone et à Valence. »<sup>148</sup>

Les bureaucrates, se pliant aux exigences du PSUC, avaient accepté l'exclusion du POUM du gouvernement de la Généralité, et Jacinto Toryho, le nouveau directeur de *Solidaridad Obrera* — nommé par les dirigeants pour imposer la ligne officielle —, l'un de ceux que les Russes avaient « travaillés »<sup>149</sup>, empêchait la parution de tout commentaire critique sur l'URSS. U s'agissait surtout de proscrire quelque mention que ce soit du rôle des communistes dans la mort de Durruti, alors qu'il n'était question que de cela dans les rangs des anarchistes. S'exprimant au nom du Comité national de la CNT et du Comité péninsulaire de la FAI, Toryho attribua les rumeurs dans ce sens

à l'ennemi fasciste, qui, « pour rompre cette imité spirituelle et matérielle [avec les communistes] a répandu la rumeur ignoble et sans le moindre fondement que notre camarade Durruti aurait été assassiné par des membres d'autres organisations antifascistes. Nous nous élevons contre cette rumeur. Nous n'avons quant à nous jamais accordé aucun crédit à ce mensonge. Parce que nous avons pleine confiance dans les secteurs antifascistes qui luttent à nos côtés contre la réaction. Parce que nous avons pleine confiance en leurs paroles et en leurs actes. Nous dénonçons cette ignoble rumeur et nous invitons tous les travailleurs/ tous sans exception, à ne pas lui prêter le moindre crédit. C'est un stratagème de l'ennemi qui cherche à rompre l'inébranlable unité des travailleurs [...] »<sup>150</sup>.

De fait il fallait vraiment que la confiance de Toryho et des Comités soit pleine, et même aveugle, alors que les communistes s'acharnaient jour après jour à calomnier les réalisations révolutionnaires des travailleurs, qu'il s'agisse des collectivités, de l'industrie de guerre ou des milices. Durruti était presque une légende vivante de la révolution, il était impossible à manipuler et constituait donc un formidable obstacle pour les projets soviétiques en Catalogne. Si Caballero lui avait confié le commandement du secteur madrilène, il serait devenu plus gênant encore. Les Russes avaient habilement manœuvré pour l'attirer à Madrid. Leur était-il si difficile de terminer le travail en faisant agir un homme à eux infiltré dans la colonne ? N'avaient-ils pas justement à ses côtés un spécialiste, l'espion Mamsurov, *alias* Xanti<sup>151</sup> ? Pour confirmer la présence d'infiltrés, au moins d'informateurs, on a le témoignage du cinéaste russe Roman Karmen, qui se trouvait avec Xanti en compagnie de Durruti quelques instants avant que celui-ci monte dans sa Packard et parte vers la mort. Une heure plus tard, se trouvant au siège de l'état-major de Miaja, il tomba à nouveau sur Xanti. Celui-ci était déjà au courant de la mort de Durruti et en attribuait la responsabilité à « eux », les « anarchistes classiques »<sup>152</sup>.

Il faut rappeler à ce sujet la présence en Espagne d'Orlov, chef du NKVD, venu de Russie pour diriger l'extermination du POUM et des anarchistes révolutionnaires. Peu après la mort de Durruti, le 1<sup>er</sup> décembre, le communiste Hans Beimler, suspect de gauchisme, fut tué sur le front de Madrid, prétendument par « une balle

perdue ». Dans le même sens, il faut aussi mentionner ce que révéla après la guerre Jesús Hernandez, alors ministre communiste de l'Instruction publique. Son secrétaire particulier avait appris la chose par les confidences d'un homme de confiance d'Orlov : « Orlov a résolu de liquider [Indalecio] Prieto. Il est en relation avec un membre de l'escorte personnelle du ministre; on veut simuler un "accident malheureux : le garde du corps en question laissera par "négligence", dans le coffre de l'automobile, des grenades que feront exploser les trépidations de la voiture. L'attentat est projeté pour le premier voyage de Prieto par la route. »<sup>153</sup> On voit qu'il y a des similitudes remarquables avec les circonstances de la mort de Durruti. Celui-ci est mort alors qu'il était escorté par quatre ou - selon les récits — six personnes. Quelqu'un lui avait fait quitter son quartier général en l'informant d'une débandade de ses miliciens. A ce moment Xanti était présent. Rionda, qui était juste à côté de Durruti, a prétendu plus de vingt ans après que sa mort était due au tir accidentel de son propre *naranjero*\*, alors que sa voiture était arrêtée dans un endroit abrité du feu de l'ennemi<sup>154</sup>. Santillán reprit plus ou moins la même version, en accord avec ce que lui avait raconté Manzana, et Garcia Oliver également. Il paraît évident que l'histoire du *naranjero* a été forgée après coup pour expliquer un tir à bout portant. Oliver avoua ultérieurement avoir « toujours cru que le *naranjero* qui avait tiré, et avait touché Durruti, appartenait à l'un des compagnons de son escorte »<sup>155</sup>. On trouve dans un texte d'Horacio Prieto une trace de ces rumeurs : « On disait que c'était un " *paco* " [tireur embusqué], un des nombreux qui opéraient par là, qui l'avait tué ; il se disait" aussi que c'était son homme de confiance, Manzana, qui lui avait tiré dessus, involontairement bien sûr... »<sup>156</sup> Comment comprendre alors que la direction de la CNT se soit portée garante de Manzana et l'ait choisi pour mener à bien la militarisation de la colonne Durruti, plutôt que des militants influents comme Rionda, Mira ou Yoldi ?

Selon la version officielle, la moins vraisemblable de toutes, la mort de Durruti serait due à une balle perdue,

\* Version espagnole, fabriquée à Valence, d'un pistolet-mitrailleur allemand. (N.d.T.)



tirée depuis le camp ennemi. Zugazagoitia, directeur du quotidien *El Socialista* et proche d'Indalecio Prieto, qui se trouvait au cours de ces journées au quartier général de Miaja, a brodé là-dessus un morceau de littérature. Durruti serait descendu de son automobile, un pistolet dans chaque main, et aurait invectivé avec violence ses miliciens qui se repliaient en criant à la trahison. Ceux-ci s'étant rassemblés, lui, sans les écouter, leur aurait dit en montrant le front :

« “Allons-y. Que ceux qui veulent me suivre avancent avec moi.” Il se mit à avancer. Les soldats le suivaient en chargeant leurs<sup>4</sup> fusils et en l’acclamant. Une balle brisa net cet élan. Durruti s’effondra, mortellement blessé, et ses hommes crièrent en chœur, plus -fort encore : “Trahison! Trahison !” De qui ? »<sup>157</sup>

Cette question finale est, elle au moins, pleine de pertinence. En 1981 Ricardo Sanz rédigea une nouvelle version des faits, publiée après sa mort, faisant état de ce que lui aurait confidentiellement raconté Manzana :

« La voiture roulait lentement ; elle s'arrêta sans que personne n'ait demandé au chauffeur de le faire. Durruti lui dit :

— Ne descends pas, laisse tourner le moteur, afin que nous puissions partir vite si l'aviation arrive.

Nous descendîmes de la voiture, Durruti et moi; nous fîmes quelques pas en direction -des postes avancés, et nous rencontrâmes trois jeunes qui venaient en direction contraire. Durruti leur demanda :

— Où allez-vous, les gars ?

— Chercher des armes longues, parce que nous n'avons pas trouvé de fusils pour combattre, répondirent-ils.

— Il n'y a pas de fusils à l'arrière, répliqua Durruti. Ils sont en première ligne.

— Nous en trouverons, insistèrent les jeunes.

— Retournez aux tranchées, leur ordonna Durruti.

— Nous allons chercher des armes.

« Alors, Durruti fit un geste comme pour sortir son pistolet. Un des jeunes, qui avait en main une arme de poing, tira sur Durruti et les trois partirent en courant. Durruti n'eut pas le temps de sortir son pistolet et je le reçus blessé et le traînai à la voiture, avec difficulté... »<sup>158</sup>

Le récit transmis par Sanz coïncide en tout point avec celui recueilli par Joan Llarch auprès d'un milicien du nom de « Paco » qui « avait accompagné Durruti en de nombreuses occasions et qui, justement à ce moment, se

trouvait loin du front, ayant quelques semaines de permission». Le milicien en question tenait lui-même ses informations d'un certain responsable de la *Casa CNT-FAI*, Via Layetana<sup>159</sup> ; une telle origine, si elle pouvait être vérifiée, prouverait que dans les hautes sphères des Comités on savait la vérité et on mentait en connaissance de cause. L'un des médecins de l'hôpital où l'on emmena Durruti, Manuel Bastos, affirme également dans ses Mémoires, rédigés dans un style édifiant et réactionnaire, qu'on lui «fit comprendre» que le tir mortel était parti du côté républicain<sup>160</sup>. Les communistes catalans colportaient eux-mêmes une histoire semblable, en y ajoutant toutefois des détails fantaisistes afin de prétendre que Durruti avait été tué par ses propres hommes. Selon Almendros, secrétaire militaire du PSUC, ceux-ci avaient abandonné les tranchées lors d'une violente offensive des Maures et des légionnaires : « Durruti, conscient de sa responsabilité et de la catastrophe que constituait l'abandon de ce secteur du front, réunit un groupe d'hommes de confiance. Il forma avec eux une sorte de barrage pour contenir la débandade. Ces hommes, armés de mitraillettes, menaçaient de tuer sur place quiconque tenterait de s'enfuir. Devant cela, nombreux furent ceux qui reprirent leur poste dans les tranchées, mais d'autres furent tués en cherchant à fuir. Parmi ceux qui parvinrent à franchir le barrage il y avait celui qui, pour venger ses camarades, tua Durruti d'une balle dans le dos. »<sup>161</sup>

Le tir ayant frappé Durruti à la poitrine, la trajectoire de cette balle hypothétique est pour le moins curieuse. Les staliniens ont, avec plus ou moins d'enjolivements, si souvent propagé cette fable qu'on ne peut s'empêcher de penser qu'ils obéissaient ce faisant à une consigne. Ils colportèrent également la rumeur selon laquelle Durruti avait été tué par ses camarades parce qu'il «voulait adhérer au parti communiste ». Et il y eut même un correspondant hongrois pour prétendre qu'il était mort alors que sa colonne attaquait Valence, défendue par les communistes. Les staliniens étaient évidemment les premiers intéressés à ce que la vérité ne se fasse pas jour.

Pour en revenir à Sanz, celui-ci déclara qu'il était resté dans le doute après sa « triste et pénible entrevue » avec Manzana, la « confession » de ce dernier n'ayant pas dissipé ses soupçons, mais qu'« étant donné les circonstances il ne pouvait rien faire d'autre », c'est-à-dire qu'il ne pouvait

• que se taire. En réalité c'est tout le contraire qu'il fit puisque, jusqu'à la fin de ses jours, il répéta comme un perroquet la version officielle. Les autres firent de même. Antonio Bonifia, qui avait assisté à la scène à vingt mètres • de distance, attendit quarante ans avant d'apporter son témoignage, sans faire mention d'un « jeune » qui aurait tiré. Il se justifia en prétendant qu'il avait passé tout ce temps à chercher Manzana, qu'il pensait coupable. La version du chauffeur de Durruti, Julio Graves, la plus officielle, est de la même eau, sauf que bien sûr le « jeune » y est remplacé par « une pluie de balles » ennemies<sup>162</sup>. Selon Mira, Bonifia donna sur le moment la même version que le chauffeur, ajoutant seulement que c'était lui qui avait conduit Durruti vers l'hôpital Clfnico, après l'avoir informé • que le bataillon « Asturias » refusait de prêter main-forte aux miliciens encerclés là. Cependant le docteur Santamaria — responsable des services de santé de la colonne —, qui fit l'autopsie, déclara que la balle qui avait mortellement blessé Durruti avait été tirée à moins de cinquante centimètres de distance. Par le « jeune » inconnu, peut-être un homme de la brigade Kléber ? Par Manzana ? Par un autre de ceux qui escortaient Durruti<sup>163</sup> ?

On ne pourra jamais le savoir avec certitude. Mariano R. Vázquez réunit très vite tous les témoins et leur intima l'ordre de garder le silence. Les communistes firent ensuite leur habituel travail d'intoxication, tout en submergeant les locaux de la CNT d'emphatiques télégrammes de condoléances. Comme l'écrivit André Prudhommeaux en 1937, c'est la contre-révolution qui a assassiné Durruti, et la contre-révolution était dirigée par les communistes. La consolidation de la bureaucratie libertaire en formation imposait, et en même temps permettait, de garder le secret là-dessus. Cette bureaucratie, en tant que sujet autonome, avait ses propres intérêts et objectifs. La sauvegarde de • ses intérêts — ceux de l'« Organisation » — primait toute • autre considération et déterminait sa position face à la vérité indépendamment de toute exigence révolutionnaire. Et puisque la vérité sur la mort de Durruti pouvait desservir ces intérêts, le mensonge et par là le secret s'en trouvaient justifiés. La vérité n'était plus qu'une hypothèse, condamnée par la propagande, et par la censure de tout débat honnête dans les rangs libertaires, à rester indémontrable.

## VI

### *Barcelone*

Le 23 novembre, Franco donna l'ordre de suspendre l'offensive sur Madrid, ce qui permit à la bureaucratie anarchiste de faire passer Durruti pour le sauveur de la capitale. D'où son intérêt à dissimuler certains faits propres à entamer le prestige du mort, comme par exemple la réaction des miliciens de la colonne présents à Madrid : ceux-ci, démoralisés, refusèrent de continuer à se battre et furent consignés dans leurs quartiers, de crainte qu'ils ne se livrent à des manifestations de protestation dans les rues de la capitale et ne provoquent des troubles. Dans leur casernement, ils refusèrent de manger et exigèrent la venue de Ricardo Sanz. De son propre aveu, celui-ci dut faire venir de Valence Garcia Oliver et Federica Montseny pour lui prêter main-forte devant les miliciens, qui n'en furent pas plus impressionnés pour autant. Ils étaient convaincus que Durruti avait été assassiné par les staliens et ne voulaient pas rester plus longtemps à Madrid. Sanz n'arrangea pas les choses en les pressant de se militariser<sup>164</sup>. Bien qu'ils sachent que ceux qui étaient en âge seraient de toute façon mobilisés, ils quittèrent dans leur majorité la colonne et partirent pour Barcelone, où ils tentèrent d'organiser une assemblée afin d'exposer leur point de vue sur la mort du héros prolétarien. Dans les comptes rendus des réunions des Comités qui se tinrent le 25 novembre et le 2 décembre au siège de la CNT-FAI, on trouve les chapelets d'insultes proférées à l'adresse de ces combattants qu'hier encore on encensait sans aucune retenue en tant que libérateurs : traîtres, indésirables» lâches, déserteurs, etc. ; le tout assorti de diverses propositions de mesures répressives comme les expulser de l'« Organisation », les renvoyer à Madrid, les mettre dans

■des bataillons disciplinaires, les envoyer en première ligne avec une mitrailleuse braquée sur eux, etc.<sup>165</sup>. Rien de tout cela ne fut fait, sans doute parce que, plus encore que d'ensevelir Durruti, il importait d'ensevelir les circonstances de sa mort.

Pierre Besnard, fidèle à sa mémoire, sut mieux que quiconque dire l'importance d'une telle perte :

« Durruti n'était pas seulement, pour nous tous, le vainqueur du fascisme à Barcelone, l'admirable organisateur du front d'Aragon, l'âme de la résistance au fascisme sur le front. Il était aussi, avec sa forte personnalité, son esprit clair, l'une des forces sûres de la révolution en Espagne; la garantie ferme que le mouvement en cours s'acheminerait, malgré ses vicissitudes, vers les buts qui lui avaient été assignés. Cela tout le mouvement international le savait et il comptait sur lui pour que l'œuvre gigantesque de la libération du prolétariat espagnol soit menée à bonne fin. »<sup>166</sup>

L'émotion causée par la mort de Durruti se propagea aussi parmi les miliciens de la colonne restés en Aragon. La centurie qui était en poste au sommet du Monte Oscuro se réunit pour prendre connaissance d'un « communiqué en provenance du quartier général où il était dit avec laconisme : notre camarade Durruti a été assassiné à Madrid par les communistes »<sup>167</sup>. Il ne s'agissait évidemment pas d'un communiqué officiel, mais il est significatif qu'il ait circulé librement à l'intérieur de la colonne. Manzana, venu à Bujaraloz pour dissoudre le Comité de guerre et mettre en œuvre la militarisation, relata dans un rapport que la mort du camarade le plus admiré amena « quelque mille camarades, parmi lesquels certains éléments d'une authentique valeur syndicale, à manifester le désir de retourner à Barcelone et de quitter la colonne »<sup>168</sup>.

L'enterrement fut à la fois une manifestation prolétarienne de douleur sincère et un festival d'hypocrisie de la parade ceux qui présidaient officiellement la cérémonie. Mary Low, qui se trouvait là avec son compagnon Juan Breà, John McNair (représentant de l'Independent Labour Party à Barcelone), Jordi Arquer et d'autres membres du POUM, éclata de rire en voyant passer la banderole de l'Esquerra portant l'inscription «A notre cher frère Durruti » : « Arquer dit : — Cher frère ! Vraiment ? La gauche républicaine a de la chance de pouvoir faire ça ici, pendant son enterrement. Ailleurs et à un autre moment,

il leur aurait répondu avec son fusil mitrailleur. »<sup>169</sup> L'un des trois cent mille participants à ces «funérailles de l'Utopie», célébrées à Barcelone avec la plus grande solennité, réalisa à ce moment que « cette immense manifestation mettait fin, avec la foule en guise de pierre tombale, à la période de l'exaltation révolutionnaire. Désormais les voitures officielles des fonctionnaires de la nouvelle bureaucratie ouvrière pourraient en toute impunité et avec une insolente assurance circuler par les rues, à l'arrière du camp républicain. La révolution libertaire était morte en même temps que Buenaventura Durruti »<sup>170</sup>.

Durruti fut tué par ses propres camarades : ils le tuèrent en trahissant ses idées. Parmi les membres survivants du groupe « Nosotros », il n'y eut que José Pérez Ibáñez, « El Valencia », pour s'opposer à la militarisation et abandonner le front. On attribua à Durruti des opinions qui, comme par hasard, correspondaient à la ligne officielle collaborationniste du mouvement libertaire, on se servit de son nom pour couvrir toutes sortes de concessions. Sa mort facilita pour le moins la militarisation des milices. A peine était-il enterré que Federica Montseny prononçait un « éloge » où elle réclamait le remplacement des milices populaires par une « armée révolutionnaire ». Ce fut elle qui défendit le plus ardemment l'abandon de la démocratie milicienne au profit d'une armée d'automates commandée par des militaires que contrôlèrent les bureaucraties ouvrières :

« Le problème se limite à ces deux aspects : accepter une force militaire organisée, restructurée, avec un commandement et une discipline, des chefs dont on exécute les ordres dans le seul domaine militaire, et ainsi nous pourrons faire la guerre comme on doit la faire.

L'autre aspect est plus complexe, parce que nous en sommes tous arrivés à admettre qu'un commandement unique est indispensable, en raison du manque de coordination des opérations, de la mobilité de nos forces, du fait que quand l'ennemi accentuait sa pression nous abandonnions nos positions. Laisser la guerre à l'initiative individuelle nous conduisait droit au désastre. La nécessité du commandement, la nécessité de structurer l'armée avec des techniciens militaires de toute confiance placés sous le contrôle direct des organisations ouvrières, voilà ce que nous avons tous admis. »<sup>171</sup>

Montseny reprenait point par point le discours des communistes. Comme eux, quand elle parlait de discipline, elle ne faisait pas référence à la loyauté de classe, mais à la seule discipline que connaissent les bureaucrates, celle des casernes. Le Comité national profita également de la mort de Durruti pour appeler à la militarisation<sup>172</sup>. Certains de ceux qui avaient été à ses côtés, comme Mira, Yoldi, Rionda, Flores, Roda ou Ros, se laissèrent convaincre, peut-être parce que la dissolution de fait de la colonne à Madrid leur avait fait perdre tout espoir dans les milices. Plus clair encore : le 21 novembre, la Généralité créait par décret *YExèrcit de Catalunya*, avec l'accord des conseillers représentant la CNT et la FAI, et plus généralement celui de toute la hiérarchie libertaire. Entre les mains de Toryho, *Solidaridad Obrera*, reflétant le renoncement général des dirigeants libertaires à considérer la guerre contre le fascisme comme une guerre de classe, arborait des titres patriotards dans ce genre : « LA LUTTE CIVILE ESPAGNOLE S'EST TRANSFORMÉE EN UNE GUERRE D'INDÉPENDANCE NATIONALE. »<sup>173</sup> Le Comité central du parti communiste n'avait rien dit d'autre dans son appel du 18 août : « La guerre, qui dans un premier moment a pu avoir le caractère d'une lutte entre, d'une part, la camarilla militariste et les castes réactionnaires de notre pays, et, d'autre part, ceux qui aspirent à une Espagne démocratique et progressiste, a rapidement quitté ce cadre et s'est transformée en une guerre d'indépendance. » José Diaz, secrétaire du PCE, devait le 2 février 1937, lors d'un meeting, ériger cette consigne en principe politique fondamental : « Le caractère original de notre combat est celui-ci : ce n'est pas une guerre civile, mais une guerre nationale, dirigée par un gouvernement national. L'important aujourd'hui c'est de gagner la guerre ! Et demain, une fois la guerre gagnée, il appartiendra au peuple de résoudre la question du régime politique. Pour l'indépendance de l'Espagne ! »<sup>174</sup>

« A partir de mai 1937 la formule de Diaz (« il appartiendra au peuple de résoudre... ») se répandit dans les rangs des libertaires jusqu'à devenir un slogan officiel. La palme de l'ignominie revient au douteux Fernand Fortin, membre — fort critiqué par ses camarades — de la « section française » de la CNT, qui, en guise de capitulation, prêta à Durruti la déclaration suivante ; « Actuellement, je ne fais pas la révolution : je fais la guerre. Les fascistes encerclent Madrid et, si nous ne réagissons pas, Franco

viendra bientôt vous bombarder. » Ce fut la première fois que Durruti renonçait *post mortem* à la révolution sociale. Comme le disait le télégramme de condoléances de la colonne communiste Galán : « Sa mort doit nous unir tous plus fortement. Ce sera la meilleure façon d'honorer sa mémoire. »<sup>175</sup> Il est certain, en effet, que la mort de Durruti rapprocha beaucoup la bureaucratie dirigeante de la CNT-FAI du stalinisme, tout autant qu'elle l'éloignait de la révolution. C'est ainsi qu'ils honoraient sa mémoire.

Cipriano Mera raconte dans ses souvenirs qu'il se rendit vers cette époque à Valence en compagnie d'Eduardo Val et de Mariano Veille, du Conseil de défense de la région Centre, pour discuter avec le Comité national et les ministres de la coordination des milices confédérales et exiger d'avoir une part plus importante dans la direction de la guerre. Quand Mera eut l'idée de proposer Garcia Oliver pour remplacer Durruti à la tête de sa colonne, il se heurta à une résistance acharnée du Comité national et du principal intéressé qui, se cramponnant à son poste de ministre, prenait prétexte du grand nombre de candidats aux fonctions du disparu. On discuta âprement et, pour terminer, selon les termes de Mera, « nous finîmes par nous retirer de la réunion, fort mécontents d'avoir constaté que personne à Valence dans les milieux officiels, pas même nos camarades, ne vivait au rythme de la guerre. Tous s'arrangeaient pour se la couler douce, autant qu'il était possible ; ils allaient au bureau à dix heures du matin, et se pressaient ensuite dans les bars et les restaurants, où rien ne manquait. »<sup>176</sup>

Durruti étant mort, Garcia Oliver proclama à l'instar des communistes la priorité de la guerre sur la socialisation des terres et des industries, invitant les syndicats à se mettre au service de l'État : « Il faut une discipline stricte, non pas comprise dans son sens archaïque, mais instaurée par un gouvernement qui représente l'ensemble de la classe ouvrière. »<sup>177</sup> Dans un discours qu'il prononça à l'occasion de l'ouverture de l'année judiciaire, il eut ainsi cette remarquable tirade : « Quand la Russie révolutionnaire, cette Russie des bagnes, s'insurgea contre l'inertie du tsar, de la famille du tsar, d'innombrables papes, évêques ivrognes et généraux, vautrés dans la luxure et l'ignominie, qui avons-nous vu apparaître sur la scène pour reconstruire ? Les grands bagnards russes, Lénine, Staline, tous ceux enfin qu'avaient précédés les géants de la Révo-



lution, eux aussi des hommes passés par le baignoire, comme Bakounine et Kropotkine. »<sup>178</sup> Le tableau tracé par Garcia Oliver suggère délibérément le parallèle entre l'Espagne cléricale et la Russie tsariste, ainsi qu'entre les anciens prisonniers comme lui-même et Staline, ce « paladin ». Il était difficile de se montrer plus répugnant.

Quant à Mariano R. Vázquez et Federica Montseny, l'un n'hésitait pas à signer un manifeste avec José Diaz et l'autre, au cours d'un meeting qui établit la nouvelle doctrine<sup>179</sup>, à louer la Russie pour ses « libertés » — « En Russie, il y a désormais une Constitution » —, son « fédéralisme », l'esprit de sacrifice qui y régnait et ses réussites économiques. L'éloge de Staline qu'elle publia par ailleurs fut violemment dénoncé par Bemerio<sup>180</sup>, mais cela ne l'empêcha pas d'aller plus loin encore, jusqu'à comparer Lénine à Jésus et Staline à saint Paul : « Ce ne fut pas l'idéaliste qui constitua la doctrine et organisa la force qui devait l'imposer, ce fut le praticien. Et en Russie ce ne fut pas Lénine, rassembleur de forces diverses, interprète et unificateur de deux doctrines, ce ne fut pas lui le véritable reconstruteur de la Russie, celui qui structura, bien ou mal, un nouveau système social : ce fut Staline, esprit réaliste et pratique, beaucoup moins génial mais beaucoup plus tenace et doué pour le travail d'organisation. »<sup>181</sup>

Dans l'ensemble de la presse confédérale et anarchiste, on se répandait en remerciements pour « l'aide généreuse » de la Russie, sans dissimuler qu'elle était due à « notre attitude révolutionnaire générale »<sup>182</sup> ; laquelle attitude se résumait à renoncer au communisme libertaire et à promouvoir la nationalisation de l'économie. Federica Montseny, désormais bien revenue de tous les « dangereux idéalismes », voyait dans une république fédérale « la formule salvatrice qui permettra demain de perpétuer cette cohabitation en dotant d'institutions harmonieuses le nouvel ordre politique et social ». Ce retour à Pi y Margall, c'est-à-dire au programme de la bourgeoisie radicale du XIX<sup>e</sup> siècle, s'accompagnait d'une espèce de capitalisme syndicaliste d'État : « Nous anarchistes, nous considérons que l'Espagne ne pourra se reconstruire que si tous admettent qu'il faut centraliser les industries entre les mains d'une direction à laquelle participent sur un pied d'égalité les centrales syndicales et le gouvernement antifasciste légalement constitué. »<sup>183</sup> Le langage stalinien et

celui des dirigeants libertaires devenaient plus semblables à chaque capitulation, à la grande joie des bureaucrates. Cette belle harmonie politique fut rompue par l'organe du POUM, *La Batalla*, qui déclara haut et fort que l'aide de Staline n'avait rien à voir avec la défense de la révolution espagnole, et n'était motivée que par des calculs de politique étrangère : « Ce qui intéresse réellement Staline, ce n'est pas le sort du prolétariat espagnol et international, mais la défense du gouvernement soviétique selon la politique des pactes établis par certains États contre d'autres. »<sup>184</sup> Cet article provoqua une intervention directe d'Antonov-Ovseenko auprès du Conseil de la Généralité, duquel Andrés Nin fut en conséquence exclu le 17 décembre avec l'accord de la CNT.

Puis Berneri tenta à son tour de faire voir la réalité des faits. Dans un article de *Guerra di classe*, il rappela l'avertissement donné par les communistes dans les colonnes du *Populaire*, selon lequel une fois le fascisme écrasé, le bloc socialo-communiste s'opposerait à la réalisation du programme social de la CNT. Et après avoir mentionné que le Comité exécutif du PCE venait de déclarer que la lutte en cours avait pour but la défense de la propriété privée et de la démocratie parlementaire, il poursuivait :

« Il flotte dans l'air une odeur de Noske. Si Madrid n'était pas en flammes, on serait obligé d'évoquer à nouveau Cronstadt. Mais la politique de Madrid est sur le point de triompher. Elle a refusé les armes et l'argent à la Catalogne révolutionnaire pour se mettre aux mains de l'URSS qui a fourni des armes et des cadres destinés à contrôler la lutte antifasciste et à arrêter le développement de la révolution sociale dans sa lutte armée contre le fascisme. [...]

Prise entre les Prussiens et Versailles, la Commune alluma un incendie qui éclaire encore le monde. Entre OBurgos et Madrid, il y a Barcelone. Que les Goded de Moscou y pensent. »<sup>185</sup>

Malheureusement, si Berneri était trop peu connu des masses prolétariennes, il l'était beaucoup trop des Soviétiques. Il est certain que son article ne passa pas inaperçu des sbires du NKVD qui devaient l'assassiner en mai. Quant à Antonov-Ovseenko, hors de lui, il protesta auprès du Comité régional de la CNT, auquel il demanda s'il approuvait ce texte. On peut imaginer sans peine quelle fut la réponse. Le Comité régional ne voulait surtout pas

mécontenter les Russes. Il refusait de voir l'évidence. Le POUM tenta cependant à nouveau de lui ouvrir les yeux en publiant dans *La Batalla* une information reprise du journal mexicain *Universal Gráfico* qui attribuait à la *Pravda* les propos suivants : « En ce qui concerne la Catalogne, le nettoyage des éléments trotskistes et anarcho-syndicalistes a déjà commencé et il sera conduit avec la même énergie qu'en URSS. »<sup>186</sup> L'information était d'ailleurs erronée — l'article de Koltsov dans la *Pravda* était sensiblement différent et ne portait que sur les « trotskistes » —, et le consulat soviétique s'empressa de la démentir par la note suivante : « Dans la presse soviétique, il n'y a pas et il ne peut y avoir de place pour aucune attaque contre le mouvement fraternel des travailleurs d'Espagne groupés dans la CNT. »<sup>187</sup> De fait à ce moment les Soviétiques s'efforçaient surtout de se concilier les dirigeants anarchistes ; Antonov-Ovseenko, dans une interview publiée le 22 décembre par le *Manchester Guardian*, n'avait ainsi eu que des éloges pour les anarcho-syndicalistes, et en particulier pour leurs représentants, « tout particulièrement préparés pour répondre aux nécessités de la situation actuelle... »<sup>188</sup>

Sans doute les poumistes avaient-ils voulu par cette publication avertir la CNT et la FAI du sort qui les attendait une fois qu'ils auraient eux-mêmes été mis hors la loi. Ils étaient probablement au courant du fait qu'Orlov faisait pression sur Caballero pour obtenir l'interdiction du POUM. Mais la bureaucratie libertaire préféra voir là une querelle entre « marxistes » qui ne la concernait en rien, son intérêt étant d'entretenir de bonnes relations avec les Soviétiques. Dans cet objectif la presse anarchiste et confédérale se gardait de tout commentaire sur les nouveaux procès alors en cours à Moscou, ainsi que sur le scandaleux emprisonnement des combattants étrangers des Brigades internationales qui demandaient à rejoindre des imités anarchistes<sup>189</sup>. C'est pourquoi cela fit l'effet d'une bombe quand Alejandro Gilabert publia dans *La Noche*, alors dirigée par Balius — tous deux étant d'anciens rédacteurs de *Solidaridad Obrera*, avant sa reprise en main bureaucratique — ces lignes dénonçant l'outrecuidance des dirigeants communistes :

« A notre grande stupeur nous avons dû entendre l'un des principaux dirigeants de la JSU d'Espagne proclamer que "le trotskisme est le plus grand ennemi du peuple espagnol", alors même que des milliers de trotskistes risquent chaque

jour leur vie sur les champs de bataille en combattant le fascisme.

On ne saurait non plus prétendre, si l'on veut s'exprimer de façon responsable, que " l'économie de la Catalogne se trouve gravement perturbée par les tentatives prématurées de socialisation " (Santiago Carillo lors du meeting du Price), alors que ce sont les ouvriers qui socialisent les moyens de production qui ont remis en marche les usines et les entreprises abandonnées par la bourgeoisie impliquée dans la rébellion fasciste.

C'est aussi contrevenir à la discipline que nous devons tous nous imposer que d'affirmer que "ceux qui s'en prennent au Conseil de la Généralité sont des agents provocateurs cherchant à agiter les bas-fonds de la société " (Juan Comorera lors du meeting du Price). »<sup>190</sup>

Le Comité régional des Jeunesses libertaires de Catalogne écrivit à Antonov-Ovseenko pour réclamer qu'il transmette à son gouvernement le souhait que de nouvelles condamnations à mort ne soient pas prononcées lors du procès en cours à Moscou. Cette lettre ne fut mentionnée nulle part. Mais Gilabert et Balius firent alors ce que personne ne faisait dans la presse libertaire : dénoncer les crimes de Staline.

« Il n'est personne d'à peu près sensé pour croire un instant que Trotsky agisse de concert avec Hitler pour renverser la dictature de Staline. En réalité les autorités soviétiques ont inventé de telles fictions pour "liquider" le mouvement oppositionnel à l'intérieur de l'URSS et discréditer internationalement le mouvement politique que dirige Trotsky [...].

Je n'ai jamais été trotskiste, ni n'ai cru à l'efficacité des divers mouvements sociaux issus du marxisme ; mais je considère que tous les esprits libres du monde doivent prendre le parti de la vérité, de la raison et de la justice, pour empêcher que de nouveaux crimes ne soient commis en réponse à de simples divergences de caractère politique.

L'offensive contre le trotskisme a eu des prolongements en Espagne, et de façon violente en Catalogne, aux dépens d'un parti qui est membre à part entière du front antifasciste [...].

L'aide précieuse et désintéressée que l'URSS apporte à l'Espagne n'autorise personne à tenter de supprimer politiquement un des partis d'opposition à la démocratie bourgeoise et au réformisme marxiste.

Le procès des vieux bolcheviques qui vient de se terminer à Moscou ne doit pas avoir de répercussions en dehors des frontières de l'URSS, si ce n'est pour empêcher que les accusés soient exécutés, rétablir la vérité et rendre à Trotsky le prestige dont les partisans de Staline veulent le dépouiller, car

toute l'accusation n'est qu'un amas de mensonges et d'infamies. Indépendamment de tout intérêt politique, il faut mobiliser les esprits libres du monde pour que la peine de mort cesse d'être appliquée dans un pays qui a derrière lui près de vingt ans de reconstruction socialiste. »<sup>191</sup>

Sans doute affolé à l'idée d'être tenu à Moscou pour responsable de la parution d'un tel article, Antonov-Ovseenko s'empressa d'aller demander à Badius de publier un démenti, mais celui-ci l'éconduisit. Il protesta alors auprès du Comité régional, qui lui, en revanche, désavoua l'article. Le peuple russe était l'allié du « peuple » espagnol et il n'y avait donc pas à se mêler des affaires intérieures de l'URSS. Mieux encore, il y avait des gens comme Garcia Oliver pour affirmer que le prolétariat russe était sans le moindre doute en marche vers le socialisme<sup>192</sup>.

Pour leur part les anarchistes de la base n'avaient pas failli, loin de là, et comme nous l'avons déjà vu, les agents russes faisaient bien la différence entre la majorité des responsables prostaliniens et les anarchistes révolutionnaires, qualifiés d'« incontrôlés », d'« alliés des trotskistes », d'« agents de la police secrète allemande », etc. La chute de Málaga, le 8 février 1937, fournit à la bureaucratie libertaire le prétexte pour imposer une fois pour toutes aux miliciens la militarisation et les commissaires politiques, ainsi que pour soutenir le PCE dans sa campagne pour une épuration du haut commandement, favorisant ainsi à la fois l'hégémonie stalinienne dans la nouvelle Armée populaire et le désarmement du prolétariat. Ce fut un premier grand moment de l'entente cordiale entre les anarchistes d'Etat et les staliniens. Toryho couronna la chose le 21 février 1937 par un éditorial historique de *Solidaridad Obrera*, prônant l'autorité et l'obéissance sous le titre : « NOUS RENONCERONS A TOUT SAUF A LA VICTOIRE. » Cette

o phrase, inventée par Ehrenbourg<sup>193</sup>, voyait dès lors son attribution à Durruti devenir un article de foi. Ainsi ceux-là mêmes qui l'avaient envoyé à la mort liquidaient son héritage révolutionnaire en lui prêtant des propos de fabrication russe justifiant leurs propres compromissions. Ils en firent ensuite l'objet d'un culte, le présentant comme l'incarnation de toutes les vertus bureaucratiques.

Mais malgré cette falsification, attribuant à Durruti un mot d'ordre russe, la politique soviétique vis-à-vis de la

CNT et de la FAI changea radicalement entre février et mars. Il y eut tout d'abord les articles d'Ehrenbourg contre les anarchistes : celui que publièrent le 15 février les *Izvestia* était nettement hostile et s'en prenait à *Solidaridad Obrera*. Le 28 du même mois, un autre, signé « Zet », présentait les libertaires comme des ennemis de la discipline, des irresponsables et des défenseurs du POUM, parti que l'auteur de l'article qualifiait de fasciste. Par ailleurs la propagande du PSUC et de l'UGT contre les collectivisations se déchaîna plus que jamais. La politique d'unité syndicale des dirigeants cénétistes fut systématiquement boycottée. Le délégué des Jeunesses libertaires de Ceutelles fut assassiné et le 5 mars les communistes s'emparèrent, à l'aide d'un faux, de douze tanks fabriqués par l'industrie de guerre qu'avait organisée la CNT. Des campagnes de calomnie étaient lancées contre les libertaires dans la presse communiste ou sympathisante de l'étranger. Les anarchistes américains et européens signalaient les mensonges diffusés par les communistes : les anarchistes de Catalogne auraient refusé d'envoyer des vivres à Madrid, ceux de Málaga auraient lâchement fui la ville, un Durruti ayant pris goût à l'autorité et s'appêtant à adhérer au PCE aurait été assassiné par ses anciens camarades, etc. Les objectifs de cette politique stalinienne étaient divers : il s'agissait bien sûr d'empêcher que la CNT ne contrôle l'économie par le biais de la socialisation, mais aussi de l'obliger à soutenir la délirante politique russe d'annihilation des « trotskistes », enfin et surtout de rompre l'alliance qui s'établissait progressivement avec Largo Caballero. Quand le conflit entre Rosenberg et Largo atteignit son paroxysme, les dirigeants libertaires furent l'objet de toutes sortes de sollicitudes de la part de l'ambassadeur russe et du consul Antonov-Ovseenko. En vain, car par son soutien au chef du gouvernement la CNT regagnait une partie du terrain perdu au profit du PCE. Cet échec coûta d'ailleurs la vie aux deux Russes, puisqu'ils furent rappelés à Moscou pour y être exécutés. Les relations entre les deux organisations se dégradèrent. Toryho publia dans *Solidaridad Obrera* un article, le seul, où il protestait avec modération contre les attaques injustes de la presse soviétique<sup>194</sup>, ce qui lui valut dans la *Pravda* cette violente réponse :

« L'organe central des anarchistes à Barcelone, *Solidaridad Obrera*, a publié une attaque insultante contre la presse soviétique. Il est significatif que l'auteur dirige son attaque plus particulièrement contre les rapports parus dans la presse soviétique concernant les activités contre-révolutionnaires des trotskistes du POUM, et affirme que ces tactiques injurieuses ont simplement pour but de faire naître la dissension dans les rangs du front antifasciste en Espagne.

Cette défense obscène des traîtres trotskistes provient de ces éléments douteux qui se sont introduits dans les rangs de l'organisation anarcho-syndicaliste. Ce sont les anciens collègues de Primo de Rivera dans la Phalange fasciste et les trotskistes. Ce n'est pas un secret que ces " plaques de lèpre " prospèrent au mieux aujourd'hui dans *Solidaridad Obrera*, car on sait que l'actuel directeur littéraire de cette feuille est Cánovas Cervantes, ancien directeur du journal fasciste *La Tierra*.

Ces agents de Franco se sont aujourd'hui retranchés derrière l'organisation anarchiste pour détruire le Front populaire espagnol mais ils ne réussiront pas. Les masses anarcho-syndicalistes comprennent mieux chaque jour la nécessité d'une discipline de fer et d'un gouvernement composé de fortes personnalités. C'est pourquoi ces ennemis du peuple espagnol se sont glissés dans les rangs anarcho-syndicalistes et sont en train de combattre le Front populaire avec une redoutable frénésie. [...]

Cet épisode antisoviétique dans *Solidaridad Obrera* est la preuve que, derrière l'organe central des anarchistes, se tiennent les trotskistes et les agents de la police secrète allemande. Ce fait a déjà inquiété les dirigeants des anarchistes catalans qui entendent combattre sérieusement le fascisme international. »<sup>195</sup>

On remarquera que l'habituelle distinction entre « bons » et « mauvais » anarchistes est ici utilisée de façon inversée : ce sont les masses qui sont maintenant philocommunistes, et les dirigeants qui sont trotskistes. La seule réponse à ce torrent d'insultes fut une « main tendue » aux  
① insulteurs : « Nos bras sont toujours ouverts à tous les antifascistes qui se comportent avec honnêteté et noblesse. Nous savons être et nous serons accommodants, compréhensifs et tolérants envers l'ami, envers le frère... »<sup>196</sup> S'il y eut une constante dans la politique extérieure du mouvement libertaire espagnol jusqu'au coup de Casado \*, c'est-

\* Le 5 mars 1939, à l'initiative du Comité de défense de la CNT du Centre, et avec l'appui du colonel Casado, un « Conseil national de défense » fut constitué à Madrid. Ce furent les troupes comman-

à-dire pendant toute la durée de la guerre ou presque, ce fut l'alignement inconditionnel sur les positions russes. C'est difficile à admettre, mais c'est ainsi.

On peut se demander comment, après la provocation de Mai, l'emprisonnement de centaines d'anarchistes entre juin et juillet, la liquidation du POUM et la disparition de Nin, la dissolution par la force du Conseil d'Aragon, des centaines d'agressions contre des collectivités et de nombreux assassinats, des milliers d'injures et un traitement infâme, Mariano R. Vázquez pouvait encore se proclamer un ami de la Russie, et le Comité national interdire formellement toute critique du PCE, avant même que la critique de l'URSS ait été mise hors la loi sur ordre de Negrin le 13 août 1937 ; et *Solidaridad Obrera* du 9 septembre 1937 proclamer en gros titre à la une : « Le prolétariat mondial doit soutenir activement la position de l'URSS. » Aveuglement suicidaire ? Opportunisme débridé ? Effet de l'isolement dû à la défection du prolétariat européen ? Corruption et double jeu ? Lâcheté et entrisme ? Complicité ? Trahison ? U y eut de tout cela, car ces diverses explications ne sont qu'autant de manifestations d'un même choix historique. En moins d'un an les Russes étaient parvenus à disposer des choses et des hommes comme si l'Espagne était pour eux une colonie. Toute démarche ou initiative passait par eux, depuis le choix d'un ministre jusqu'à un simple envoi de devises. On ne pouvait faire un seul pas sans l'accord préalable des représentants soviétiques. Et l'insensée bureaucratie libertaire se plia à tout, livrant ainsi le prolétariat espagnol à ses bourreaux, exactement comme les autres partis.

En écho à la politique communiste, Ricardo Sanz, commandant de la 26<sup>e</sup> division (l'ancienne colonne Durruti), déclara à la radio le 31 juillet 1938 : « Le moment présent requiert d'immenses sacrifices et nous, les hommes venus de l'atelier, de l'usine, de la mine et du bureau pour combattre l'envahisseur, nous nous sommes juré de renoncer à tout, circonstanciellement, comme l'a bien dit notre inoubliable Durruti. Nous avons renoncé à nos idées, parce que passe avant tout la nécessité de libérer l'Espagne des envahisseurs étrangers, et quand ce but sera atteint, le

dées par Cipriano Mera qui assurèrent *in extremis* — les franchistes entrèrent dans Madrid le 28 mars — le succès de ce coup d'Etat contre le gouvernement Negrin et les staliniens. (N.d.T.)



peuple espagnol, uni comme il l'est aujourd'hui, déterminera quel sera le régime sous lequel nous devons tous vivre <sup>197</sup> Il est bien vrai qu'ils avaient renoncé à tout ; Garcia Oliver lui-même le déclarera explicitement : « L'anarchisme est une arme inefficace pour libérer l'Humanité. »<sup>198</sup> Depuis que Peirô et Montseny avaient commencé, en décembre 1936, à parler d'une « république fédérale » comme « garantie d'un avenir juste pour l'Espagne », on pouvait entendre le même genre de choses dans la bouche de n'importe quel responsable de la CNT ou de la FAI.

Pour assurer sa survie la bureaucratie libertaire était prête à s'accrocher à toutes les branches, et en particulier à la branche stalinienne. Certes on ne saurait reprocher à une bureaucratie d'agir conformément à son essence, mais elle le fit d'une façon qui ne conservait pas la moindre trace de la grandeur de ses origines. Un repentir sans courage a su parfaitement exprimer, dans sa confession *post festum*, le seul reproche que retiendra l'histoire : « On ne nous accusera pas d'avoir fait obstacle aux plans du gouvernement républicano-communiste, mais on peut nous accuser de ne pas leur avoir fait obstacle, et cette accusation pèsera beaucoup plus lourd aux yeux de l'avenir. »<sup>199</sup> En effet, personne d'un tant soit peu informé ne saurait prêter aux dirigeants anarchistes la volonté de mener à son terme la révolution sociale. Par la suite, pour tenter de justifier leur collaborationnisme, ils prétendirent qu'ils n'avaient pas voulu imposer leurs idées par la force. MEUS, comme le remarquait Peirats, « ce qui leur est reproché n'est pas d'avoir renoncé à la dictature anarchiste, mais d'avoir choisi le camp de la contre-révolution »<sup>200</sup>.

## NOTES

1. A. G. Gilibert, *Un héroe del pueblo, Durruti*, éditions CGT, Valparaiso (Chili), 1938.

2. *Mds Lejos*, n° 8, 28 mai 1936. Organe hebdomadaire dirigé par Eusebio Carbo.

3. Alfonso Miguel, *Todo el poder a los sindicatos*, Editorial Realidades Revolucionarias, Barcelone, 1932. Selon Garcia Oliver, Miguel n'avait pas voulu faire partie du groupe « Nosotros » en raison de désaccords avec Durruti.

4. *Mds Lejos*, n° 1, 9 avril 1936.

5. Federica Montseny, *Mis primeros cuarenta anos*, Editorial Plaza y Janés, Barcelone, 1987.

6. « Colección de Historia Oral. Juan Garcia Oliver », Fundación Salvador Seguí, Madrid, 1990 (entretien enregistré à Paris le 29 juin 1977). Les anarchistes révolutionnaires finirent par tenir Garcia Oliver pour un traître, et les autres pour un egolâtre autoritaire, qualités qui semblent devoir être celles de tout anarchiste moderne, si Ton en croit une certaine orthodoxie en toc qui persiste à mettre en avant la figure de ce dirigeant.

7. J. Garcia Oliver, « El Comité central de las Milicias Anti-fascistas », *Solidaridad Obrera*, 19 juillet 1937. Presque tous les auteurs, Abel Paz entre autres, confondent le plénum du 21 juillet avec celui du 23.

8. *Solidaridad Obrera*, 23 juillet 1936.

9. « Informe de la delegación de la CNT al Congreso extraordinario de la AIT y resoluciones del mismo. Diciembre 1937 », édité par la Commission d'information, de propagande et de presse, CNT, Comité national, sans date mais de 1938. Les signataires du rapport, véritable apologie de la collaboration, étaient Mariano R. Vázquez, David Antona, Horacio Martínez Prieto et, pour comble, José Xena lui-même !

10. Quarante ans après, il prétendra que sa participation au Comité des milices aurait métamorphosé celui-ci en organe de la révolution sociale : « Je pensais que la révolution adviendrait par le moyen du Comité des milices et, dans ce but, je fis en sorte que le Comité concentre tout le pouvoir, afin que, le jour où l'Organi-

sation donnerait son feu vert, les choses soient si bien préparées que nous puissions nous emparer de tout aussi facilement que s'il s'agissait d'une simple formalité. Mais l'Organisation n'a jamais donné son feu vert.» « Colección de Historia Oral. Juan García Oliver », *op. cit.*

11. José Manuel Marquez Rodriguez et Juan José Gallardo Romero, *Ortiz, general sin dios ni amo*, Editorial Hacer, Barcelone, 1999.

12. José Peirats Valls, « Historia contemporânea del Movimiento Libertario », article dans la revue *Anthropos*, n° 102, 1989.

13. *La Vanguardia*, 25 juillet 1936.

14. Entretien publié dans le *Toronto Star*, 18 août 1936. Reproduit dans *Durruti en la Revolución española*, Abel Paz, Fundación Anselmo Lorenzo, Madrid, 2001.

15. Diego Abad de Santillán, *La Revolución y la Guerra en España*, Ediciones Nervio, Barcelone-Buenos Aires, 1937.

16. Diego Abad de Santillán, *Por qué perdimos la guerra*, Editorial Plaza y Janés, Barcelone, 1977.

17. Manuel Nogareda, « La gesta de las milicias catalanas en Aragón », *Mi Revista*, 1<sup>er</sup> mai 1938.

18. José Manuel Martínez Bande, *La invasión de Aragón y el desembarco en Mallorca*, Servicio Histórico Militar, Editorial San Martín, Madrid, 1970. La prise de Caspe fut relatée par Alfonso Martínez Rizo dans *Solidaridad Obrera*, le 31 juillet 1936.

19. Manuel Ramos, *Una vida azarosa*, édité par l'auteur, 1993.

20. *Del radicalismo socialismo al socialismo radical y libertario*, Mémoires de José Borrás, Fundación Salvador Seguí, Madrid, 1998.

21. Raquel Castro, présente sur le moment, déclara que tout « était arrivé par la faute de Farràs, le responsable militaire, qui était ivre ». Actes du plénum des colonnes confédérales et anarchistes qui s'est tenu à Valence le 5 février 1937, Archives de Salamanque.

22. Abel Paz, *op. cit.*

23. Alejandro Soteras, *Mis Memorias*, Casa libertad, Gurrea de Gállego, 2003.

24. Jaime Balius, « Sur le front d'Aragon, la colonne Durruti », *Solidaridad Obrera*, 12 août 1936.

25. José Gabriel, *La vida y la muerte en Aragón*, Ediciones Imán, Buenos Aires, 1938.

26. Témoignage recueilli par Eduardo Pons Prades dans *Realidades de la guerra civil*, La Esfera de los Libros, Madrid, 2005.

27. Felipe Diaz Sandino, *De la Conspiración a la Revolución (1929-1937)*, Ediciones Libertarias, Madrid, 1990.

28. Simone Weil, « Journal d'Espagne », dans *Écrits historiques et politiques*, tome II, volume 2, Gallimard, Paris, 1991.

29. Mijail Koltsov, *Diario de la guerra de España*, Ruedo Ibérico, Paris, 1963. Koltsov était correspondant de la *Pravda* et agent russe ; ses allégations doivent donc être accueillies avec la plus

grande circonspection, et écartées quand elles sont contredites par d'autres sources.

30. Mijail Koltsov, *op. cit.* Garcia Oliver tint des propos semblables au consul russe Antonov-Ovseenko (compte rendu de la réunion des Comités du 14 octobre, archives de la CNT déposées à l'Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam). Selon Koltsov, Garcia Oliver affirma le 10 août qu'il ferait tout ce qui était en son pouvoir pour discipliner les masses anarchistes, position qui lui avait valu de se voir « accusé dans les meetings d'être un opportuniste et de trahir les principes anarchistes »; Garcia Oliver assura également que les dirigeants libertaires « étaient prêts à collaborer avec un gouvernement bourgeois antifasciste ».

31. José Peirats, *La CNT en la revolucïón espanola* (trois volumes), CNT, Toulouse, 1951-1953. Selon Peirats, la création du Comité fut annoncée le 5 août (le PSUC, « adhérent à la III<sup>e</sup> Internationale », avait été fondé le 24 juillet).

32. José Gabriel, *op. cit.*

33. Alejandro Soteras, *op. cit.*

34. Santillán, *op. cit.*

35. Ricardo Sanz, *Buenaventura Durruti, tribuno del pueblo*, Ediciones « El Frente », Toulouse, 1945.

36. Témoignage recueilli par Hans Magnus Enzensberger, *Le Bref Été de Vanarchie*, Gallimard, Paris, 1975 [Francfort, 1972].

37. *El Frente*, bulletin de guerre de la colonne Durruti, n° 3, 27 août 1936.

38. *El Frente*, n° 4, 29 août 1936.

39. Durruti, « Un appel aux familles des miliciens », *Solidaridad Obrera*, 27 octobre 1936.

40. Hans Magnus Enzensberger, *op. cit.*

41. *El Frente*, n° 6, 2 septembre 1936.

42. *El Frente*, n° 4, 29 août 1936.

43. *El Frente*, n° 7, 3 septembre 1936.

44. *El Frente*, n° 6, 2 septembre 1936.

45. Copie du « Rapport sur la réunion des chefs politiques et militaires du front d'Aragon », communiquée à Burnett Bolloten par le colonel Villalba. Le rapport, rédigé au mois d'octobre, est par erreur daté de septembre. Il se trouve dans les archives de la Hoover Institution (Bolloten Collection).

46. *El Frente*, *ibid.*

47. *El Frente*, n° 7, 3 septembre 1936.

48. *Solidaridad Obrera*, 12 septembre 1936.

49. Federica Montseny, *op. cit.*

50. Actes de la réunion des Comités du 9 septembre. Archives de la CNT, IIHS.

51. « Le camarade Garcia étant parti à Madrid, le poste de secrétaire à la Guerre, resté vacant, fut occupé par intérim par San-

tillán. » Réunion des Comités tenue le 9 octobre 1936. Archives de la CNT, IIHS.

52. « De l'ambassadeur à Paris [Araquistáin] au ministre de la Santé. Rapport sur l'origine, la constitution, le fonctionnement et la dissolution de la Commission d'achats de Paris. Paris, le 12 janvier 1937. » Texte publié dans *Historia del Ejército popular de la República*, tome III, Ramón Salas Larrazábal, Editora Nacional, Madrid, 1973.

53. José Manuel Márquez Rodriguez et Juan José Gallardo Romero, *op. cit.*

54. Rapport n° 23 du 19 octobre 1936, « Weapons for the Madrid Government », dans Mary R. Habeck, Ronald Radosh et Grigory Sevostianov, *Spain Betrayed — The Soviet Union in the Spanish Civil War*, Yale University Press, New Haven, 2001.

55. José Mira, *Los guérilleros confédérales. Un hombre : Durruti*, édité par la section de propagande du Comité régional de la CNT, 1937.

56. « Intéressantes déclarations du chef du gouvernement en relation avec sa rencontre avec Durruti », *La Noche*, journal républicain de Barcelone, le 7 octobre 1936.

57. « Durruti à Madrid », *Solidaridad Obrera*, le 8 octobre 1936. Entretien avec J. Garcia Pradas pour *CNT*.

58. Pour tout ce qui concerne les livraisons d'armes russes, voir Gerald Howson, *Arms for Spain — The Untold Story of the Spanish Civil War*, John Murray, Londres, 1998. Le gouvernement de Largo Caballero se montra tout aussi pusillanime vis-à-vis de ses propres agents, perdant du temps ou lésinant sur les moyens lors de propositions de livraisons d'armes provenant d'Amérique latine ou des États-Unis. Voir à ce sujet *Mi política fuera de España*, de Félix Gordon Ordás, ambassadeur d'Espagne au Mexique, Mexico [s.n.], trois volumes, 1965-1969.

59. « Réunion des Comités tenue le 6 octobre », archives de la CNT, IIHS.

60. Diego Abad de Santillán, *La Revolución y la Guerra en España*, *op. cit.*

61. Informations fournies par Santillán et d'anciens membres de la colonne « Tierra y Libertad » à Abel Paz. Cf. *Durruti, el proletariado en armas*, Editorial Bruguera, Barcelone, 1978. Interrogé par Abel Paz, Garcia Oliver nia avoir eu connaissance du projet, mais dans ses Mémoires il raconte que Juan Montserrat l'informa du transfert de l'or à Carthagène et de la possibilité de s'en emparer.

62. « Rapport de la délégation de la CNT au congrès extraordinaire de l'AIT et résolutions de celui-ci. »

63. « Au sujet des agissements des commissions d'achats », Section nationale de coordination — Service d'information extérieur, sans date mais postérieur à la chute de Bilbao, document communiqué par Joaquín Pérez Navarro.

64. Félix Gordon Ordás, *op. cit.*

65. Pierre Besnard, « Rapport moral [du secrétaire de PAIT pour soumettre au Congrès] », septembre 1937, document dans les archives de la CNT à ITHS.

66. Diego Abad de Santillán, *Alfonso XIII, la lia. Republica, Francisco Franco*, Ediciones Júcar, 1979.

67. Walter Krivitsky, *In Staliris Secret Service*, Harper, New York, 1939 [édition française : *J'étais un agent de Staline*, Champ Libre, Paris, 1979].

68. Vicenç Guamer, *L'aixecament militar i la guerra civil a Catalunya (1936-1939)*, Publicacions de PAbadia de Montserrat, 1980.

69. *El Frente*, n° 29,8 octobre 1936.

70. Actas, Archives de Salamanque, PS Barcelona.

71. Diego Abad de Santillán, « Buenaventura Durruti », *Timon*, Barcelone, 5 novembre 1938.

72. « Durruti habla en Madrid », *La Noche*, 7 octobre 1936.

73. « Concepto de disciplina », *El Frente*, n° 30, 9 octobre 1936.

74. Le récit le plus complet du désastre de Perdiguera se trouve dans *Les Fils de la nuit — Souvenirs de la guerre d'Espagne*, Antoine Gimenez et les giménologues, L'Insomniaque, Montreuil, 2006.

75. « Le message de Durruti », *Le Libertaire*, 30 octobre 1936.

76. Conseil de défense régional d'Aragon, « Disposition générale concernant les villages d'Aragon libérés du fascisme. Appel cordial aux colonnes qui opèrent dans lesdits villages », Fraga, octobre 1936, *Cultura y Acciòn*, organe de la fédération régionale d'Aragon, Rioja et Navarre, CNT-AIT, 7 novembre 1936.

77. « Copie du rapport de la réunion des chefs politiques et militaires du front d'Aragon. »

78. Actes des réunions des Comités des 13 et 16 octobre 1936, archives de la CNT, IHS.

79. Actes d'une réunion des délégués de colonnes qu'Abel Paz date à tort du 8 octobre dans *Durruti en la Revoluciàn espanola*, *op. cit.*

80. Réunion des Comités du 31 octobre 1936, archives de la CNT, IHS.

81. Actes des réunions des Comités des 16 et 18 novembre 1936, archives de la CNT, IHS.

82. Réunion des Comités du 14 octobre 1936, archives de la CNT, IHS.

83. Compte rendu de la réunion des Comités du 15 octobre 1936, archives de la CNT, IHS.

84. « Le marxisme et le dépérissement de l'État », *Guerra di classe*, n° 1, 5 octobre 1936.

85. « Abolition et dépérissement de l'État », *Guerra di classe*, n° 3, 24 octobre 1936.

86. Rapport d'Antonov-Ovseenko au NKID (ministère des Affaires étrangères), le 11 octobre 1936 ; cité dans *Spain Betrayed*.

87. Federica Montseny, « Espana y Rusia ». Je cite le texte reproduit dans *Línea de Fuego*, organe de la Colonne de fer sur le front de Teruel, le 6 novembre 1936.
88. Manuel Gimeno, « Rusia 1936 », *Línea de Fuego*, 30 octobre 1936.
89. Réunion des Comités du 23 octobre 1936, archives de la CNT, IHS.
90. *La Vanguardia*, 4 novembre 1936.
91. « Anoche en el Gran Price », *La Noche*, 12 décembre 1936.
92. Compte rendu de la réunion des Comités du 20 octobre 1936, archives de la CNT, IHS. Joan Llach prétend qu'au départ c'est Durruti qui avait été invité en Russie, et que Carreno le remplaça. Cela paraît peu vraisemblable. Cf. *La Muerte de Durruti*, Ediciones 29, Barcelone, 1983.
93. Ilya Ehrenbourg, autobiographie citée par Hans Magnus Enzensberger, *op. cit.*
94. *Solidaridad Obrera*, 30 octobre 1936 ; *El Frente*, 5 novembre 1936.
95. *La Vanguardia*, 20 octobre 1936.
96. César M. Lorenzo, *Les Anarchistes espagnols et le pouvoir*, Le Seuil, Paris, 1969. Réédition revue et augmentée : *Le Mouvement anarchiste en Espagne — Pouvoir et révolution sociale*, Editions libertaires, 2006.
97. *Cultura y Acción*, Alcaniz, n° 20, 7 novembre 1936.
98. Version édulcorée publiée par *Solidaridad Obrera*, le 5 novembre 1936.
99. « El grandioso acto de la Monumental », *La Vanguardia*, 27 octobre 1936.
100. «De nuestro pleno regional», intervencidn de Profesionales Liberales de Alicante en la novena sesión, *Fragua Social*, 17 novembre 1936.
101. «La Columna contesta al decreto de militarización», déclaration reproduite dans *Via Libre*, organe de la CNT et de la FAI de Badalona, le 7 novembre 1936. La centurie de Badalona se trouvait A Pina de Ebro, juste à côté d'Osera.
102. « Lo que se le olvidô a Durruti », *Fragua Social*, 6 novembre 1936.
103. André et Dori Prudhommeaux, *Catalogne libertaire (1936-1937)*, & partacus, Paris, 1946.
104. *Línea de Fuego*, 19 novembre 1936. La graphie correcte est Zensl Mühsam.
105. Garcia Oliver, *El eco de los pasos*, Ruedo Ibérico, Paris, 1978.
106. Abel Paz, *op. cit.*
107. Témoignages recueillis par Abel Paz, *op. cit.*
108. Ricardo Sanz, *Los que fuimos a Madrid*, Ediciones Petronio, Barcelone, 1977.

109. « Sur les problèmes militaires », rapport d'Antonov-Ovseenka de novembre 1936, cité dans *Spain Betrayed*. Ortiz n'était pas présent à cette réunion, et doute que Jover, délégué de la colonne Ascaso, l'ait été.

110. José Borràs, *op. du*

111. «La muerte del guerrillero de la libertad en Madrid», *Mi Revista*, 15 octobre 1937.

112. Compte rendu de la réunion des Comités du 3 octobre 1936., archives de la CNT, IIHS.

113. Compte rendu de la réunion qui s'est tenue le 8 novembre 1936, au siège du Comité national de la CNT, entre divers membres des comités responsables de l'organisation confédérale à Madrid- Archives de la CNT, IIHS.

114. Garcia Oliver, *op. dt.*

115. « La columna acude a Madrid », *El Frente*, n° 43, 13 novembre 1936.

116. D'après les informations fournies par le « Courrier du milicien », dans *Solidaridad Obrera*, les volontaires provenaient des centuries 2, 4, 7, 8, 9, 12, 24, 25, 38, 43, 44, 45, 48, 52, et sans doute d'autres encore.

117. Jaime Casella, « ¡ Durruti ! », *Cultura y Acción*, numéro spécial, 8 décembre 1936.

118. Mathieu Corman, « j Salud camarada ! », Éditions Tribord., Paris, 1937.

119. « Sur les problèmes militaires », rapport d'Antonov-Ovseenka cité dans *Spain Betrayed* ; Ricardo Sanz, *Buenaventura Durruti., tribuno del pueblo*, Ediciones « El Frente », Toulouse, 1945.

120. « Réunion des Comités du 18 novembre 1936 », archives de la CNT, IIHS. « Pancho » Igleas, militant connu de la CNT de Sant Feliu de Guixols, était alors commissaire de Défense des côtes de la région de Gérone.

121. «De nuestro pleno regional. Final de la última sesión», *Fragua Sodal*, 25 novembre 1936.

122. « El companero Durruti ha dicho... », *Solidaridad Obrera*, 17 novembre 1936.

123. « Por quién doblan las campanas », *Carta del Este*, n° 12-13, 16 septembre 1978, Madrid. (Publication de la dissidence soviétique.)

124. Cipriano Mera, *Guerra, exilio y cárcel de un anarcosindicalista*, Ruedo Ibérico, Paris, 1976.

125. « Alors que part pour la Russie la délégation des travailleurs espagnols, qui comprend un représentant de la colonne Durruti., celui-ci, jugeant le moment avec lucidité, adresse aux camarades d'URSS la lettre suivante...», dans *Nosotros*, organe de la FAI, Valence, 7 novembre 1936. Voir également *Solidaridad Obrera*, 30 octobre 1936 ; *El Frente*, 5 novembre 1936 ; *Tierra y Libertad\** 5 novembre 1936.

126. « Au Comité central du parti communiste », camarade José Daràs, *Verdad*, organe du PCE et du PSOE de Valence, n° 104., 26 novembre 1936.



127. « Second Spanish délégation welcomed on arrivai here », *Moscow Daily News*, 14 novembre 1936.

128. Jesús Hemández, *La Grande Trahison*, Fasquelle, Paris, 1953. Hernandez était aussi un agent du Komintem.

129. «Rapport de la délégation de la CNT qui s'est rendue en URSS en novembre 1936 au Comité régional de Catalogne», par F. Carreno, J. Berrueto et M. Gudell, 11 décembre 1936.

130. Martin Gudell, *Lo que oï en la URSS*, Estudios Sociales, Mexico D. F., 1946.

131. « Rapport de la délégation... », *op. cit.*

132. *Ibidem.*

133. « Souvenirs de notre voyage en URSS », Martin Gudell, article dans / *Campo* /, numéro spécial, et dans *Solidaridad Obrera*, 20 novembre 1937.

134. Article anonyme paru dans / *Campo* /, numéro spécial du 20 novembre 1937. L'auteur en est probablement Carreno.

135. Numéro du 22 novembre cité par Bumett Bolloten, *La Guerra civil espanola. Revolucïon y Contrarrevolucïon*, Alianza Editorial, Madrid, 1989. [*The Spanish Civil War — Révolution and Counterrevolution*, The University of North Carolina Press, Chapell Hill, 1991.]

136. «Liste des camarades anarchistes et anarcho-syndicalistes emprisonnés ou déportés en URSS, que la délégation de la CNT, durant son séjour dans ce pays, a remise aux responsables des syndicats en réclamant leur libération », document conservé dans les archives de la CNT, IHS.

137. « Rapport de la délégation... », *op. cit.*

138. « Le plus plaisant et le plus déplaisant en URSS », article de Martin Gudell dans *Solidaridad Obrera* du 15 décembre 1936.

139. « Rapport de la délégation... », *op. cit.*

140. Compte rendu des plénums des groupes anarchistes de Catalogne tenus le 6 décembre 1936 et le 14 février 1937.

141. «Malgré les promesses des communistes, les anarchistes russes restent en prison », *Anarquia*, organe clandestin des groupes anarchistes de Barcelone, n° 5, 22 juillet 1937.

142. « De retour de la Russie soviétique », *La Noche*, 11 décembre 1936.

143. Rapport de Stachevski du 14 décembre 1936 cité dans *Spain Betrayed*.

144. « Meeting de clôture du plénum de la Confédération régionale du Levant », *Fragua Social*, 17 novembre 1936.

145. *La Voz Valendana*, « journal républicain de gauche », pro-soviétique, le 14 décembre 1936.

146. José Zafón Bayo, *El Consejo régional de Aragôn*, Editorial Planeta, Barcelone, 1979.

147. « Lettre ouverte à un ami anarchiste », Floréal Ocana, dans *Cultura Proletaria*, New York, 17 août 1940.

148. « La question espagnole », rapport du 7 mars 1937 cité dans *Spain JBetrayed*.

149. Toryho se vante de ses excellentes relations avec les Russes dans son livre *Del Triunfo a la Derrota*, Argos-Vergara, Barcelone, 1978. Dans sa lettre ouverte précédemment citée, Floréal Ocana l'accusait de « transformer la *Soli* [*Solidaridad Obrerd*] en un organe de propagande républicain, que presque chaque jour, au front, des mains révolutionnaires lacéraient avec rage, ceux qu'il était censé représenter ne s'y reconnaissant d'aucune façon ».

150. *Solidaridad Obrera*, 22 novembre 1936.

151. Lors d'une interview qu'il accorda en 1968 au journaliste Egor Yakovlev, Mamsurov, alors général du KGB, admit qu'il avait été, en tant que « conseiller militaire » de Durruti, le premier communiste à faire partie de sa colonne (ce qui n'est pas certain), mais nia être impliqué dans sa mort, prétendant que ce jour-là « il ne se trouvait pas présent » ; cf. *Carta del Este*, 16 septembre 1978.

152. Abel Paz, *op. cit.*

153. Jesús Hernandez, *op. cit.*

154. Son témoignage fut cité en 1972 dans le livre du curé Jesús Amal, *Por qué fui secretario de Durruti*, réédité en catalan par Pagès Editors, Lérida, 1997.

155. Garcia Oliver, *op. cit.* Federica Montseny, soucieuse de dissimuler sa responsabilité morale dans la mort de Durruti, soutint toujours la version officielle de la balle perdue, diffusée par la bureaucratie libertaire pour contrer les rumeurs qui désignaient les communistes.

156. Horacio Prieto, *Utopistas*, manuscrit inédit cité par César M. Lorenzo dans une lettre aux « giménologues » du 28 août 2004. Cf. *Les Fils de la nuit*, *op. cit.*

157. Julián Zugazagoitia, *Guerra y vicisitudes de los Espanoles*, d'abord publié à Paris en 1940, puis par Tusquets, Barcelone, 2001.

158. Texte publié après la mort de Sanz dans *Boletín de información — Amicale de la 26<sup>a</sup> División*, n° 3, Toulouse, 20 novembre 1991. En avril 1937, après un incident l'opposant à Mira, Manzana présenta sa démission de chef de la colonne sur le front d'Aragon. Malgré cela, le Comité national de la CNT voulut encore le placer à la tête de la colonne Durruti, mais Sanz ayant exigé son départ en déclarant que sinon ce serait lui qui partirait, Manzana fut écarté. Il quitta définitivement la Division après les journées de Mai 37.

159. Joan Llarch, *op. cit.* Llarch tenait ce récit de « quelqu'un en relation avec des personnes proches des milieux confédéraux », mais il ne put rencontrer ce « Paco », qui était déjà mort, ni connaître son nom de famille.

160. « [...] ceux qui l'entouraient me firent clairement comprendre que c'étaient ses propres acolytes qui avaient provoqué sa blessure » ; Manuel Bastos Ansart, *De las guerras coloniales a la guerra civil. Memorias de un cirujano*, Editorial Ariel, Barcelone, 1969.

161. Joaquín Almedros, *Situaciones españolas : 1936-1939. El PSUC en la guerra civil*, Dopesa, Barcelone, 1976. Manuel Tagüena

fut plus avare de détails ; il se contenta de dire que Durruti était mort « près de la Cité universitaire alors qu'il tentait d'empêcher la débandade de ses miliciens ». Cf. *Testimonio de dos guerras*, Planeta, Barcelone, 1978. La version de la brigade Kléber présente quelques variantes : Durruti est à son poste de commandement, devant la prison Modelo, et non en face de l'hôpital Clinico ; il n'y a pas de débandade ; il est tué par des balles qui « semblent partir de l'arrière ». « Depuis août, le chef anarchiste s'était fait beaucoup d'ennemis parmi les anciens de la CNT-FAI. Ils lui reprochent son goût de la discipline. Certains l'accusent d'ambition, de collusion avec les communistes. Quelques minutes plus tard, des anarchistes de sa colonne disent au chef de section Pierre Rôslé : " Ce sont des types de chez nous qui ont tué Durruti. " » Jacques Delperrié de Bayac, *Les Brigades internationales*, Fayard, Paris, 1968.

162. Bonilla raconta sa version des faits à Pedro Costa Muste, qui la publia dans la revue *Posible*, n° 80, juillet 1976. Lors d'une rencontre de vieux militants qui se tint à Barcelone le 26 novembre 1977, Bonilla prétendit qu'il avait passé toutes ces années à chercher Manzana « pour le tuer ». Quant au chauffeur, Graves, il raconta sa propre version à Ariel, frère d'Eduardo Val et correspondant de *Solidaridad Obrera* à Madrid. Il la mit par écrit dans *c Còmo murió Durruti ?*, Toulouse, mai 1945.

163. José Gabriel affirme dans son livre déjà cité que Durruti « fut assassiné par la colonne internationale du général Kléber, une force " spécialisée dans le nettoyage de l'arrière " (ainsi qu'elle se qualifiait sans complexe) ». C'est, certainement dans les milieux poumistes de Barcelone qu'il avait eu vent de cette hypothèse. Gabriel fait allusion à un complot dont le gouvernement aurait été partie prenante et qui aurait été soutenu par l'Angleterre, la France et la Russie, pays ennemis de la révolution espagnole.

164. Alfons Martorell Gavaldà, *Memorias de un libertario*, Fundación Anselmo Lorenzo, Madrid, 2003. Martorell faisait partie de la centurie « Floréal » des Jeunesses libertaires de Reus, qui combattit à Madrid et décida de se dissoudre après la mort de Durruti.

165. Archives de la CNT, IHHS.

166. *Le Combat syndicaliste*, organe de la CGT-SR, Paris, 27 novembre 1936. Cité par Jérémie Berthuin, *De Vespoir à la désillusion. La CGT-SR et la Révolution espagnole*, Editions CNT-Région parisienne, 2000.

167. Manuel Ramos, *op. cit.*

168. « Rapport sur la colonne Durruti par son responsable Manzana, #ina, janvier 1937 », IHHS. Finalement ne quittèrent la colonne que six cents miliciens, qui furent remplacés par un bataillon à *Estât Català*. Quand Manzana commença à militariser la colonne mille autres partirent, dont un grand nombre fondèrent à Barcelone le groupe des « Amis de Durruti ». Isidoro Velasco, membre de la 43<sup>e</sup> centurie qui avait été à Madrid et qui était principalement composée d'habitants de Binéfar, raconte que les effets de la militarisation « furent graves, car nombreux furent les camarades qui abandonnèrent la colonne. Ma centurie se retrouva ainsi réduite de la moitié environ ». (Témoignage rédigé à Tarbes, daté d'octobre 2004.)

169. Mary Low et Juan Breà, *Red Spanish Notebook*, Londres, 1937. Traduction française : *Carnets de la guerre d'Espagne*, Editions Verticales, Paris, 1997.

170. Joan Llarch, *op. cit.*

171. Discours reproduit dans *Fragua Social*, 1<sup>er</sup> décembre 1936.

172. *Fragua Social*, 24 novembre 1936.

173. *Solidaridad Obrera*, 21 novembre 1936.

174. Citations de Stoyân Minev « Stepanov », alias « Moreno », délégué du Komintem en Espagne, dans son rapport « Les causes de la défaite de la République espagnole », rédigé en avril 1939 et édité par Miraguano, Madrid, 2003. Un autre délégué du Komintem abonda dans le même sens : « La révolution en Espagne, partie intégrante de la lutte antifasciste dans le monde entier, est vue révolution à base sociale des plus larges. C'est une révolution populaire. C'est une révolution nationale. C'est une révolution antifasciste. [...] Le peuple espagnol résout les tâches de la révolution bourgeoise démocratique. » M. Ercoli [Palmiro Togliatti], *Particularités de la révolution espagnole*, Bureau d'éditions, Paris, 1936.

175. Le texte de Fortin et le télégramme de Galân sont reproduits dans la brochure commémorative *Buenaventura Durruti*, publiée en plusieurs langues par les services de propagande de la CNT-FAL. La brochure ne mentionne pas de date mais elle est probablement de décembre 1936.

176. Cipriano Mera, *op. cit.*

177. Discours au théâtre Apolo de Valence, *La Noche*, 5 décembre 1936.

178. *Solidaridad Obrera*, 1<sup>er</sup> janvier 1937.

179. Le discours prononcé lors du meeting tenu dans le cinéma Coliseum de Barcelone fut publié par *Solidaridad Obrera* dans les numéros des 5, 6 et 7 janvier 1937.

180. « Lettre ouverte à la camarade Federica Montseny », Camillo Bemerì, *Guerra di classe*, n° 12, 14 avril 1937.

181. « Le dépassement du mouvement anarchiste », Federica Montseny, *Fragua Social*, 14 février 1937.

182. *Fragua Social*, 8 novembre 1936.

183. Déclaration à la presse faite à Valence, *Bandera Roja* organe du PSOE d'Alicante, 21 janvier 1937. Lors d'un meeting à Èlda, Montseny répéta sa formule fédéraliste, ainsi que le slogan communiste de respect de la propriété : « Je déclare nécessaire et légitime la collaboration des petits bourgeois. » (*Bandera Roja*, 27 janvier 1937. )

184. *La Batalla*, 15 novembre 1936.

185. « Entre la guerre et la révolution », *Guerra di classe*, n° 6, 16 décembre 1936.

186. « Mise en garde », *La Batalla*, 5 janvier 1937. L'épisode a été relaté par Bumett Bolloten, *op. cit.*

187. Frank Mintz, *U Autogestion dans VEspagne révolutionnaire*, Maspéro, Paris, 1976.

188. Interview citée par J. Garcia Pradas, *Rusia y Espana*, Ediciones Tierra y Libertad, MLE de Francia, 1948.

189. Dans son « Rapport moral », Pierre Besnard mentionne vingt-sept Belges et huit Français incarcérés au mois de décembre, pour ce motif, à la prison Modelo de Barcelone.

190. « Irresponsabilité », A. G. Gilabert, *La Noche*, 25 janvier 1937.

191. « Le monstrueux procès de Moscou a des répercussions en Espagne », A. G. Gilabert, *La Noche*, 30 janvier 1937.

192. Discours au Coliseum relaté dans *Soñidaridad Obrero* du 26 janvier 1937.

193. Ilya Ehrenbourg, *Corresponsal en Espana*, Tiempo Contemporáneo, Buenos Aires, 1968. Série d'articles publiés en novembre 1936 en français, sous le titre / *No Pasardn !* Dans l'article intitulé « Chez Durruti », Ehrenbourg lui prête la volonté de créer une armée et lui attribue les propos suivants : « S'il le faut nous décréterons la mobilisation générale. Nous introduirons une discipline de fer. Nous renoncerons à tout, sauf à la victoire. »

194. « Les points sur les i », *Soñidaridad Obrero*, 19 mars 1937.

195. *Pravda*, 22 mars 1937. Article reproduit par Rudolf Rocker dans *La Tragédie de VEspagne*, première édition en anglais à l'automne 1937. Traduction française, Editions CNT-Région parisienne, 2006.

196. « En toute cordialité. Si le parti communiste veut vivre en paix avec la CNT, celle-ci lui tend une main fraternelle », *Fragua Social*, 7 avril 1937.

197. Archives de la CNT, IHS, Amsterdam.

198. Lettre à Cipriano Mera du 7 septembre 1939, citée dans *A Contretemps*, bulletin de critique bibliographique, n° 17, juillet 2004.

199. Santillán, *Por qué perdimos la guerra*, *op. cit.*

200. « Le mouvement libertaire espagnol a-t-il renoncé en 1936-1939 à mener à bien la révolution ? », réponse de José Peirats dans la revue *Presencia — Tribuna Libertaria*, n° 5, septembre-octobre 1966, Paris.



©

## Table des matières

Note de l'éditeur	7
Liste des organisations	9
Chronologie	<b>10</b>
Carte du front d'Aragon en octobre 1936	16
i — <i>Saragosse</i>	17
n — <i>Huesca</i>	38
m - <i>Madrid</i>	48
iv — <i>Madrid sans gouvernement</i>	63
v — <i>Moscou</i>	81
vi - <i>Barcelone</i>	95
Notes	109